

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

	Pages
	—
La philosophie du « dialogue »	1
Le nouveau statut des entreprises d'Etat en Russie (« Copie de la Charte du travail » fasciste)	5
Le mouvement social en Chine (VI)	20
Sur un Chapitre inédit du « Capital »	46
Le XXIII^e Congrès du P. C. Russe	75

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

LA PHILOSOPHIE DU « DIALOGUE »

LES « Semaines de la pensée marxiste » que le P. C. F. organise depuis quelques années répondent à deux impératifs tout aussi éloignés l'un que l'autre des préoccupations théoriques et des intérêts matériels du prolétariat.

Il s'agit, d'une part, de créer l'illusion que le parti de Thorez n'est pas simplement un état-major de politiciens professionnels ou de syndicalistes bornés, mais une chapelle où l'on médite, un amphithéâtre où l'on discute, un haut lieu de la Pensée toujours en mouvement.

Peignant la doctrine de Marx aux couleurs du progressisme bourgeois, le parti de Thorez en a fait une idéologie en perpétuelle élaboration, le point de convergence futur de toutes les « opinions » et de toutes les « découvertes ». Bourgeois, s'écrie Garaudy, reconnaissez donc votre Dieu : ce « marxisme » qui se fait si craindre et que j'ai pour tâche de vous faire aimer ! Voici la Science générale de toutes vos sciences particulières, l'encyclopédie de votre monde inquiet ; voici votre philosophie !

L'autre but des « semaines marxistes » est de favoriser le « dialogue » entre « hommes de gauche » sur la société de demain. Aimables conversations de boudoir où les camouflets de Guy Mollet n'ont plus cours, où les angles s'atténuent, où les meetings se transforment en prêches et le député rival en révérend père. Dans ces retraites spirituelles de nos démocrates, le dur affrontement des classes revêt l'aspect intime d'une confrontation d'idées et d'un « dialogue » familier. Alors peut naître le rêve d'une Démocratie idéale qui ne fut et ne sera jamais. Ce n'est pas un hasard si l'on « dialogue » surtout avec les catholiques : ne sont-ils pas les interprètes les plus qualifiés de l'Au-delà ?

Cette année pourtant, malgré la torpeur du boudoir, M. Garaudy a manifesté de l'inquiétude. Il s'est mis à parler de « quelques précautions à prendre », de « quelques conditions négatives du dialogue ». Dans sa déclaration devant le Comité central sur les questions idéologiques, il avertit : « ne pas idéaliser le dialogue », « ne pas considérer le dialogue comme une fin en soi », « le but essentiel c'est l'action commune et le dialogue n'est qu'un moyen » (« France-Nouvelle », 31 mars). M. Garaudy devait-il répondre devant ses collègues de ses périlleux exercices spirituels ? Ou bien a-t-il ressenti le trouble du danseur de corde qui demande le filet pour continuer ses acrobaties ? Une chose est certaine : ce n'est pas le « dialogue » qui amènera « l'action commune » ; mais c'est « l'action commune » qui, depuis longtemps, a amené le « dialogue » impuissant devenu une « fin en soi ».

Lorsque la bourgeoisie était encore une classe révolutionnaire, elle ne chercha pas à dialoguer avec l'Eglise, mais la couvrit de ses sarcasmes et jura d'abattre ses autels. Dans ses batailles théoriques, comme dans sa lutte pour le pouvoir, elle ne se comporta jamais de façon « démocratique ». Elle ne se souciait pas plus de rendre justice aux religions du passé qu'à l'esprit de

révolte qui poussa l'esclave romain à embrasser le christianisme. Toutes les religions n'étaient à ses yeux que l'œuvre d'habiles « imposteurs » et le sentiment religieux un misérable « préjugé ». Ceux des idéologues bourgeois qui laissaient à Dieu une place dans le ciel (comme « premier moteur » ou « Grand Architecte du monde ») étaient les mêmes qui, dans la future société bourgeoise, voulaient garder sa place à un monarque « éclairé ». Cela suffisait aux révolutionnaires pour armer leur bras sacrilège et déclencher contre toute religion le même combat impitoyable qu'ils menaient contre l'Ancien Régime.

Du haut de son « marxisme » grandiloquent, M. Garaudy fait une glissade vertigineuse bien au-dessous du niveau théorique de l'athéisme bourgeois. Il accorde sa place au « préjugé », il compose avec « l'imposture ». A-t-il jamais promis, lui, d'écraser « l'infâme » ? Ecoutez seulement ! « S'il n'y a rien de positif et d'humainement nécessaire dans la foi des croyants, si nous n'avons rien à apprendre d'eux, si la religion est exclusivement opium, illusion et fable, obstacle et frein, si cette foi a fait d'eux des sous-hommes mutilés et hallucinés, il est parfaitement logique de n'avoir pas à son égard une attitude de dialogue et de coopération, mais une attitude pédagogique, thérapeutique et même répressive ».

Lorsqu'il « dialogue » avec les catholiques, M. Garaudy se défend toujours fort maladroitement d'un péché de jeunesse de la démocratie française : l'anticléricalisme. Celui-ci ne fut-il pas, longtemps, un principe de gouvernement ? Dans le pays qui réalisa la révolution politique bourgeoise la plus radicale de l'Histoire, renversant par la violence et le Trône et l'Autel, l'idéologie démocratique et athée qui lui servit alors de drapeau devait être exploitée jusqu'au bout pour sa conservation. Mais depuis des décades la bourgeoisie n'a plus à répondre de son ancienne « attitude pédagogique, thérapeutique et même répressive ». La société capitaliste pleinement développée a réconcilié le laboratoire et l'oratoire, la « liberté de conscience » et le principe d'autorité, le citoyen et le fidèle, le maître d'école et le curé.

Dès lors que les ouvriers d'Europe commencèrent à se révolter au nom du socialisme, dit Engels, « il ne restait plus aux bourgeoisies française et allemande, comme dernière ressource, qu'à jeter tout doucement par dessus bord leur libre pensée, ainsi que le jeune homme, à l'heure du mal de mer, jette le cigare avec lequel il se pavanait en s'embarquant : l'un après l'autre, les esprits forts adoptèrent les dehors de la piété, parlèrent avec respect de l'Eglise, de ses dogmes et de ses rites, et en observèrent eux-mêmes le minimum qu'il était impossible d'éviter. La bourgeoisie française fit maigre le vendredi et les bourgeois allemands écoutèrent religieusement le dimanche les interminables sermons protestants. Ils s'étaient fourvoyés avec leur matérialisme ! » (F. Engels, Préface de 1891 à « Socialisme utopique et socialisme scientifique »).

On nous dira que M. Garaudy distingue entre l'Eglise et les croyants, que cet « esprit fort » n'a pas encore adopté les « dehors de la piété ». C'est là un minimum de décence bourgeoise ! Il faut, déclare-t-il, que « nous ne confondions la foi de ce chrétien ni avec l'institution de son Eglise, ni avec l'idéologie de ses dogmes ». Subtile distinction dont s'est emparée aussitôt la théologie. Dans « Témoignage Chrétien », le Père F. Biot (professeur de théologie dogmatique au couvent d'études dominicaines de la Tourette !) s'est posé la question : « A qui s'adresse l'appel du parti communiste ? Aux « chrétiens de gauche », conçus de façon organisée et structurée (sic !)... ou bien à tous les chrétiens pour qui l'Évangile est une promesse et une exigence de promotion humaine ? »

Voici notre réponse : le chrétien « indépendamment » de son Eglise, comme le prolétaire « indépendamment » de son patron, c'est l'électeur, le citoyen. Et c'est à ce personnage éthéré que M. Garaudy adresse les vœux pieux de son « socialisme » évangélique. Signe des temps ! Le démocrate révolutionnaire d'autrefois exhortait le citoyen dans les remous de la place publique ou les clameurs du parlement. Les pseudo-communistes de la démocratie réactionnaire

vont le chercher maintenant à l'ombre des sacristies, dans le sein de notre Très Sainte Mère l'Eglise.

Voici deux siècles, en proclamant les « Droits de l'Homme et du Citoyen », le matérialisme bourgeois avait cru repousser dans la nuit des temps les fantômes de la religion. Il entendait annoncer l'ère des Sciences positives et de la Justice et pensait avoir mis fin à toutes les mythologies en déclarant audacieusement : « Ce n'est pas Dieu qui a créé l'Homme, mais l'Homme qui a créé Dieu ». Dans cet Homme, artisan de ses faux dieux, habité par les « superstitions », écrasé par les forces hostiles de la nature, l'on ne reconnaissait alors « rien de positif et d'humainement nécessaire ». Le matérialisme bourgeois, rappelle Marx, « part du fait que la religion rend l'homme étranger à lui-même » (« Thèses sur Feuerbach »). Avec M. Garaudy, nous avons changé tout cela ! La religion n'est plus « exclusivement » opium, ni l'homme religieux un « sous-homme mutilé et halluciné ». Promu au rang de citoyen, le voici devenu notre « semblable », démocrate pacifiste et bavard en qui se réconcilie le chrétien « antidogmatique » et le renégat du communisme.

Garaudy poursuit : « Nous retrouvons ici, en ce qui concerne le rôle que peuvent jouer les chrétiens non seulement dans la lutte contre la guerre, le colonialisme, l'injustice sociale ou le pouvoir personnel, mais dans la construction du socialisme et du communisme, la même notion de pluralité que nous avons déjà évoquée à propos du développement des sciences et des arts ».

Après avoir enterré l'idéologie jacobine de l'athéisme militant, M. Garaudy présente la lutte pour la société future comme le combat des « lumières » pour la Paix, la Justice et la Démocratie. Faut-il s'étonner, dans ce cas, que l'on fasse appel à l'Evangile ? Le P. C. F. n'a pas seulement abandonné la théorie de la lutte des classes et du rôle historique du prolétariat. Il renie peu à peu l'humanisme athée de la révolution bourgeoise, la revendication intégrale de l'Homme libéré de toutes ses attaches avec l'au-delà et ne connaissant plus que l'en-deçà de la société capitaliste : non les récompenses de l'autre monde, mais les rapports réels de ce monde. Voilà ce qui se cache sous cette « notion de pluralité » ! L'Homme abstrait de la philosophie des lumières s'est résolu pratiquement en bourgeois et en prolétaire. Il s'est dédoublé en citoyen et en croyant, en électeur et en pécheur à la ligne. Et M. Garaudy a simplement constaté que dans cette société au dernier degré de putréfaction, le croyant l'emporte largement sur le citoyen, le pécheur à la ligne sur le votant. Lorsque l'on a abandonné le point de vue de classe du prolétariat, il n'y a pas d'autre ressource que d'aller « agiter » les croyants ou les pécheurs à la ligne !

C'est à ce moment-là que M. Garaudy conçoit quelques inquiétudes : « Est-ce à dire, écrit-il, que poser ainsi le problème du dialogue suppose que nous considérons la religion comme éternelle ? » Ayant déjà reconnu la nécessité de la religion dans la société divisée en classes, M. Garaudy n'a même pas besoin de reporter sur l'avenir les caractéristiques du présent : « pluralité » des Etats, des partis, des opinions, des fortunes. Il lui suffit de présenter son « marxisme » d'aujourd'hui tel qu'il est et tel qu'il veut être. La religion ne sera pas éternelle, soutient notre philosophe, « parce que nous mettons au nombre de nos tâches d'élaborer une théorie de la subjectivité qui ne soit pas subjectiviste, une conception de l'amour qui ne soit pas mystifiée, une conception de la transcendance qui ne soit pas aliénée... ; l'essentiel étant de ne pas méconnaître le fond humain réel des questions même mal posées et d'avoir conscience que ces questions, qui ont pris si longtemps une forme religieuse et aliénée, continueront, sous une forme non religieuse, non aliénée, artistique peut-être, à constituer une source inépuisable d'enrichissement ».

Pauvre Marx, te voici enfoncé, toi qui te contentais seulement d'établir la vérité sur ce monde ! As-tu jamais pensé à élaborer une « conception de la transcendance qui ne soit pas aliénée » ! As-tu jamais sondé ce « fond humain

réal » de la foi qui sera demain, sous une forme « artistique », une source d'enrichissement ! Pour toi, la critique de la religion n'était qu'en germe la critique de cette « vallée de larmes » ; mais tu as méconnu la grandeur humaine et la beauté « artistique » de ces larmes ! Il est temps de les réhabiliter, de leur faire une place dans le ciel du « socialisme » moscovite, tout près du mausolée de Lénine où des millions de prolétaires ont cru sanctifier leur oppression.

Demain, en effet, la société « communiste » que nous promet M. Garaudy, restera une société de classes dont le « marxisme » sera l'aurole « artistique », la sanction morale, la Science encyclopédique et la Philosophie suprême. Mais la religion aussi prétend à cet auguste rôle. C'est pourquoi l'on « dialogue » et l'on rivalise d'adresse en se dépouillant de ses vieux « dogmes ». De même que les économistes vantent le rapprochement de l'U. R. S. S. et des U. S. A. comme l'avènement d'une « société industrielle » unique et éternelle, théologiens et « marxistes » à la Garaudy annoncent la « convergence » dans le monde de demain de toutes les religions et de toutes les idéologies. En proposant son « marxisme » comme Philosophie de l'avenir, M. Garaudy se met bien en ligne aux côtés de Paul VI et Teilhard de Chardin, d'Auguste Comte et de Renan. Il doit ainsi avouer ce qu'est devenue pour le P. C. F. la doctrine de Marx : non plus la théorie et la pratique de la Révolution sociale, mais la philosophie et la religion de l'ordre établi.



LE NOUVEAU STATUT DES ENTREPRISES D'ÉTAT EN RUSSIE

Copie de la « Charte du Travail » fasciste

Le « Règlement de l'entreprise productive socialiste d'Etat », approuvé par décision du Conseil des Ministres de l'U. R. S. S. le 4 octobre 1965, comprend six chapitres : 1) Principes généraux ; 2) Biens et fonds de l'entreprise ; 3) Activité économique-productive de l'entreprise ; 4) Droits de l'entreprise ; 5) Direction de l'entreprise ; 6) Réorganisation et liquidation de l'entreprise.

La signification générale de ce nouveau « Statut » découle tout entière de cette considération que « l'entreprise est la cellule fondamentale de l'économie soviétique ». La pérennité des entreprises reçoit ainsi une sanction légale. Dans le domaine programmatique, de même, la démocratie n'est pas présentée comme un point de passage historique à la forme socialiste qui lui est diamétralement opposée, mais bien comme un point fixe de l'organisation sociale et politique de l'U. R. S. S., et tous les partis qui se réclament de la Russie ne considèrent pas le parlementarisme comme un moyen de lutte contre le capitalisme avant la prise du pouvoir par le Parti communiste, mais comme la forme éternelle de l'organisation sociale et politique de l'humanité, même après l'hypothétique (et en réalité impossible) prise du pouvoir par le prolétariat grâce aux méthodes typiques de la démocratie. Traiter du caractère violent et anti-démocratique du « passage au socialisme » n'entre pas dans notre argument ; il n'en demeure pas moins que l'exaltation de l'entreprise, « cellule de l'économie », dans un pays où la dictature du prolétariat serait en vigueur depuis cinquante ans, se ramène à l'exaltation de cette démocratie contre laquelle ont combattu pendant plus d'un siècle les phalanges prolétariennes et leur parti.

Le sens général de la démocratie est déterminé par le concept mercantiliste de liberté ; au point de vue social, il s'exprime nécessairement dans l'individualisme et l'égalitarisme : tous les individus sont des « personnes égales » devant le mécanisme économique, si bien que l'économie capitaliste s'exprime toujours en termes de « revenus », le profit, le

salaires, la rente et l'intérêt étant considérés comme les revenus de forces productives particulières, mais égales, concourant toutes d'une façon proportionnelle, mais « démocratique », à la formation de la richesse des nations.

PERSONNALITE JURIDIQUE

Le « Règlement » concerne les entreprises d'Etat à l'exclusion des autres, dont les kolkhoses en particulier. Le point 3 du « Règlement » établi en effet que ses normes s'appliquent « aux entreprises d'Etat industrielles, de travaux publics, agricoles, de transports et de communications ».

Nous citons intégralement les deux premiers articles du premier chapitre, car ils expriment les principes fondamentaux du droit bourgeois :

1) *L'entreprise productive socialiste d'Etat constitue le chaînon principal de l'économie nationale de l'U. R. S. S. Son activité est fondée sur l'union de la direction centralisée et de l'autonomie économique et de l'initiative de l'entreprise.*

2) *L'entreprise productive socialiste d'Etat, utilisant les biens d'Etat placés sous sa direction ou mis à sa disposition, conduit avec sa propre main-d'œuvre, sous la direction de l'organisme supérieur, l'activité économique-productive (production de biens matériels, exécution de travaux, prestation de services) en accord avec le plan économique et sur la base de l'opportunité ; elle respecte les devoirs et jouit des droits qui découlent de cette activité ; elle a son propre bilan autonome et possède la personnalité juridique.*

Première remarque : **Affirmer que l'entreprise d'Etat est « le chaînon principal de l'économie nationale »** implique l'existence d'autres entreprises ayant une activité « privée » dans le sens courant de ce terme. Cela confirme nos vieilles affirmations sur le « capitalisme d'Etat » en Russie, dans lequel nous voyons plutôt un « industrialisme d'Etat ». En Russie, il existe bien d'autres « chaînons », d'autres entreprises qui concourent au processus économique.

Deuxième remarque : « **Direction centralisée** » de l'économie, d'un côté, « **autonomie économique** » et « **initiative de l'entreprise** », de l'autre, constituent les termes d'une criante contradiction dans la forme comme dans la substance. C'est derrière cette contradiction qu'on tente de dissimuler le caractère mystificateur de la « **planification économique** ». Pour être digne de son nom, le « **plan économique** » ne peut être que centralisé : il doit se baser sur un « **programme** » et suppose donc la faculté de prévoir les faits économiques, de diriger centralement les moyens de production, de déterminer par avance les besoins sociaux. Tout cela entre ouvertement en conflit avec l'autonomie et l'initiative de l'entreprise. L'entreprise devrait être un moyen, un instrument de réalisation du « **plan** » ; elle ne peut donc posséder aucune « **autonomie** » ni aucune « **initiative** », de même qu'il est inconcevable qu'une machine,

simple ou complexe, puisse être autonome et douée d'initiative. La contradiction est expliquée dans le second point qui synthétise l'action de l'entreprise : elle use de biens, moyens de production et instruments appartenant à l'Etat ; elle enrôle sa « propre main-d'œuvre » sur « la base de l'opportunité » qui apparaît dans son « bilan autonome » et se mesure au « profit » réalisé « en conformité avec le plan ». Autrement dit, l'Etat met à la disposition de l'entreprise du capital constant fixe et circulant : machines, installations, outillage, argent ; ce « capital mort », l'entreprise a le devoir de le réanimer avec son « propre » capital vivant (main-d'œuvre) afin de réaliser un profit. Voilà défini en quelques lignes le mode de production capitaliste, qui ne peut vivre que sur la base du travail salarié (« main-d'œuvre propre ») !

Troisième remarque : « L'entreprise a son propre bilan autonome et possède la personnalité juridique ». Cela confirme la contradiction générale avec « la direction centralisée » : dans le droit bourgeois, le concept de personne ne peut être disjoint de celui d'autonomie ; il qualifie donc parfaitement la nature capitaliste de l'entreprise qui n'est telle qu'en tant qu'elle est « autonome » par rapport aux autres entreprises, qu'elle agit indépendamment des intérêts des autres entreprises, qu'elle agit « pour elle ». Posséder la personnalité juridique, c'est être sujet et objet de droit. Pour le marxisme, la signification du droit peut être résumée dans la maxime cicéronienne : « Summus jus, summa jura », le droit de l'un implique le non-droit de l'autre ou, dans ce cas spécifique, le « droit d'user et d'abuser » (propriété) d'une personne, d'un groupe social, d'une classe implique le non-droit correspondant pour une autre personne, un autre groupe, une autre classe.

Dans l'économie d'entreprises, ces attributions particulières prennent forme dans le « bilan » qui doit nécessairement être distinct de celui des autres entreprises puisqu'il n'existe pas de communauté d'intérêts entre elles ; bien au contraire, du seul fait qu'elle est autonome, chaque entreprise entre en conflit avec les intérêts des autres entreprises.

A l'école du marxisme, ce sont là les premiers rudiments.

« SOCIALISME CORPORATIF »

L'article 4 déclare :

« La direction des entreprises est unitaire. Les organisations sociales et tout le personnel de l'entreprise participent largement à la discussion et à l'application des mesures visant à assurer la réalisation du plan d'Etat, le développement et le perfectionnement de l'activité productive des entreprises, l'amélioration des conditions de travail et de vie de ses employés ». Et l'on répète à l'article 5 que « les droits attribués à l'entreprise doivent être exercés dans l'intérêt de toute l'économie nationale et du personnel de l'entreprise ».

Si l'entreprise est autonome et sa direction « unitaire », cela veut

dire que les ouvriers (personnel) de l'entreprise sont, en tant que « main-d'œuvre propre » de chaque entreprise isolée, « autonomes » vis-à-vis des ouvriers des autres entreprises ; que la classe ouvrière perd donc sa caractéristique de classe dans la mesure même où elle doit agir sur le plan de l'entreprise, à l'intérieur de ses limites économiques, juridiques et politiques.

C'est une telle position typiquement corporariste que le fascisme italien inscrivit dans sa charte constitutionnelle en singeant du reste lui-même l'opportuniste « autro-marxiste » et son « socialisme des ghildes » qui, toutefois, allait plus loin que le « Règlement » actuel tout en reposant sur le même principe de l'identité des intérêts de l'entreprise et de ses ouvriers. Otto Bauer, le propagandiste le plus efficace et le plus habile du « socialisme des ghildes », exprimait ainsi cette conception corporatiste (d'après Karl Radek dans son écrit « Théorie et pratique de l'Internationale deux et demi ») :

« Les moyens de production appartiennent à l'Etat qui paie les rentes aux propriétaires actuels. Chaque branche d'industrie est un bien national administré par les représentants du syndicat correspondant. Le plan de production et le prix des produits sont déterminés par le syndicat et les représentants de l'Etat, des organismes municipaux et des consommateurs. Tout cet ensemble constitue « l'auto-administration de l'industrie » par les travailleurs et assure leur liberté ». Radek continue en citant textuellement Otto Bauer: « Si la classe ouvrière renforce continuellement son influence sur l'industrie par la pratique de la lutte syndicale, cela fait naître en elle l'idée d'étendre son contrôle sur l'industrie jusqu'à la prendre en mains intégralement ; et, de même que la classe ouvrière renforce son action syndicale par l'action politique du parti auquel adhèrent les syndicats tout en conservant leur autonomie complète dans le domaine industriel, de même les ouvriers conçoivent l'Etat social de l'avenir comme une fédération de « ghildes nationales » autonomes ».

Ce « socialisme des ghildes » a vu le jour en Yougoslavie, au travers de la fameuse « autogestion » dont les réalisations furent taxées en leur temps de retour au « capitalisme » par J. Staline en personne... ce qui est tout dire !

Comme on peut le voir par nos deux citations, les auteurs du « Règlement ne s'expriment pas aussi clairement que les « austro-marxistes » qui avaient au moins le mérite de dire ce qu'ils pensaient sans hésitations ni fioritures ; mais ils reprennent en substance le contenu corporatiste du « socialisme des ghildes », tout en en restreignant le domaine d'application à l'entreprise isolée.

Dans les paragraphes concernant les attributions de la direction d'entreprise on peut évaluer l'influence réelle que peut exercer le « personnel » dans les décisions économiques, et donc la véritable signification pratique de la « direction unitaire » de l'entreprise d'Etat russe.

LA « DIRECTION UNITAIRE » DE L'ENTREPRISE

Le point 4 du chapitre 1^{er} établit donc que le « personnel de l'entreprise participe largement à la discussion et à l'application des mesures visant à assurer la réalisation du plan d'Etat, etc... ». Astraction faite de la conception « austro-marxiste » de la « démocratie économique » qui confie les décisions à de plus larges couches de « travailleurs » (syndicats de catégorie) plutôt qu'aux entreprises isolées, dans le « Règlement » il ne s'agit pas de « décider », mais de « discuter » et « d'appliquer ». Les ouvriers de l'entreprise ont donc la faculté « démocratique » d'exprimer leur avis et d'exécuter les dispositions émanant d'une autre source d'autorité.

En fait, dans le troisième chapitre sur « l'activité économique-productive de l'entreprise » on spécifie que

« L'entreprise assure, dans l'intérêt de l'économie nationale, la réalisation des meilleurs résultats pour la plus petite dépense de travail et de moyens matériels et financiers ; elle réduit les coûts de production (des travaux, des services) et élève le rendement de la production ». L'article 34 précise mieux encore : « L'entreprise pourvoit à l'organisation du travail et à la détermination de ses normes, elle les perfectionne continuellement, elle crée les conditions favorables à un travail hautement productif en travaillant à une augmentation constante de la productivité du travail... et assure le respect de la discipline du travail. Tout membre du collectif de l'entreprise doit respecter rigoureusement les règles intérieures de discipline du travail ».

Article 35: « L'entreprise prend des dispositions pour améliorer la structure des salaires des ouvriers et des employés afin de les intéresser le plus possible aux résultats tant de leur travail personnel que de l'activité d'ensemble de l'entreprise. Elle prend soin de respecter un juste rapport entre l'augmentation de la productivité du travail et l'augmentation des salaires, d'utiliser rationnellement et parcimonieusement le fonds des salaires ».

Dans l'article 81, sur les « Droits dans le domaine du travail et des salaires », le contenu matériel de la « direction unitaire » prend un contour tout à fait net : « L'entreprise a le droit : a) d'établir les salaires aux pièces, au forfait ou à la journée pour les divers groupes d'ouvriers... ; d) d'établir les indices et les conditions d'attribution des primes sur la base des normes du secteur ; e) d'établir les catégories de travaux et les qualifications professionnelles attribuées aux ouvriers conformément aux normes tarifaires et aux qualifications existantes ; f) d'établir pour le personnel technique et pour les employés des divers départements productifs, des secteurs et des services... les conditions et l'importance des primes ; g) d'établir à quelle catégorie appartiennent les secteurs et les départements afin de déterminer les traitements des ingénieurs, des dirigeants et des employés ; d'établir la durée des congés supplémentaires pour ceux qui ont une journée de travail de durée irrégulière ; n) L'application des points énumérés ci-dessus dans le présent Règlement est effectuée par le directeur de l'entreprise dans les limites du fonds de salaire et en accord avec le Comité syndical ».

Article 82 : « L'entreprise établit la structure et le statut de son personnel sur la base des normes approuvées par l'organisme supérieur. La structure et le statut du personnel de l'entreprise sont approuvés par le directeur ».

Tous ces droits attribués à « l'entreprise » entrent en conflit avec les fonctions que devrait remplir le « personnel ». Les « décisions » à l'intérieur de l'entreprise sont prises en dernière instance par la direction qui doit répondre de sa propre gestion devant les « organismes supérieurs » par l'intermédiaire du bilan « autonome » qui doit être actif sous peine de sanctions, même pénales, à l'encontre du directeur. Celui-ci

« organise tout le travail de l'entreprise et est complètement responsable de son activité... Il agit au nom de l'entreprise, la représente dans toutes les institutions et organisations, dispose des biens et des moyens de l'entreprise conformément à la loi, conclut des contrats, ouvre des comptes bancaires et prend d'autres initiatives au nom de l'entreprise... Conformément aux lois sur le travail, il engage et licencie le personnel, agit en vue de son intéressement et prend des mesures disciplinaires. Les licenciements sur l'initiative de l'administration sont décidés en accord avec le comité syndical ».

D'abord l'entreprise, puis le comité syndical, etc... et, enfin, l' « avis du personnel ». Et de fait, à l'article 95, après le refrain sur la participation démocratique de toutes les « organisations » à la réalisation des buts de l'entreprise (le profit !), le « Règlement » est contraint d'établir le rapport réel entre la direction et le « personnel » en définissant les rapports entre direction et syndicat :

« L'administration de l'entreprise, en la personne de son directeur, conclut un contrat collectif avec le comité syndical agissant en qualité de représentant des ouvriers et des employés de l'entreprise et garantit la réalisation des engagements pris ».

Article 97 : « L'administration de l'entreprise organise l'émulation socialiste de concert avec le comité syndical », et article 101: «L'administration convoque régulièrement des conférences consacrées aux problèmes techniques et économiques et des assemblées des meilleurs travailleurs, où sont discutés les problèmes du progrès technique et du développement économique de l'entreprise et mises au point les mesures propres à éliminer les lacunes de l'activité de l'entreprise ou de certains de ses départements ».

Article 102 : « L'assemblée du personnel de l'entreprise discute, sur la base des rapports de l'administration, les projets des plans de production, les résultats et la réalisation des plans, les projets des plans collectifs et la manière dont les engagements sont tenus, les questions de production, d'assistance matérielle et culturelle au personnel, l'emploi de fonds d'entreprise ».

UNE NOUVELLE « CHARTE DU TRAVAIL »

Le lecteur attentif aura déjà compris que ce « Règlement » ressemble comme deux gouttes d'eau à la « Charte du travail » du fascisme italien et que la « direction unitaire » de l'entreprise se réduit à la subordination totale des ouvriers et du personnel en général à l'intérêt particulier de l'entreprise elle-même, c'est-à-dire au profit de l'entreprise et au profit général, au mécanisme économique qui, fonctionnant selon les lois de l'économie capitaliste, doit nécessairement faire de l'entreprise la « cellule de l'économie ». Quant aux attributions de l'entreprise concernant les rapports directs entre la direction et le personnel (les ouvriers en particulier), le « Règlement » se préoccupe surtout d'établir quel lien doit exister entre le personnel lui-même et l'entreprise. Et il le fait de la manière typiquement corporatiste que nous avons vue : non seulement le « Règlement » fixe les limites de l'action économique de l'entreprise, mais encore celles de l'action syndicale des ouvriers et des comités syndicaux d'entreprise. En un mot, le « Règlement » régenté tout, « détermine » tout, y compris le « contrat de travail » entre la direction et le personnel en dissimulant, assez mal il est vrai, derrière la démagogie de la participation du personnel aux discussions et surtout à l'« application », une unité d'intention dans les décisions finales qui appartiennent en dernière instance au directeur en tant que « seul responsable de l'entreprise » et de ses intérêts, et qu'il prend donc seul « après avis » (quel langage diplomatico-ministériel) des associations et des organisations intéressées. C'est la méthode classique par laquelle, comme le disait Radek à propos du « socialisme des gildes », « les ouvriers proposent et la bourgeoisie dispose ». Ici, le personnel est même sollicité de proposer le meilleur système pour produire plus, c'est-à-dire pour se faire davantage exploiter par le mécanisme capitaliste, mais la décision appartient au capitalisme lui-même par l'intermédiaire du directeur d'entreprise qui décidera évidemment ce qui convient le mieux à la réalisation du « plan d'entreprise » où, dans la longue liste des « objectifs » à atteindre, le profit à réaliser, la plus-value à extorquer au « personnel » au nom de l'économie d'entreprise, « cellule » de l'économie nationale, vient toujours en première ligne.

« DROITS ET DEVOIRS » DE L'ENTREPRISE

La dernière partie du premier chapitre qui traite des « principes généraux » du « Règlement » définit les liens qui unissent l'État et l'Entreprise et du même coup met en évidence le contenu économique de « l'autonomie » de cette dernière. D'un point de vue théorique abstrait, c'est-à-dire général, le caractère de « personnalité juridique » de l'entreprise implique « l'autonomie » et celle-ci satisfait pleinement à la nature capitaliste de l'entreprise et même la suppose. Avant de passer aux manifestations de cette autonomie, nous citerons les points suivants :

8) « L'entreprise exerce le droit de possession, d'emploi et de disposition des biens qui se trouvent sous sa direction active, et le droit d'usage de la terre qui lui est assignée dans les limites établies par la loi et de façon conforme avec les buts de l'activité de l'entreprise, les objectifs du plan et la destination des biens. L'entreprise répond de l'exécution de ses engagements sur ses biens qui, sur la base de la législation de l'U. R. S. S. et des Républiques membres, peuvent être placés sous séquestre. L'entreprise ne répond pas de l'exécution des engagements de l'organisation à laquelle elle est subordonnée, ni de celle d'autres entreprises et organisations. L'organisation à laquelle l'entreprise est subordonnée ne répond pas de l'exécution de ses engagements. L'Etat ne répond pas de l'exécution des engagements de l'entreprise et l'entreprise ne répond pas de celle de l'Etat » (souligné par nous).

Le droit de possession (qui est distingué du droit de propriété) entre en conflit avec la destination du profit d'entreprise dans la mesure où une partie de celui-ci reste à la disposition de l'entreprise pour son accumulation de capital. Cette dernière se matérialise dans les machines, les installations fixes et l'équipement acquis avec la partie du profit dont l'entreprise peut disposer. Tout cela est-il propriété de l'entreprise ? Eh bien, oui ! comme le montre l'article 14 du deuxième chapitre : « Les organes supérieurs ne peuvent pas prélever ou redistribuer les fonds de l'entreprise ». En ajoutant une partie de sa plus-value au capital existant, l'entreprise n'acquiert pas seulement le droit de propriété sur ce capital additionnel, mais sur tout le capital existant avec lequel ce dernier se fond en un tout unique. Le capital est indivisible bien qu'il apparaisse sous la forme de « portion de capital » constituant ce que Marx appelle « les membres épars » du capital lui-même. Le fait que ce « droit de propriété » soit limité par la législation d'Etat ne constitue pas une négation, mais une preuve de l'existence de ce droit.

En effet, les points qui vont de 14 à 22 énumèrent une à une les conditions dans lesquelles le produit de la vente reste à la disposition de l'entreprise. Ce sont des conditions courantes dans la pratique du commerce :

Vente de « produits utilisant les déchets de fabrication » ; revenus de la location « d'édifices, constructions, ateliers, dépôts, etc... faisant partie du patrimoine de l'entreprise et momentanément inutilisés » ou encore de « machines et de moyens de transport » ; vente de « machines, moyens de transport, instruments, outils, équipements, matières premières, carburant, animaux de trait ou destinés à la reproduction, semences, alimentation pour bétail en excédent » et qui « ne sont pas utilisés par l'entreprise ». Toutes ces sommes sont obtenues par la vente de biens faisant partie du fonds circulant de l'entreprise restent à sa disposition en tant que fonds circulants » (qui ne peuvent être ni prélevés ni redistribués » par l'Etat, comme nous avons vu plus haut). Il en va de même pour les « produits de la vente des biens matériels faisant partie du capital fixe de l'entreprise et qui restent à celle-ci pour des investissements non planifiés » (ces « investissements non planifiés » signifiant liberté sans restriction d'employer le capital).

La dernière partie de l'article que nous avons soulignée en la citant codifie l'autonomie de l'entreprise en termes dépourvus d'équivoque et, plus exactement, précise que l'entreprise est autonome non seulement par rapport aux autres entreprises et aux organisations auxquelles elle est administrativement subordonnée, mais même par rapport à l'Etat. En même temps, organisations et Etat devraient être autonomes par rapport aux différentes entreprises. L. Leontiev, académicien et économiste russe, écrivait dans un article paru dans La Pravda du 9 octobre 1965 : « L'économie socialiste a la configuration d'un organisme complexe dans lequel l'unité de l'ensemble non seulement n'exclut pas mais exige une relative autonomie des parties, c'est-à-dire des entreprises qui sont les cellules productives de base de notre économie ». Quelle meilleure confirmation de ce que nous affirmons ? La structure de l'économie apparaît donc comme constituée de la façon suivante, de bas en haut : entreprises — organisations de secteurs régissant des groupes d'entreprises ou trusts — ministères correspondant aux diverses branches de production, c'est-à-dire l'Etat imposant le « plan » ou la « programmation ».

Selon le « Règlement », chaque échelon de cette hiérarchie économique jouit de l'autonomie, tandis que l'ensemble constituerait une « unité ». La chose est bien étrange : comment l'ensemble constitué par des organes autonomes pourrait-il bien former un organisme, puisque chacun de ces organes est en réalité lui-même un tel organisme doué de toutes les fonctions nécessaires à la vie ?

Au premier abord, l'analogie entre l'entreprise et la cellule animale ou végétale pourrait sembler fautive ; en réalité, elle est exacte, car si l'entreprise n'est pas la cellule de l'économie productive, elle est du moins la base sur laquelle repose tout l'appareil de l'administration et de l'Etat. Par conséquent, ce n'est pas l'autonomie, mais le lien réciproque qui importe, une fois admis que l'Etat reposant sur la base de l'économie d'entreprises ne peut être ni autonome ni indépendant puisqu'il tire son autorité de cette base même. Au contraire, en tant qu'elle est un organe de production, l'entreprise est autonome par rapport aux autres entreprises, d'où concurrence et action aveugle des lois du marché.

Si l'Etat représente « l'unité », comment peut-il « ne pas répondre de l'exécution des engagements de l'entreprise ? » Ce n'est là qu'une des innombrables falsifications dont se sert le « socialisme corporatif russe » pour dissimuler quelque temps encore les misérables contradictions de la forme capitaliste de production dans laquelle il est en réalité complètement plongé. L'Etat prétend représenter l'unité, mais il est au contraire l'expression politique des intérêts dominants, des « engagements » du capital qui se manifestent dans le monde entier sous les apparences les plus diverses, dont la plus représentative est celle de l'Etat et dont la plus connue est celle du commerçant. L'Etat a toujours prétendu être la synthèse de toute la société, c'est-à-dire de tous les intérêts (« engagements ») des classes entre lesquelles la société est

divisée et au nom desquels il lance des appels à la nation et à tous les citoyens, fils de la patrie, etc...

Les communistes voient et ont toujours vu dans le socialisme une organisation sociale vraiment sociale sous tous ses aspects, de la production à l'éducation, de la consommation à la reproduction de l'espèce et dans laquelle les mots d' « autonomie » et d' « indépendance » disparaîtront progressivement du dictionnaire tout comme les adjectifs et les pronoms possessifs de la grammaire. Dans le socialisme, les entreprises disparaîtront progressivement en même temps que la division du travail, les classes, l'État, et à mesure que toutes les fonctions de l'espèce seront socialisées. C'est alors qu'on pourra parler d'unité — non dans l'État qui présuppose la division — mais dans le genre humain dont tous les individus et les générations seront bien conscients d'être interdépendants les uns des autres.

ENTREPRISE ET PERSONNEL

Nous avons déjà traité la question des « devoirs » de l'entreprise envers le « personnel » et les « techniciens ». Comme nous l'avons déjà vu, ces devoirs envers le personnel consistent exclusivement en « droits » de l'entreprise, les seuls à avoir des « devoirs » étant les ouvriers. A l'égard des techniciens,

« L'entreprise a le droit de décider pour les contremaîtres hautement spécialisés et pour les autres techniciens des suppléments de salaires atteignant les 30 % du salaire de base, et pour les dirigeants des primes proportionnées à leurs fonctions » (article 83).

L'article 43 sur les « Droits dans le domaine de la planification » établit que :

« Se fondant sur les chiffres de contrôle et tenant compte de la nécessité de satisfaire aux exigences de l'économie nationale et à celles que comportent les rapports existant entre consommateurs et firmes commerciales, ainsi que du développement ultérieur de ces rapports, l'entreprise élabore des plans annuels et des perspectives avec la large participation des ouvriers et des employés, et ce dans tous les domaines de son activité et en harmonie avec les indices établis ».

Article 44 : *« L'administration à laquelle l'entreprise est subordonnée examine avec la participation de cette dernière les objectifs des plans annuels et les perspectives en fonction des indices établis. Tous les objectifs du plan sont communiqués à l'entreprise exclusivement par l'administration dont elle dépend ».*

Article 45 : *« L'entreprise « établit... les indices planifiés... qui lui permettront d'atteindre l'ensemble de ses objectifs économiques avec la majeure efficacité économique. »*

Article 23 (nous retournons en arrière pour mieux suivre l'ordre dialectique) : *« l'unité économique et productive des ateliers, des secteurs et des autres unités intérieures de l'entreprise se développe en règle générale sur la base du principe d'opportunité ».*

Article 29, dernier paragraphe : « L'entreprise ne peut produire une quantité de produits supérieure à celle qui a été établie par le plan qu'à la condition d'être assurée de leur écoulement ».

Article 30 : « L'entreprise doit dans la mesure du possible élargir et resserrer ses contacts économiques directs avec les entreprises et les organisations consommatrices... ».

Tout d'abord, il est dit que l'entreprise « élabore son plan annuel et sa perspective » sur la base des commandes des « clients » (points 43, 29 et 30) avec lesquels elle doit « élargir et resserrer » les contacts (article 30) ; par la suite, on affirme que le plan de l'entreprise est soumis à l'examen de « l'administration dont elle dépend », et on soutient, en outre, que « tous les objectifs du plan sont communiqués à l'entreprise exclusivement par l'administration dont elle dépend » et qu' « ils doivent prévoir l'utilisation complète des installations ». Nous posons donc la question : Qui donc dicte les objectifs du plan : l'Etat, l'administration ou l'entreprise ? Cela ressort clairement du texte qui parle de « chiffres de contrôle » (ce qui signifie que le plan ne « prévoit » qu'après coup, sur la base du résultat obtenu, les « chiffres de contrôle » en question correspondant aux résultats d'un cycle de production visant des objectifs déterminés) et du mécanisme de contrôle de l'administration « à laquelle l'entreprise est subordonnée », qui ne sert en fait qu'à approuver le plan de l'entreprise. Par conséquent, les indices de production contenus dans le plan d'Etat résultent des indices des plans des entreprises et non l'inverse. Le plan d'Etat devient une simple superstructure qui reflète les exigences économiques des entreprises.

Dans ces conditions, tout le droit et tout le devoir de l'entreprise est de produire avec le meilleur rendement économique ; nous pouvons être certains qu'elle n'y manque pas quand il s'agit d'extorquer de la plus-value aux producteurs pour la distribuer sous formes de primes et de pourcentages de « responsabilité » aux directeurs et à l'aristocratie ouvrière et surtout non-ouvrière. A ces derniers, le « Règlement » assure des gains particulièrement importants, et c'est en quoi consiste à leurs yeux le miracle « du socialisme ». Les articles qui vont de 49 à 56 traitent des « droits dans le domaine de la construction d'ateliers et des réparations » et nous parions qu'ils sont déjà bien ancrés dans la mémoire des directeurs, vice-directeurs et assimilés. Ils concernent les adjudications de réparations et construction,

« de maisons d'habitation et de locaux publics à édifier grâce à des investissements centralisés ; de clubs urbains, de palais de la culture et du sport, de stades et de piscines », ainsi que les « travaux à exécuter dans le domaine de la protection du travail, de la lutte contre les accidents et de la défense de l'hygiène dans les entreprises (comment le Patriarche de toutes les Russies ne donnerait-il pas sa bénédiction à tout cela ?). les travaux de construction à l'intérieur de l'entreprise commandés aux entrepreneurs adjudicataires ».

L'approbation de ces travaux incombe en grande partie au directeur « avec le consentement du comité d'entreprise ou de région du syndicat » ; voilà comment se réalise la fameuse « unité » de la base économique sur laquelle repose l'Etat !

En ce qui concerne les « droits dans le domaine du perfectionnement technique et de la technologie productive », l'article 60 prévoit que

« L'entreprise peut conclure des contrats relatifs à l'étude de nouvelles machines et procédés techniques, etc., avec des instituts de recherche scientifique, des bureaux d'études et des écoles supérieures. Les frais occasionnés par ces travaux sont couverts à l'aide des fonds appartenant à l'entreprise ou qui lui sont prêtés par les banques ».

Ce droit fait partie de ceux qui ont été précédemment examinés et il constitue pour la hiérarchie des « techniciens » et des « directeurs » un des nombreux « stimulants économiques non planifiés » prévus par le « Règlement ». Les « droits dans le domaine de l'approvisionnement matériel et technique et dans celui des ventes » prévoient une plus grande « liberté » d'acheter et de vendre pour l'entreprise. Cette « liberté » consiste, en particulier, à contracter directement des dettes ou ouvrir directement des crédits. L'achat de marchandises ou de matières premières est laissé à l'initiative des diverses entreprises productives, commerciales ou kolkhoziennes, ainsi qu'aux administrations elles-mêmes.

ENTREPRISE ET CLIENTS

L'article 66, second paragraphe, prévoit que

« les accords pour la fourniture des produits distribués par les organes supérieurs ou les administrations s'occupant de l'approvisionnement sont conclus sur la base des règlements des dits organes ou administrations ».

ce qui semble limiter la liberté de vente des entreprises productives. En réalité, il n'y a rien là de bien original. En France également, les administrations, les établissements publics, etc., élaborent un cahier des charges précis lors des adjudications, si bien que la concurrence entre les entreprises adjudicatrices se limite à offrir au plus bas prix possible des biens, travaux ou services bien déterminés.

L'article 74 confère à l'entreprise une autre « liberté » indispensable que nous avons déjà rencontrée plus haut :

« L'entreprise fixe les tarifs des diverses sortes de produits (travaux, services) dont l'établissement n'incombe pas à l'organe supérieur en respectant la législation en vigueur. Les prix des produits et la rémunération du travail et des services sont établis sur la base d'un accord avec l'entreprise-cliente ».

L'article 72 dit : « L'entreprise peut utiliser le crédit bancaire et elle est responsable de ses emprunts et de leur remboursement dans les délais prévus ».

Là s'arrêtent les compétences de l'entreprise isolée qui, dans ces conditions, est vraiment « autonome » et « libre » comme il est de règle dans l'économie du marché.

En dernier lieu, le « Statut » définit les modalités de « réorganisation et liquidation de l'entreprise ». En cas de fusion ou de division, on applique les dispositions contenues dans les codes de droit commercial de tous les pays : dans l'un et l'autre cas, les dettes et les crédits sont transférés à l'entreprise qui a reçu une nouvelle gestion ou aux nouvelles entreprises ayant une nouvelle gestion ou à celles qui sont issues de l'ancienne entreprise. En cas de liquidation, la compétence passe au tribunal local qui, si l'entreprise a fait faillite, nomme un liquidateur (ou curateur) qui s'occupe de réaliser comme il peut l'actif de celle-ci, pour le distribuer, toujours comme il peut, aux créanciers. C'est la procédure classique en cas de faillite. Le « Statut » soviétique prévoit du reste la même procédure de liquidation que la loi française :

Publication en évidence « dans la presse de la région, du district ou de la République de l'annonce de la liquidation de l'entreprise et fixation des délais dans lesquels les créanciers sont admis à réclamer leur remboursement... Les créanciers sont remboursés par la vente des biens de l'entreprise que la loi considère comme aliénables. Après les délais fixés, les réclamations des créanciers dont la justification est prouvée sont satisfaites grâce à la vente de ce qui reste des biens aliénables de l'entreprise après le remboursement des créanciers qui se sont présentés dans les délais prescrits. Les autres requêtes — qu'elles n'aient pas été présentées dans les délais, ou qu'on n'ait pu les satisfaire faute de biens à liquider — sont annulées. Il en va de même, totalement ou en partie, pour les requêtes qui n'ont pas été admises par la commission des liquidations, à moins que les créanciers ne fassent appel dans les deux semaines suivant la notification du rejet complet ou partiel de leurs requêtes » .

Ce long passage du « Statut » (dont le lecteur voudra bien nous excuser) constitue tout simplement un emprunt au « droit commercial » capitaliste tel qu'il est communément pratiqué dans tous les pays à l'économie de marché. Quiconque a la moindre familiarité avec ce genre de choses admettra avec nous que cela suppose nécessairement une économie fondée sur la propriété privée des moyens de production. Cette propriété n'est ni dans les mains ni sous le contrôle de l'Etat, mais dans les mains et sous le contrôle des diverses entreprises soumises aux exigences de la production et de la reproduction du capital en tant que tel, grâce à une stratification sociale correspondant à celle des « techniciens », « contremaîtres », « savants », « économistes », etc...

CONSIDERATIONS FINALES

Le reste du « Règlement » nous conduirait à d'innombrables considérations qui nous éloigneraient en apparence de notre but qui était simplement de démontrer que l'Etat russe repose sur une économie

capitaliste et obéit aux intérêts de celle-ci. A la fin du compte, il ne révèle rien de nouveau, rien qui ne soit déjà contenu dans la critique marxiste en général et, plus particulièrement, dans l'effort que notre Parti poursuit depuis plus de dix ans pour rétablir la doctrine contre les déformations d'origine soviétique. Il ne fait que préciser et souligner des caractéristiques de la structure économique de la Russie que nous avons depuis longtemps constatées, en leur donnant une forme légale et juridique.

Jusqu'à 1945, l'économie russe a dû se créer sa propre base ; depuis lors, après une période relativement brève de reconstruction après les destructions de la seconde guerre mondiale, elle a connu un essor au cours duquel elle a systématiquement anéanti les ultimes vestiges de la Révolution d'Octobre avec l'adaptation des superstructures politiques que cela comportait.

Cette dernière tâche a, elle aussi, été accomplie et bien accomplie. Il est juste que le régime issu de la contre-révolution stalinienne se pare de « démocratie » puisque la démocratie porte la marque du capitalisme dont elle est l'expression sous toutes les latitudes et quelle que soit la couleur de la peau des peuples considérés. C'est pourquoi nous avons reproduit de larges et multiples passages du « Statut » afin de rendre notre démonstration encore plus convaincante.

Au lendemain de la victoire révolutionnaire d'Octobre 1917, l'économie était presque tombée à zéro. Les préoccupations de la jeune dictature prolétarienne n'allaient pourtant pas à l'économie, mais à un danger plus pressant, à la guerre civile et à la nécessité de vaincre la contre-révolution par les armes. Cependant, une fois close la période de lutte armée pendant laquelle toutes les forces productives eurent pour destination unique la victoire militaire sous la forme du « communisme de guerre », l'économie exigeait des solutions de type capitaliste que l'Etat prolétarien n'hésita pas à adopter en appelant les choses par leur nom, selon la méthode qui lui est propre, et en reconnaissant que la structure économique reposait sur des intérêts de classe non prolétariens, ceux de l'immense paysannerie. Le « Discours sur l'impôt en nature » de Lénine, la N. E. P., tous les autres textes importants et connus de Trotsky sont là pour confirmer notre thèse. Seule la révolution internationale du prolétariat aurait pu soulager la République Soviétique de l'énorme poids que faisaient peser sur elle la nécessité de résister à l'intérieur à la renaissance et au renforcement des forces contre-révolutionnaires qui naissaient de l'organisation de l'économie dans des formes capitalistes, et l'autre nécessité d'appuyer à l'extérieur avec toute son autorité morale de premier Etat prolétarien la reprise de la lutte révolutionnaire dans tous les pays, aussi bien de l'Occident industrialisé et mûr pour le bond dans le communisme que de l'Orient qui, à l'exemple de la Russie, devait réaliser une double révolution.

Jamais, au cours de ces années cruciales, il n'y eut la moindre mystification, jamais le prolétariat russe et international ne fut aveuglé par une démagogie quelconque de la part du parti bolchévique et de l'Internationale rouge. Aujourd'hui, par contre, la littérature économique russe a perdu toute pudeur : à côté des aveux les plus brûlants sur l'état réel de l'économie et de son organisation, elle ose évoquer l'époque de Lénine et de Trotsky et justifier le passage à un capitalisme ouvert en rappelant que ces chefs exceptionnels avaient eux aussi explicitement soutenu qu'il n'était ni possible ni souhaitable de freiner le « libre développement des forces productives » et qu'il fallait recourir aux catégories classiques de l'économie de marché (profit - salaire - rente - entreprise - intérêt - marchandises - etc...) et aux lois propres au capital, telle que celle de la valeur.

La différence essentielle entre eux est que lorsque le parti bolchévique n'avait pas encore dégénéré, il ne présentait pas l'économie russe comme une économie socialiste, mais comme une économie de transition qui, par ses structures fondamentales, restait enfermée dans les limites du capitalisme, mais que, dans la mesure du possible, la dictature prolétarienne contrôlait, surveillait et dirigeait, comme une forteresse assiégée attendant le secours de la révolution mondiale.

Aujourd'hui, en Russie, on fait usage de toutes les catégories capitalistes sus-mentionnées, non point dans l'attente de la révolution, mais pour renforcer le capitalisme mondial. Le cours a été renversé, si bien que le même point de départ — le capitalisme dans l'économie russe — conduit non point au « communisme 1980 », mais au plein capitalisme.

Il ne pouvait en aller autrement après la défaite du prolétariat mondial et de la Révolution d'Octobre. Mais tout le secret de la mystification du « socialisme » russe actuel de caractère corporatiste et fasciste consiste à prétendre mensongèrement le contraire.

Honteux mensonge !

PRINCIPALES ETUDES DE NOTRE PARTI

SUR LA « QUESTION RUSSE »

- *Dialogue avec Staline (Programme Communiste, N° 8).*
- *Dialogue avec les morts (le XX^e Congrès du P. C. U. S.), brochure.*
- *L'économie russe de la révolution russe à nos jours (Programme Communiste, n° 15 à 23).*
- *Le rôle du parti dans la révolution russe (P. C., n° 5, 6, 7, 9, 10).*
- *Antagonismes dans les rapports de classe en Russie (P. C., n° 10 et 11).*
- *Le XXII^e Congrès du P. C. U. S. (P. C., n° 18).*
- *Hegel, Staline et... les machines à coudre (P. C., n° 31).*

Le mouvement social en Chine^(VI)

(Le lecteur trouvera le début de cette étude dans les numéros 27, 28, 30, 31, 33 de « Programme Communiste »).

Profondément marqué dès 1924 par la dégénérescence de Moscou, le Parti "Communiste" Chinois est devenu, après les défaites prolétariennes de 1927, le champion d'une révolution bourgeoise en Chine. Son ambition ne fut autre, comme l'a dit Mao Tsé-toung, que de jouer le rôle du « véritable Kuomintang » et de réaliser le programme de Sun Yat-sen, si mal amorcé par Tchang K'ai-shek : indépendance nationale, réforme agraire, industrialisation. Il ne nous resterait plus qu'à comparer les mérites respectifs de ces deux partis nationaux et à examiner la façon dont s'est produite cette révolution bourgeoise, livrée à ses propres contradictions, prise dans les fers de l'impérialisme mondial, dépourvue du soutien actif et de la direction clairvoyante d'un prolétariat internationaliste. Mais par une curieuse métamorphose, la réalisation de ces tâches bourgeoises a pris bientôt le nom de « construction du socialisme » et le parti qui a toujours soutenu la plate-forme la plus ouvertement bourgeoise dans l'Internationale de Moscou fait aujourd'hui figure de sauveur d'une orthodoxie léniniste depuis longtemps reniée.

Pour la majorité des « communistes » à l'eau de rose qui identifient socialisme et intérêt national, cette métamorphose n'est même pas un problème. On regrette seulement, avec beaucoup d'hypocrisie, qu'elle ait pris une forme « extrémiste ». Et dans l'esprit du philistin russe l'extrémisme chinois fait ressurgir le fantôme du « péril jaune » que l'on croyait relégué dans le subconscient d'un Occident pourri. Mais même les fantômes ont dégénéré ! Au début du siècle, le « péril jaune » traduisait la crainte bourgeoise que ne s'effondrent les spéculations de l'impérialisme occidental sur le marché chinois. Ainsi que Marx le montrait déjà, dans sa fuite vers l'Asie, le capitalisme européen redoutait de voir éclater aux pieds des murailles de Chine une révolution qui menacerait son pouvoir politique en Europe même. Depuis que la Chine s'est mise elle-même à spéculer sur son développement, le « péril jaune » n'est plus peur de la révolution, mais vague inquiétude devant les perspectives encore lointaines d'une concurrence chinoise.

Si Moscou a en quelque sorte sa logique, la confusion atteint son comble dans ce qui reste du « trotskisme ». La « Vérité » (octobre-décembre 1964) présente ainsi le conflit sino-soviétique comme une lutte de Pékin contre le stalinisme russe et voit dans l'histoire chinoise de l'après-guerre une « révolution ininterrompue », « un processus qui, en définitive, redonnera la première place au prolétariat chinois » (p. 23). Parce que le P.C.C.

fonda, en 1949, la République populaire contre la volonté de Staline, « on ne peut plus le qualifier de parti stalinien » (p. 22). Certes, là aussi s'est formée une « couche bureaucratique » ; mais « les tâches démocratiques bourgeoises n'ont été résolues en Chine que par la révolution prolétarienne, par la destruction de l'Etat bourgeois, par l'abolition de la propriété privée des moyens de production » (p. 34). En foi de quoi, « il faut défendre les conquêtes réalisées par la révolution chinoise, non seulement contre toute tentative de l'impérialisme, mais aussi contre la politique ouvertement contre-révolutionnaire de la bureaucratie russe » (p. 49).

Cette « défense de la Chine » est une véritable caricature de l'ex-« défense de l'U.R.S.S. ». Ses prémisses même sont absolument fantaisistes. Qui peut affirmer en effet qu'il y a eu en Chine « révolution prolétarienne », « destruction de l'Etat bourgeois », « abolition de la propriété privée des moyens de production » ? Qu'attendre même de l'influence de Pékin sur les mouvements nationaux bourgeois du Tiers Monde ? Certes, la constitution d'un puissant Etat national lui permet de jouer en Asie un rôle de trouble-fête. Mais par là la diplomatie chinoise ne fait qu'anticiper sur les résultats d'un développement capitaliste qui fera de la Chine un réel pôle d'attraction économique. Elle apparaît donc toujours plus comme une diplomatie bourgeoise et sa spéculation sur les mouvements anti-impérialistes prend déjà la forme de marchandages avec l'impérialisme.

Ainsi, après avoir étudié les traditions politiques du maoïsme, il nous reste à montrer les caractéristiques économiques et sociales des réformes agraires et du développement industriel de la Chine depuis 1949.

VERS LA CONQUETE DU POUVOIR

Au cœur de la révolution de 1924-1927, l'Internationale de Moscou lit un pari sur la bourgeoisie chinoise qui masquait en réalité sa trahison des intérêts de classe du prolétariat. Le pari consistait à dire que la bourgeoisie anticoloniale serait plus « radicale » que la bourgeoisie antisariste russe et pourrait mener « jusqu'au bout » sa propre révolution. Le joug même de l'impérialisme devait la rapprocher du prolétariat qui fut invité à reconnaître l'hégémonie de sa bourgeoisie pendant toute « l'étape » de la révolution démocratique. Le résultat de cette tactique qui tournait le dos aux enseignements de toutes les révolutions passées fut de livrer le Parti Communiste Chinois à la répression de Tchang Kai-chek.

Lorsque le P.C.C. reprit à son compte le drapeau du Kuomintang, il prétendit en réaliser le programme avec toute l'énergie et tout le radicalisme dont il se croyait armé. La bourgeoisie nationale serait-elle devenue « plus révolutionnaire », dès lors qu'à ses représentants classiques (ies Sun Yat-sen et les Tchang Kai-chek) s'est substitué un personnel anonyme issu de la masse populaire : le parti de Mao Tsé-toung ? Nous verrons qu'il n'en est rien. Les multiples péripéties de l'alliance P.C.C. -

Kuomintang, les faux-fuyants dans la réforme agraire, les compromis avec l'impérialisme russo-américain, les illusions de la « coexistence pacifique » suffirent à démentir les prétentions maoïstes à un radicalisme bourgeois conséquent.

La bourgeoisie chinoise s'est montrée aussi farouche bourreau du prolétariat que ses devancières. Comme la bourgeoisie allemande à l'époque de Bismarck, elle a confié son sort aux généraux réactionnaires du genre de Tchang Kaï-chek plutôt que d'encourir les risques d'une révolution agraire. Comme la bourgeoisie russe, sous Milioukov et Kérensky, la bourgeoisie chinoise se jeta dans les bras de l'impérialisme mondial : japonais, américain, puis russe.

Dès la première révolution bourgeoise qui renversa la dynastie mandchoue, Sun Yat-sen, mis à la présidence de la République, abandonna bientôt le pouvoir en faveur de Yuan Ché-kaï, car il le jugeait plus capable « d'unifier le pays et de garantir la stabilité de la République par la confiance dont il jouissait auprès des puissances étrangères ». Sun Yat-sen avouera plus tard, dans une lettre à Tchitchérine : « Ma retraite était une grosse faute politique dont les conséquences furent comparables à un remplacement de Lénine par Koltchak, Youdénitch ou Wrangel ». Cette leçon cependant ne suffira pas à Staline qui fit tour à tour confiance aux Tchang Kaï-chek et autres Tchang Tso-lin plutôt qu'aux prolétaires de Shanghai.

Dans les conditions de la première guerre mondiale, la bourgeoisie chinoise essaya encore d'obtenir l'indépendance au rabais. C'est ainsi que Sun Yat-sen encouragea Wilson à intervenir en Europe dans l'espoir de se voir rétrocéder les possessions de l'Allemagne en Chine. Espoir vite déçu par le traité de Versailles qui consacra un repartage impérialiste en transférant au Japon les biens allemands. Après la faillite de la politique qui consistait à s'appuyer sur une puissance impérialiste pour se libérer de l'emprise des autres, la bourgeoisie « nationale » s'accrocha aux illusions que fit naître la conférence de Washington sur la politique dite de la « porte ouverte ». Le plan formé par Sun Yat-sen d'ouvrir l'immense Chine au commerce et aux capitaux de toutes les nations n'allait-il pas connaître un début de réalisation pacifique ? Mais cette perspective ne fit que multiplier les rivalités impérialistes, la division du pays en sphères d'influence et le recrutement de mercenaires locaux à la solde du capital étranger.

Dans l'anarchie intérieure et le démembrement territorial s'ouvrit une nouvelle période pour l'anti-impérialisme chinois : celle de l'alliance avec l'U.R.S.S. qui avait dénoncé les « traités inégaux » passés avec le tsarisme, mais qui glissait toujours plus sur la pente de la contre-révolution. Par son accord avec Moscou, Sun Yat-sen ne s'attachait pas seulement les services du prolétariat chinois menaçant, et des instructeurs militaires russes qui formèrent si bien les bandes de Tchang Kaï-chek. Il entendait encore mettre la Chine à l'abri des appétits impérialistes, des grandes crises politiques et des catastrophes sociales dont l'issue

révolutionnaire devait être fatale à la bourgeoisie chinoise. Pourtant, ni la défaite du prolétariat chinois, ni le soutien de Moscou, ni les alliances successives avec le parti de Mao Tsé-toung n'ont pu sauver la bourgeoisie chinoise. C'est sa fonction sociale qui a déterminé sa destinée historique. Incapable d'armer la paysannerie, car elle vivait de son exploitation usuraire, elle ne put réaliser sous son égide l'unification du pays. Incapable de s'opposer à l'impérialisme, dont elle ne faisait que placer les capitaux en Chine, elle ne pouvait être l'instrument politique d'une puissante accumulation capitaliste. Et c'est ainsi que la seconde guerre mondiale a fait ce que Moscou avait toujours redouté, ce que Mao Tsé-toung n'avait jamais préconisé : elle a balayé du continent, avec bon nombre de mandarins, les représentants classiques de la bourgeoisie chinoise.

Parce que, depuis 1927, le parti de Mao Tsé-toung avait compris la nécessité de soulever le paysan chinois pour réaliser l'unité nationale, il était déjà devenu le « véritable Kuomintang », le seul porte-drapeau d'une révolution bourgeoise. Cela ne l'a pas empêché de manifester les mêmes inquiétudes que le Kuomintang devant les « excès » de la paysannerie. Le lecteur pourra se référer aux oscillations de la politique agraire du P.C.C. jusqu'en 1947 (« Programme Communiste N° 28»). Nous verrons de la même manière que les réformes agraires entreprises après la conquête du pouvoir sont loin de constituer une « révolution agraire » au sens radical et bourgeois qu'on a voulu leur donner.

Des années durant, le P.C.C. a vécu dans l'espoir de « l'unité » avec Tchang Kai-chek, faisant appel à son « patriotisme » devant l'invasion japonaise. Ces illusions, qui valent bien celles de Sun Yat-sen en 1911, ont retardé d'une décade l'avènement de la République populaire et montrent jusqu'à quel point le P.C.C. a pu se renier selon les opportunités. Le 22 septembre 1937, offrant à Tchang Kai-chek une nouvelle alliance de type « front populaire », le P.C.C. publiait le communiqué suivant :

« Afin de priver l'ennemi (japonais) de tout prétexte à l'agression et de dissiper toute équivoque, le C.C.E. du P.C.C. déclare solennellement ce qui suit :

1° Les trois principes du peuple énoncés par le Docteur Sun Yat-sen représentent la base suprême de la Chine d'aujourd'hui. Notre parti est prêt à faire tout son possible pour les renforcer.

2° Notre parti abandonne la politique visant au renversement du Kuomintang ainsi que le mouvement de soviétisation et suspend la confiscation des terres.

3° Notre parti abolit l'actuel gouvernement soviétique et s'engage, afin d'unifier l'appareil gouvernemental de l'Etat, à renforcer la démocratie basée sur les droits du peuple.

4° Notre parti dissout l'Armée Rouge, la réorganise en Armée Nationale Révolutionnaire, la place sous le contrôle direct de la Commission des Affaires Militaires du Gouvernement National et attend les ordres de mobilisation pour pouvoir partager la responsabilité de la résistance à l'invasion étrangère... »

Cette nouvelle alliance avec le « réactionnaire » Tchang Kaï-chek ne fut pas la dernière. Le 28 août 1945, Mao Tsé-toung et Tchang Kaï-chek s'asseyèrent de nouveau à la même table, sous la présidence cette fois du général Marshall, pour conclure un accord en douze points sur le gouvernement futur de la Chine :

« En ce qui concerne la politique fondamentale de reconstruction nationale, il a été convenu de maintenir une étroite collaboration sous la direction du président Tchang Kaï-chek et des mesures ont été prises pour éviter des conflits internes afin qu'une Chine nouvelle, indépendante, libre et prospère puisse être construite et que les trois principes du peuple deviennent une réalité. Les deux parties ont en outre convenu que la démocratisation politique et la nationalisation des troupes, telle qu'elle a été préconisée par le président Tchang Kaï-chek, étaient absolument essentielles pour réaliser la reconstruction nationale dans la paix... ».

En janvier 1946, le P.C.C. et le Kuomintang tiendront encore une « Conférence politique consultative ». Mais rien ne pouvait sauver le régime décrépi de Tchang Kaï-chek, ni le général Marshall, ni le maréchal Staline qui « conseillait » alors au P.C.C. de s'en tenir à la guérilla dans les campagnes sans vouloir conquérir les villes. Certes, ces dernières tentatives de replâtrage ont pu être imposées au Parti Chinois par l'impérialisme russo-américain : accords de Yalta (11 février 1945), traité « d'amitié et d'alliance » sino-soviétique (14 août 1945) où l'U.R.S.S. reconnaissait le gouvernement de Tchang-Kaï-chek comme seul gouvernement national de la Chine. Néanmoins, les hésitations de Mao Tsé-toung, la politique même du P.C.C. formulée dans le rapport « Sur le gouvernement de coalition » au VII^e Congrès d'avril 1945, constituaient un terrain fertile pour les manœuvres impérialistes du duo Marshall-Staline.

Staline avait cru régler à Yalta le destin de la Chine (1). Mais il ne

(1) Rappelons les termes de l'accord de Yalta :

« Deux à trois mois après que l'Allemagne se sera rendue et qu'auront pris fin les hostilités en Europe, l'U.R.S.S. entrera en guerre contre le Japon, aux côtés des Alliés, à condition :

- 1° Que le statu-quo soit maintenu en Mongolie extérieure ;*
- 2° Que les droits antérieurs de la Russie, violés par la traîtreuse attaque japonaise de 1904, soient restaurés, c'est-à-dire :*
 - a) que la partie méridionale de Sakhaline et les îles adjacentes fassent retour à l'U.R.S.S. ;*
 - b) que le port commercial de Daïren soit internationalisé, les intérêts prédominants de l'U.R.S.S. dans ce port étant sauvegardés, et que la cession à bail de Port-Arthur comme base navale de l'U.R.S.S. reprenne effet ;*
 - c) que le chemin de fer de l'Est-Chinois et le chemin de fer Sud-Mandchourien, qui sert de débouché à Daïren, soient exploités en créant une compagnie sino-soviétique, étant entendu que les intérêts prédominants de l'Union soviétique seront sauvegardés et que la Chine conservera la pleine souveraineté sur la Mandchourie.*

3° Que les Kouriles seront remises à l'U.R.S.S. »

Lorsqu'en 1964, pour renouer avec Tokyo, Mao Tsé-toung déclara que les îles Kouriles devaient revenir au Japon, il n'y avait pas à crier au « nationalisme », ni au « racisme jaune », comme l'a fait Khrouchtchev. Le conflit sino-soviétique descendait des hauteurs nébuleuses de « l'idéologie » sur le terrain des rapports entre Etats et des souvenirs cuisants de Yalta...

suffisait pas de faire reconnaître par Roosevelt et Churchill les « droits » impérialistes que le tsar avait perdus en 1904. Il ne suffisait pas non plus de persuader le P.C.C. de renouer avec Tchang Kaï-chek. Le degré de décomposition du régime kuomintang était tel que le seul « gouvernement de coalition » possible était celui du P.C.C. Lui seul était capable d'assurer dans l'ordre et le respect des propriétés la jonction du mouvement paysan et de l'agitation prolétarienne dans les villes. L'impérialisme mondial s'en est vite rendu compte. L'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne reconnurent aussitôt la République populaire ; la France en aurait fait autant, si elle n'avait eu des craintes pour l'Indochine. Aux U.S.A. même, malgré les engagements pris avec Tchang Kaï-chek et la guerre de Corée, un courant important s'est toujours montré favorable à la « reprise des affaires » avec la Chine.

LA PERIODE DE "RECONSTRUCTION" : 1949-1952

Une semaine avant la capitulation japonaise, l'U.R.S.S. envahit la Mandchourie et y instaura un « gouvernement populaire » présidé par Kao Kang. Ce fait, ainsi que la dégradation de la situation économique dans l'ensemble du pays, rendaient inévitable l'offensive de Mao Tsé-toung.

En Mandchourie, les troupes soviétiques se livrèrent à un véritable pillage de l'énorme potentiel économique mis en place par les Japonais. La production de charbon qui était en 1943 de 21,5 millions de tonnes, tomba à moins de 5 millions en 1945. La production d'énergie électrique tomba au quart de ce qu'elle était sous le Mandchoukouo. 80 % des locomotives de la Chine du Nord furent soit détruites, soit transportées en U.R.S.S. Face à ce démontage des installations industrielles du principal bastion économique de la Chine, Li Li-san déclara au nom du P.C.C. : « Je pense que ce déplacement de machines n'est pas du tout un problème important. Bien entendu, l'Union soviétique emporte certaines machines, mais pas une grande quantité par rapport à ses pertes de guerre ». Cela suffisait toutefois pour compromettre sérieusement toute œuvre de « reconstruction » de la Chine, qu'elle soit accomplie par le Kuomintang ou par le P.C.C. En même temps, dans la Chine du Sud, de nombreuses entreprises étaient obligées de fermer leurs portes par suite de la suppression des commandes militaires. Ainsi, le parti de Mao Tsé-toung apparaissait toujours plus comme le seul capable de sauver la Mandchourie des griffes de Staline et d'obtenir des ouvriers chinois les sacrifices nécessaires à la « reconstruction ». C'est donc la situation désespérée dans laquelle se trouvait la Chine entre 1945 et 1949 qui a conduit le P.C.C. à prendre toutes ses responsabilités, à passer de la guérilla dans les campagnes à la conquête des villes, à rompre de façon définitive avec tout espoir de « gouvernement de coalition » présidé par Tchang Kaï-chek.

En mars 1949, un plénum du C.C.E. du P.C.C. se réunissait pour examiner la situation militaire, mais aussi les tâches politiques du parti à la

veille de la victoire. Après avoir souligné que « depuis l'échec de la grande révolution chinoise de 1927, le centre de gravité de la lutte révolutionnaire avait été le secteur rural » et que s'ouvrait une nouvelle période pendant laquelle « le centre de gravité du travail du parti devait être placé dans les villes », la résolution indiquait les moyens de reprendre en mains la masse redoutable du prolétariat urbain :

« La session plénière est d'avis que le point-clé de l'administration et de la reconstruction des villes est la restauration et le développement de la production industrielle : 1° la production des entreprises du domaine public ; 2° celle des entreprises privées ; 3° la production artisanale. Les autres tâches urbaines, telles que le travail d'organisation du parti, le travail de construction gouvernementale, le travail syndical, le travail des diverses organisations populaires, etc., devraient servir cette œuvre centrale de restauration et de développement de la production industrielle ».

C'était la première fois, depuis les défaites de Shanghai et de Canton, que le P.C.C. reconnaissait la primauté du prolétariat urbain dans la lutte révolutionnaire. Mais ce ne fut pas pour lui montrer le chemin de sa dictature, ni pour venger la commune de Canton. Le P.C.C. lui demandait seulement de s'atteler à la production pour rebâtir une Chine « prospère » et cimenter le « bloc des quatre classes ». De même, Mao Tsé-toung faisait appel à tous les camarades du parti « pour qu'ils conservent leur mode de travail humble, prudent, modeste, calme et dur dans la lutte, afin de déployer de plus grands efforts dans la construction d'une Chine nouvelle après avoir défait les forces contre-révolutionnaires ». Nous ne reprendrons pas ici les textes déjà cités qui définissent le régime de « démocratie nouvelle » (1). Nous voulons simplement montrer que ce régime s'est établi aux dépens du prolétariat et de ses intérêts de classe.

Alors que craquait « l'unité » politique entre P.C.C. et Kuomintang, Mao Tsé-toung réalisait au Congrès de Kharbine (août 1949), la réunification syndicale indispensable pour sauvegarder l'essentiel de la collaboration de classes entre le Capital et le Travail. C'est ainsi que fusionnèrent la « Confédération des Syndicats des régions libérées » patronnée par le P.C.C. et « l'Association Chinoise du Travail » dirigée par des éléments dissidents du Kuomintang. Après avoir reconstitué la « Fédération panchinoise des syndicats », le Congrès de Kharbine recommandait, dans les régions sous domination du Kuomintang, « de faire une distinction entre les « trusts capitalistes » et les « capitalistes nationaux ». Enfin et surtout, dans les régions libérées, le Congrès déclarait :

(1) Il s'agit essentiellement de l'article « La Nouvelle Démocratie » datant de janvier 1940 (Mao Tsé-toung, Œuvres T. 3) du discours « A propos du gouvernement de coalition » (Ibid. T. 4) et du « Programme commun » approuvé en septembre 1949 par la conférence consultative du peuple chinois et qui déclare simplement (article 29) que « l'Etat coordonnera et dirigera l'économie publique, l'économie coopérative, l'économie individuelle des paysans et artisans, l'économie capitaliste privée et l'économie capitaliste publique... »

« La contradiction entre les travailleurs et le patronat existe toujours dans les entreprises privées, mais, étant donné qu'ils occupent les postes de direction en tant que maîtres, au point de vue politique, les travailleurs sont garantis contre l'oppression et une exploitation excessive. De plus, l'existence et le développement des entreprises privées productives font aussi profiter la classe ouvrière. En raison de ces nouvelles conditions, le mouvement syndical, dans les régions libérées, devra être guidé par une politique et des principes complètement nouveaux... En tant que membres de la classe politique dirigeante, les travailleurs doivent prendre leurs responsabilités pour développer l'industrie et pour exécuter et dépasser leurs tâches de production. Dans l'industrie privée, les travailleurs ont également la tâche d'exécuter le programme de production élaboré par le patronat, de s'en tenir aux accords conclus entre eux et le patronat et d'exécuter la politique gouvernementale qui a pour but de protéger l'industrie et le commerce privés ».

Devant les difficultés de la situation économique (inflation, désorganisation du marché, fermetures d'usines), le gouvernement prit une série de mesures destinées à redonner confiance aux capitalistes « nationaux » et à museler les revendications immédiates des travailleurs. Des entreprises commerciales d'Etat furent créées pour alimenter les usines en matières premières et lutter contre l'inflation dans les villes. Mais, en même temps, le gouvernement leur demanda de relever leurs prix au détail pour ne pas ruiner le petit commerce. D'après un rapport de Pan Han-nien, adjoint au Maire de Shanghai, dès 1950,

« Les entreprises commerciales d'Etat réduisent le nombre des bureaux de vente au détail, limitent les catégories de produits destinés à la vente au détail et augmentent la différence entre les prix de gros et les prix de détail (cette différence est portée de 2 à 5 % pour le riz, de 2,5 à 6,5 % pour l'huile d'arachide, de 2 à 6 % pour le sel et de 12 à 15 % pour le sucre), afin de permettre aux détaillants de réaliser des bénéfices suffisants. Cela démontre, ajoute l'adjoint de Tchen Yi, que tout en combattant la spéculation et l'accaparement, les entreprises d'Etat désirent assurer des bénéfices convenables aux entreprises privées, afin de leur permettre de travailler en toute tranquillité et honnêteté » (3^e Congrès Populaire shanghaien).

Du même rapport nous tirons de précieuses indications sur la « politique ouvrière » du nouveau gouvernement. A Shanghai, un Bureau du Travail réussit à imposer aux ouvriers les baisses de salaires, les licenciements sans indemnité, le travail à mi-temps, lorsqu'une entreprise pouvait démontrer la nécessité de ces mesures :

« Depuis la libération de Shanghai jusqu'à la fin de mai 1950, le Bureau du Travail a été saisi de 9.027 cas de conflits entre le travail et le capital. 4.436 de ces cas ont été enregistrés au cours des sept derniers mois de 1949, et le reste pendant les cinq premiers mois de cette année. Le problème fut assez grave. Mais après la publication des décisions de la Confé-

rence des Directeurs des Bureaux du Travail, convoqués par le gouvernement central populaire, les relations entre le travail et le capital se sont sensiblement améliorées ».

Voici comment :

« Les ouvriers ont réduit les charges de leurs employeurs par l'adoption des méthodes suivantes : réduction de leurs salaires et de leur nourriture, mise en œuvre d'un plan d'austérité, licenciement temporaire ou partiel du personnel, mise en application d'un système de travail par roulement. Ils s'ingénient en même temps à accroître la production et à diminuer le prix de revient, en prolongeant les heures de travail, en redoublant d'activité et en économisant les matières premières » (Ibid.)

Ce tableau de la façon dont Mao Tsé-toung et son parti ont abordé le « travail dans les villes » serait incomplet si nous n'ajoutions quelques mots sur la supercherie du « contrôle ouvrier ». Dans le rapport présenté au 1^{er} Congrès du P.C.C. de la région du Nord-Est sur la reconstruction économique (13 mars 1950), Kao Kang traite de cette question « en raison des divergences de vues existant entre le Comité de notre parti et les syndicats au sujet du contrôle des entreprises ». Ce texte développe deux points litigieux : la « démocratisation de la gestion » et le « contrôle des comptes » dans l'entreprise. La « démocratisation », dit Kao Kang, ne saurait mettre en cause le principe de la responsabilité des chefs d'entreprise :

« Certains de nos camarades estiment que dans une entreprise, le secrétaire du Comité ou une filiale du Parti Communiste peut assumer les responsabilités attribuées au chef d'atelier. Une telle idée est fautive. En effet, le Comité ou une filiale du Parti n'est pas un organe administratif d'une usine, mais un bureau chargé de guider les ouvriers progressistes de l'entreprise où il est affecté (1)... La responsabilité qu'assume un chef d'atelier lui est attribuée par une administration gouvernementale supérieure. Chaque usine doit avoir un chef d'atelier responsable, système nécessaire à l'unification du programme économique de l'Etat ».

Cette « responsabilité » que l'Etat « populaire » reconnaît aux capitalistes, et qu'il demande aux ouvriers de respecter, trouve son explication dans les fondements même de l'économie bourgeoise. Et ce n'est pas pour rien que Kao Kang, lointain précurseur des Khrouchtchev et Kossyguine, met en avant le système du rendement et du profit :

« Comme chacun sait, écrit-il, le régime a été, pendant de longues années, celui du Koung Kié Tché (nourriture, logement et habillement

(1) Dans le même texte, Kao Kang avoue franchement que « la mission des comités d'usine consiste à grouper la masse ouvrière, les spécialistes et les employés, à les consulter sur les problèmes importants concernant les usines, à accroître la conscience politique et l'ardeur au travail de tous, et enfin, à lutter contre les sabotages et contre tout mouvement gréviste » (souligné par nous - N.D.R.).

assurés par l'Etat, très faibles rémunérations)... Or, la situation s'est notablement modifiée à l'heure actuelle. Si, dans l'exploitation de notre économie nationale, et en particulier de nos entreprises modernes, nous ne calculons pas nos recettes et nos dépenses et si nous n'adoptons pas un système d'échelle de salaires conforme au rendement de chacun — en d'autres termes, si nous n'appliquons pas un système strict des comptes et si nous ne calculons pas nos coûts de production, — nous ne pouvons connaître le présent de nos entreprises, ni prévoir leur avenir ».

Il s'est trouvé, à l'époque, plus d'un « théoricien » pour comparer ce passage du Koung Kie Tché à un « contrôle des comptes » au tournant russe de 1921 : du « communisme de guerre » à la N.E.P. Mais la supercherie est aussi grosse que lorsque nos Liberman et autres économistes de Moscou assimilent à la politique de la N.E.P. leurs sornettes sur la « construction du socialisme » par le système de la libre entreprise et le mécanisme du profit. Lénine n'est le précurseur ni de Kao Kang, ni de Kossyguine. Si le compromis de la N.E.P. traduisait en termes marxistes la faiblesse du capitalisme russe en 1921, la victoire de la libre entreprise exprime tout simplement la puissance des rapports bourgeois dans la Russie de 1966. Quant à la Chine, la disgrâce de Kao Kang, bouc émissaire d'une fausse N.E.P., ne sera pas suffisante pour que l'on vante quelques années plus tard le « passage au socialisme ». Le retour, à l'époque des communes populaires, au système du Koung Kie Tché — nom chinois du vieux truck-system — a bien montré que la Chine n'était pas allée au-delà du grand capitalisme et de la libre entreprise, mais qu'elle se trouve encore en-deçà.

Quoi qu'il en soit, l'essentiel dans la N.E.P. de Lénine est la question du pouvoir politique. L'essentiel dans toutes les mesures de « contrôle ouvrier » prises par les démocrates petits bourgeois et les faux socialistes consiste à éluder cette question du pouvoir et à détourner le prolétariat de la lutte immédiate pour l'instauration de la dictature. Dans une situation économique comparable à celle de la Russie en 1917, le P.C.C. a joué, vers la fin de la seconde guerre mondiale, le même rôle que les menchéviks et les populistes à l'égard du « contrôle ouvrier ». Rôle démasqué par Lénine entre février et octobre, en particulier dans « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer ». Dans un article de juin 1917, consacré à la conférence des comités de fabriques et d'usines, Lénine soulignait cette différence d'attitude sur la question du « contrôle ouvrier » :

« L'idée fondamentale de cette résolution (la résolution des comités de fabriques inspirée par les bolchéviks), est d'opposer aux phrases des bourgeois et des fonctionnaires petits bourgeois sur le contrôle ouvrier, les conditions d'un contrôle réel exercé sur les capitalistes et sur la production. Les bourgeois mentent en faisant passer pour un « contrôle ouvrier » des mesures de planification étatique qui triplent, sinon décup-

plent, les profits assurés aux capitalistes. Les petits bourgeois, mi-naïfs, mi-intéressés, font confiance aux capitalistes et à l'Etat capitaliste, en se contentant des plus futiles projets bureaucratiques de contrôle. La résolution prise par les ouvriers met au premier plan l'essentiel : 1) comment faire pour « ne pas préserver » les profits des capitalistes ; 2) pour arracher le voile du secret commercial ; 3) pour que les ouvriers aient la majorité dans les organes de contrôle ; 4) pour que l'organisation du contrôle et de la direction, étant « à l'échelle de tout l'Etat », soit dirigée par les Soviets et non par les capitalistes ». (« La lutte du prolétariat contre la désorganisation », Lénine : Pravda du 17 juin 1917).

Dans le même article, Lénine repoussait l'interprétation « syndicaliste » du contrôle bolchevik et en développait la signification politique :

« Il n'y a pas une trace, chez nous, du passage humoristique des chemins de fer aux mains des cheminots, des fabriques de cuirs aux mains des ouvriers du cuir ; mais il y a contrôle des ouvriers qui se transforme en une complète réglementation par les ouvriers de la production et de la répartition, en une « organisation étatique » de l'échange du blé contre des produits industriels (avec « une large participation des coopératives urbaines et rurales ») ; il y a la revendication du « passage de tout le pouvoir d'Etat aux mains des Soviets » (1).

En confinant le prolétariat chinois dans un démocratisme gestionnaire respectueux de l'autorité du chef d'entreprise confirmée par une « administration gouvernementale supérieure » qui aidait ouvertement les capitalistes et leur assurait des « bénéfices convenables », le parti de Mao Tsé-toung a fait du mensonge de « l'autogestion » un instrument de « contrôle » du prolétariat par le Capital. Bien avant Tito et Ben Bella, mais dans la ligne traditionnelle des « ateliers nationaux » de 1848 et de

(1) Lénine écrit encore à l'adresse des Struve russes et des Mao chinois qui repoussent le contrôle ouvrier au nom de l'impossibilité de réaliser le « socialisme » dans un pays arriéré : « Ces raisonnements sont stupides jusqu'au ridicule, car l'impossibilité objective du socialisme est liée à la petite exploitation que nous ne prétendons pas exproprier, ni même réglementer, ni même contrôler. La « réglementation étatique », dont les menchéviks, les populistes et tous les fonctionnaires parlent pour s'en débarrasser, qu'ils échaffaudent pour préserver les profits des capitalistes, qu'ils vantent pour laisser intact le secret commercial, c'est justement d'elle que nous nous efforçons de faire autre chose qu'une tromperie. C'est de cela qu'il s'agit, aimables quasi-marxistes, et non d'« introduire » le socialisme ! Réglementation et contrôle non pas de la classe capitaliste sur les ouvriers, mais inversement. Non pas confiance en « l'Etat », digne des Louis-Blanc, mais revendication d'un Etat dirigé par les prolétaires et semi-prolétaires : telle doit être la lutte contre la désorganisation économique ».

la politique menchéviste de 1917. Ainsi s'est opérée en Chine la conjonction de la guérilla paysanne avec le mouvement social des villes. L'expérience historique du Kuomintang avait déjà prouvé que sans une levée en masse de la paysannerie tous les efforts d'unification de la Chine resteraient vains. La lutte armée dans les campagnes, entre 1927 et 1947, démontra à son tour que les seules chances de la révolution reposaient dans la « conquête des villes », dans la direction politique que Shanghai et Canton donneraient à l'ensemble du mouvement. Dans ces forteresses prolétariennes que le Kuomintang ne réussissait plus à tenir, devait en effet se jouer le sort de la révolution chinoise. Mais pas une seule mesure, pas même une seule phrase des fondateurs de la « démocratie nouvelle » n'ont été destinées alors à ouvrir la voie à une dictature prolétarienne.

LA REFORME AGRAIRE : 1947-1952

Nous venons de voir comment la crise économique et sociale de l'après-guerre, la menace d'un nouveau partage impérialiste ont fait du P.C.C. le champion avoué de la Chine bourgeoise. Si Mao Tsé-toung se décida à prendre le pouvoir, ce ne fut pas pour donner aux conflits de classes leur expression la plus révolutionnaire, en particulier dans les villes, ni pour porter des coups sérieux à l'impérialisme russo-américain, comme il le prétend aujourd'hui. Il s'agissait seulement de limiter les effets de la crise en obtenant des accords internationaux acceptables (comme l'accord Mao-Staline qui mit fin à l'emprise russe sur la Mandchourie), et en essayant de fonder un Etat national, non sur les bases traditionnelles de la finance étrangère, mais sur le travail et l'épargne du paysan chinois. A ce sujet l'article premier de la loi agraire du 28 juin 1950 ne laisse aucun doute :

« Le régime de la possession des terres par la paysannerie sera instauré dans le but de libérer les forces productives de la campagne, d'accroître la production agricole et de préparer le chemin à l'industrialisation de la Chine nouvelle ».

Programme bourgeois, réalisé par des méthodes bourgeoises, et qu'aucune "étape" ultérieure n'a infléchi vers un quelconque "socialisme". Ses caractéristiques même s'inscrivent en faux contre la légende selon laquelle elle aurait été la révolution agraire la plus "radicale" de tous les temps. Aussi puissant qu'ait été le mouvement paysan dans les campagnes, nous verrons quelle influence déterminante les villes ont exercée sur lui : privée d'une solide direction prolétarienne, l'immense révolution agraire s'est résolue en de maigres réformes.

On se souvient que depuis les débuts de la guerre sino-japonaise, le P.C.C. était passé de la politique de confiscation des terres à la politique de baisse des fermages qui était en fait celle du Kuomintang. A la fin de la guerre, le P.C.C. revint à la confiscation des terres. La poussée des masses la lui imposait. Cette politique fut d'abord appliquée dans la « Région frontière » à partir de mai 1946. Elle se répandit ensuite rapide-

ment du Nord au Sud. Le 10 octobre 1947, le parti publia à sa conférence de Yen-an une loi agraire en 16 articles qui reprenait à peu près les termes de la loi de 1931. Mao Tsé-toung se contenta d'expurger les vieux textes de tout ce qu'il avait qualifié d'extrémiste dans la période précédente. On critiqua en particulier le principe de la répartition égalitaire :

« Ceux qui prêchent l'égalisation absolue et immédiate, disait Mao Tsé-toung dans un rapport aux responsables du Shansi pendant l'été 1948, commettent une erreur. Cette conception répandue aujourd'hui dans les campagnes compromet l'industrie et le commerce ; elle est réactionnaire et arriérée... »

La répartition des terres devait tenir compte des moyens de production aux mains de chacun. Ainsi, le paysan moyen capable de produire pour le marché fut favorisé par rapport au paysan pauvre.

Liu Shao-chi, en présentant la loi sur la réforme agraire de juin 1950, déclarera sans ambages :

« Le problème de la pauvreté de la paysannerie ne sera finalement résolu que si la production était grandement améliorée, si l'industrialisation de la Chine nouvelle était menée à bien, si le niveau de vie était relevé sur toute l'étendue du territoire chinois et si la Chine s'engageait finalement dans la voie du développement socialiste. L'application de la réforme agraire seule ne saurait résoudre qu'une partie du problème de la pauvreté paysanne. La réforme agraire doit viser essentiellement et avant tout à l'accroissement de la production ».

Nos "communistes" lâchent ici de solides "vérités" bourgeoises ! Mais c'est toujours à la manière des réformistes qui font appel aux « impératifs économiques » pour détourner les masses de la lutte sociale. A la campagne comme à la ville, tout est placé sous l'angle de la production ou mieux de la « reconstruction ». L'objet de la « loi agraire » n'est pas de libérer l'énergie révolutionnaire des paysans pauvres, ni de faciliter leur éducation politique en les rapprochant du prolétariat moderne. Il leur suffira de comprendre que l'enrichissement du koulak est plus profitable à l'Etat.

Entre le programme du 10 octobre 1947 et la loi agraire du 28 juin 1950, on peut constater des différences qui vont toutes dans le sens d'une répression des "excès" paysans. C'est ainsi que le premier texte proclame l'abolition des droits des propriétaires fonciers (art. 2). Dans le second, il n'est question que de confisquer leurs "excédents" de terres (art. 2). On déclare encore qu'aucune atteinte ne sera portée à leurs propriétés commerciales ou industrielles (art. 4). Enfin, ils recevront eux aussi un lot de terre égal à celui des autres paysans (art. 10). Le programme de 1947, tout en faisant une distinction entre paysans riches et propriétaires fonciers, n'excluait pas la confiscation des excédents de terres appartenant aux paysans riches. La loi de 1950 l'interdit. Les trois textes de mai 1946, octobre 1947 et juin 1950 constituent les jalons de la lutte menée par le P.C.C.

pour réduire l'ampleur du mouvement agraire. En juin 1950, Liu Shao-chi présentait lui-même le bilan de cette "lutte" :

« Entre juillet 1946 et octobre 1947, les masses paysannes et nos cadres ruraux dans beaucoup de régions du Nord, Nord-Est et Shantung n'ont pu, en réalisant la réforme agraire, suivre les directives publiées le 5 mai 1946 par le C.C. du Parti Communiste Chinois prescrivant, pour l'essentiel, de ne pas toucher les terres et les biens des paysans riches. Ils ont agi à leur idée et ont confisqué les terres et les biens des paysans riches, comme des propriétaires fonciers. Cela est compréhensible, car c'était une période de combats acharnés entre le peuple chinois et les réactionnaires du Kuomintang. C'est alors qu'il y eut le plus de déviations dans la réalisation de la réforme agraire : les intérêts d'une partie des paysans moyens furent frustrés, l'industrie et le commerce furent en partie désorganisés dans les régions rurales, et en certains endroits il s'est produit des scènes de bastonnades et de tueries. Ces faits s'expliquent surtout par la tension de la situation politique et militaire du moment, ainsi que par le manque d'expérience en matière de réforme agraire de la majorité de nos cadres ruraux. Ils n'avaient pas su déterminer de façon nette la situation des classes dans les campagnes et ont commis l'erreur de ranger les paysans moyens dans celle des paysans riches. C'est pourquoi, le 10 octobre 1947, le C.C. a publié le programme de la loi sur la réforme agraire qui trace une ligne de démarcation... et l'hiver de 1947 un document sur la distinction de la situation des classes dans les régions rurales ». (Cité par R. Dumont, "Esprit", janvier 1956).

Telles furent les caractéristiques du « Grand Partage » chinois de l'après-guerre : répression des "excès" de la révolution agraire, défense du paysan moyen au nom de la reconstruction économique. Comme dans les années 30, la politique agraire du P. C. C. contribua à décharger l'atmosphère explosive des campagnes en donnant au paysan sans terre les illusions de la propriété et du bien-être. Ainsi, la statistique officielle chinoise pourra vanter une diminution du nombre des paysans pauvres et un accroissement prodigieux de la catégorie des paysans moyens. Aussi imprécise que soient ces rubriques, elles révèlent bien l'esprit de la réforme de 1947-1952 :

REPARTITION DE LA TERRE AVANT ET APRES LE PARTAGE

En 1947		En 1955	
Paysans pauvres et journaliers	70 %	Paysans pauvres	20 %
Paysans moyens	20 %	Anciens paysans moyens	20 %
Paysans riches	5-6 %	Nouveaux paysans moyens	50 %
Propriétaires fonciers	4-5 %	Anciens paysans riches	4,5 %
		Nouveaux paysans riches	2 %
		Propriétaires fonciers	3,5 %

A ces limites sociales de la réforme agraire il faut encore ajouter d'autres limitations. Limitations dans l'espace, puisque la réforme a été menée progressivement à partir du Nord-Est (1947-1949), pour se propager, en 1950, dans le Hopeï et le Chensi, en 1951 dans le Sud et finalement à l'Ouest où certaines régions, comme le Tibet, n'ont même pas été touchées. Limitations dans le temps aussi, puisqu'il a fallu six ans, de 1947 à 1953, pour que l'Etat organise « par en haut », « méthodiquement », les opérations de confiscation et de partage. Ainsi, « la plus grandiose redistribution de terres de notre histoire » prit rapidement l'aspect d'une mesure administrative et d'ordre social.

Quels furent les résultats économiques du partage ? Près de la moitié de la surface cultivée (47 millions d'hectares) fut répartie entre 300 millions de paysans, ce qui représente un peu plus de 15 ares par tête. R. Dumont note que seulement 3 millions de bêtes de trait furent distribuées sur une cinquantaine de millions qu'en comptait la Chine d'après-guerre. Faute de moyens de production, faute aussi de terre, le paysan pauvre ne réussit pas à améliorer sa condition. Et Liu Shao-chi devra faire cet aveu au VIII^e Congrès du P.C.C. :

« Etant donné que dans les campagnes il y a peu de terre et beaucoup de monde, que pour l'ensemble du pays chaque paysan ne possède en moyenne que 3 méous (1/5^e d'hectare) et qu'en beaucoup de localités du Sud, il ne dispose que d'un méou et même moins, les paysans pauvres et les couches inférieures des paysans moyens constituent encore 60 à 70 % de la population ».

Ce sont ces difficultés qui présidèrent à la seconde vague de mesures agraires : la collectivisation. Mais même en ce qui concerne le développement de la production, objectif avoué des dirigeants chinois, le partage conduisit à l'impasse. Certes, les chiffres absolus de l'avant-guerre avaient été atteints. Par rapport à une production céréalière d'environ 140 millions de tonnes avant 1949, on avait eu en 1949, 103,1 ; en 1950, 125,7 ; en 1951, 135 ; en 1952, 154,4 ; en 1953, 156,9. Cela permit effectivement la « reconstruction » du pays. Mais il est peu probable que la production d'avant-guerre par tête d'habitant ait pu être dépassée. Surtout, le prolétariat des villes a dû faire les frais de cette réforme. En effet, une grande partie de la production agricole provenant de la petite exploitation familiale, les villes restèrent toujours aussi mal approvisionnées. A la veille du mouvement de collectivisation, le « Journal du Peuple » déclarait :

« Par suite de la réforme agraire et en raison de la division des exploitations et du développement consécutif d'une économie de petits paysans se suffisant à eux-mêmes, la quantité des denrées alimentaires mises sur le marché peut diminuer ce qui influerait sur l'approvisionnement des villes. » (11/4/1953).

Toutes ces contradictions éclateront lorsque l'on passera de la période de reconstruction à celle du premier plan quinquennal. On se rendra compte alors non seulement que le partage n'avait nullement résolu la

question sociale à la campagne, mais même qu'il était incapable d'impulser le développement des forces productives du capitalisme chinois.

LA "COLLECTIVISATION" : 1953-1958

Dans son discours du 31 juillet 1955 « Sur la coopération agricole », Mao Tsé-toung déclara :

« Comme chacun l'a remarqué au cours de ces dernières années, la tendance spontanée au capitalisme dans les campagnes grandit de jour en jour, et l'on voit apparaître partout de nouveaux paysans riches. Beaucoup de paysans pauvres manquant de moyens de production suffisants n'ont pas encore échappé à l'étreinte de la misère ; certains ont des dettes ; d'autres sont obligés de vendre ou de louer leur terre. Si on laisse se développer cette tendance, la division de la campagne en deux pôles extrêmes ira inévitablement en s'aggravant de jour en jour. »

Eviter cette aggravation de la lutte des classes à la campagne, tout en essayant d'accroître la production agricole par une plus grande concentration des moyens humains et matériels : tel fut l'objectif de la collectivisation chinoise et ce qu'elle a de commun avec la collectivisation russe des années 30. Mais l'une et l'autre ont encore un trait commun : c'est de ne pas avoir été « planifiées » comme le veut la légende, mais de s'être imposées aux planificateurs avec toute la force des antagonismes économiques.

A l'origine, les projets de collectivisation furent assez modérés et les cadences prévues fort lentes. La résolution d'octobre 1953 du C.C. du parti prévoyait que le nombre des coopératives agricoles qui était alors de 15.000 atteindrait 35.800 à l'automne 1954. Le premier plan quinquennal fixa de son côté l'objectif de 800.000 coopératives pour 1957, ce qui représentait seulement 20 % des foyers paysans. D'autre part, si l'on envisageait la généralisation des coopératives dans la Chine du Nord et en Mandchourie, la progression devait être beaucoup plus modeste au Sud du Yang Tsé. Ces objectifs furent vite "dépassés" : en mars 1954, il y avait déjà plus de 90.000 coopératives. En octobre 1954, le C.C. se réunit et fixe pour le printemps 1955 un nouvel objectif de 600.000, lui aussi dépassé. Les autorités furent même effrayées par ce succès et un rapport de Li Fou-tchoun au Congrès national populaire de juillet 1955 révisa l'objectif de 50 % des foyers paysans qui devaient être collectivisés fin 1957 et le ramena à 33 %. Mais en juillet 1955, dans son rapport « Sur la coopération agricole », Mao Tsé-toung annonçait une nouvelle accélération du processus de collectivisation : au printemps 1958 la moitié de la population rurale devait avoir adhéré aux coopératives et la collectivisation aurait été totale en 1960. Dans sa préface de janvier 1956 à « La poussée du socialisme dans les zones rurales de la Chine », Mao Tsé-toung écrivait :

« Les quelques trois ou quatre années qui viennent... opèreront la transition fondamentale des coopératives de l'étape semi-socialiste à l'étape socialiste intégrale. »

Les choses iront encore plus vite, puisque l'on annonça à la fin 1956 que 96,1 % des foyers paysans et 90 % des terres cultivées étaient entrés dans les coopératives "semi-socialistes" et que dès 1958 le mouvement des communes prétendait passer à "l'étape socialiste intégrale".

À côté de cette histoire officielle vantant l'avancée triomphale de la collectivisation, légende dorée des bulletins de victoire gouvernementaux, exaltation de la "ligne des masses" véritable "Sturm und Drang" du socialisme chinois, l'histoire économique et sociale de la collectivisation reste encore à écrire. Les études les plus "savantes" se contentent de signaler les "bonds" étonnants — en avant ou en arrière — de l'idéologie officielle et des réformes agraires. Le partage de 1950, certes, ne représentait qu'une étape pour les dirigeants de Pékin, mais ils prévoyaient toutefois que cette étape serait beaucoup plus longue. En 1953, Mao Tsé-toung déclarait encore :

« Après la libération, l'enthousiasme des paysans pour la production dans le cadre de l'économie individuelle était inévitable. Le parti comprend parfaitement cette caractéristique des paysans en tant que petits propriétaires et souligne que nous ne devons pas méconnaître ou repousser l'enthousiasme des paysans pour une telle forme de production » ; et Mao ajoutait : « pour une période considérable... la propriété privée de la terre doit être protégée. »

G. Etienne, qui cite ce passage dans « La Voie Chinoise » (p. 83), s'étonne du tournant brutal de la collectivisation :

« A plusieurs reprises et dans différents domaines, les dirigeants usent de la même méthode : de brusques et soudaines impulsions viennent précipiter un rythme d'évolution relativement lent. On peut se demander si les autorités n'ont pas été les premières surprises de la rapidité avec laquelle se propagent les coopératives. Ce système, où la houle alterne avec les raz-de-marée, est un des éléments les plus déconcertants dans l'analyse de la Chine. »

Les profondes convulsions économiques et sociales qui marquent la naissance du capitalisme chinois, comme celles qui caractérisent la sénilité du capitalisme mondial, voilà ce qui "déconcerte" les philistins bourgeois. Et la seule explication rassurante qu'ils peuvent trouver de ces phénomènes est encore celle que leur en donnent les "grands hommes" de l'histoire, les Staline, les Mao ou même les Hitler qui disent avoir voulu et préparé ces cataclysmes ! Hitler n'a-t-il pas "voulu" la guerre ? Staline n'a-t-il pas "voulu" la fameuse "dékoulakisation" de 1929-1932 ? Mao n'a-t-il pas "lancé" le mouvement des coopératives, puis des communes populaires, comme on lance un navire ou une nouvelle marque de poudre à laver ? Eh bien, pour comprendre quelque chose à la collectivisation chinoise, plus encore qu'en Russie, il faudra se passer de l'interprétation volontariste de l'histoire et de la réclame publicitaire du "socialisme" à l'aide de laquelle on s'est efforcé de la débiter. Mao Tsé-toung n'a pas plus prévu que Staline la marche de la collectivisation.

L'objectif essentiel de la réforme de 1950 était, nous l'avons vu, de libérer les forces productives bourgeoises. Pour différentes raisons, ce processus devait être lent et contradictoire. L'étroitesse des parcelles individuelles, la médiocrité des moyens de production constituaient déjà un grave obstacle. Mais l'on comptait sur "l'enthousiasme" du paysan propriétaire libéré de l'énorme rente en nature ou en argent qu'il versait autrefois à l'usurier de village. Cette abolition des fermages est certainement le plus grand avantage que la paysannerie chinoise ait tiré de la réforme agraire. Et pourtant ce bénéfice s'est rapidement perdu, pour le paysan comme pour l'Etat, dans l'océan de la petite exploitation. La libération des forces productives bourgeoises à la campagne était, dès le début, freinée par le caractère petit-bourgeois des rapports de production. On a estimé, par exemple, à 30 millions de tonnes de céréales, le bénéfice en nature que le paysan chinois pouvait réaliser chaque année par suite de l'abolition des fermages. Apporterait-il ce surplus au marché, créant ainsi les liens d'un développement bourgeois entre la ville et la campagne ? Cette perspective était celle d'un rythme "normal" et lent du capitalisme agraire qui se serait chargé lui-même, par simple expropriation, de "collectiviser" l'agriculture chinoise. Mao Tsé-toung, pas plus que Staline, ne s'en serait pris au "koulak" si les greniers de l'Etat avaient été pleins.

Le malheur, c'est que le paysan chinois a mangé les 30 millions de tonnes de céréales et bien d'autres choses encore ; qu'il est resté replié sur une économie naturelle ; qu'il s'est avéré incapable de subvenir à ses besoins en cultivant son maigre lopin ; et qu'il a finalement retrouvé le chemin de son vieil exploitateur, l'usurier de village. Voilà ce que Mao a dû avouer de lui-même en 1955. La presse chinoise s'est limitée alors à dénoncer tel ou tel fait particulièrement révoltant : ici c'était un koulak prêtant à des taux annuels de 50 et même 100 % ; là des paysans obligés de vendre la terre qu'ils avaient reçue quelques années auparavant. Le « Journal du Peuple » rendant compte de la Troisième Session de l'Assemblée populaire chinoise (1956), signalait que la collectivisation avait presque mis fin aux ventes de terre et donnait les chiffres suivants : dans 11 districts de la province du Hopeï, les paysans pauvres avaient vendu 7.199 hectares en 1951, 5.714 hectares en 1952, 4.903 en 1953, 2.265 hectares en 1954 et 518 hectares en 1955. Pour combattre l'usure et aider les paysans entrés dans les coopératives, l'Etat organisa le crédit agricole qui prit de grandes proportions en quelques années : le montant annuel des prêts de l'Etat passa de 302 millions de yuans en 1951 à 3.200 millions en 1956.

Ce fait est particulièrement caractéristique. Au moment du partage, les dirigeants chinois ne prétendaient pas résoudre la question sociale à la campagne. Ils pensaient cependant que cette réforme permettrait d'accroître sensiblement la production agricole et de créer les bases de l'industrialisation.

« Maintenant, disait Mao dès la fin de la guerre civile, le gouvernement est capable d'aider les paysans pauvres à résoudre leurs difficultés, en leur accordant des avances destinées à compenser les désavantages

résultant du fait qu'ils possèdent moins de terres que les paysans riches. Il nous faut modifier notre politique à l'égard des paysans riches en transformant la politique de réquisition des terres en une politique de préservation de l'économie des paysans riches, afin d'assurer une prompte reprise de la production agricole, de faciliter l'isolement des propriétaires fonciers et de protéger les paysans moyens et les petits fermiers. » (Discours au troisième plénum du septième C.C. du P.C.C.).

Ainsi, la politique qui misait sur la paysannerie moyenne, sur la commercialisation de ses excédents, sur une fiscalité plus lourde (le paysan riche versait à l'Etat, à titre d'impôt, 30 % de sa récolte), n'a pas seulement fait faillite, mais elle conduisit à des résultats diamétralement opposés à ceux que l'on attendait : les surplus agricoles furent absorbés par les paysans et le mouvement des capitaux, au lieu de se produire de la campagne vers la ville, s'est fait en sens inverse sous la forme des prêts consentis par l'Etat au moment de la création des coopératives. Du moins pouvait-on espérer que sous la forme coopérative ces efforts ne seraient pas perdus ?

Si le partage et la reconnaissance du droit de propriété marquent l'aube du capitalisme, la coopération et le travail associé dans l'agriculture comme dans l'industrie sont les signes d'un capitalisme mûr où le développement des forces productives entre en contradiction avec les rapports de production bourgeois. La double supercherie du stalinisme consiste à présenter la collectivisation comme une recette infaillible pour accélérer la coopération dans l'agriculture et comme la forme achevée du "socialisme" à la campagne. Pour nous marxistes, la collectivisation russe ou chinoise n'a pas fait faire un pas de plus vers le travail associé du grand capitalisme aux forces productives de la campagne. Comme telle, enfin, elle n'a rien à voir avec le "socialisme".

A l'époque du « gouvernement de coalition », Mao Tsé-toung n'envisageait pas d'autres transformations des rapports agraires que celles qu'entraînerait le développement des forces productives bourgeoises :

« Dès que l'on aura procédé à certaines transformations du système agraire, même s'il ne s'agit que de transformations mineures, comme la réduction des fermages et du taux de l'intérêt (et c'est à cela que se ramène le partage de 1950 — N.D.R.), l'intérêt qu'ont les paysans à accroître la production augmentera. Si, par la suite, on aide les paysans à s'organiser, progressivement, de leur plein gré, en coopératives de production ou autres, cela entraînera l'accroissement des forces de production. Pour l'instant, ces coopératives de production agricole ne peuvent se présenter que sous la forme d'organisation de travail collectif et d'aide mutuelle, fondées sur les exploitations paysannes individuelles... » (Œuvres T. IV p. 351).

Comment devait donc se réaliser la coopération ? Lorsque "l'intérêt" des paysans l'imposera, "progressivement", à la suite d'un accroissement de la production. Dans tout cela, l'Etat n'ordonne pas, ne planifie pas, ne

construit pas un quelconque "socialisme" agraire : il "aide les paysans à s'organiser", en un mot, il "aide" le capitalisme à sortir de ses limbes. Il joue ouvertement son rôle d'Etat de classe, il s'intitule franchement "démocratie populaire", il accepte à l'intérieur les gouvernements de coalition et il rêve à l'extérieur d'alliances diplomatiques qui consolideront ses liens avec le capitalisme mondial.

Avec la collectivisation, tout change. On réalisera la coopération en dépit des forces productives et quel que soit le niveau atteint. On construira le "socialisme" en dépit de tout l'univers, dans "un seul pays".

« L'objectif du mouvement coopératif, écrit Mao dans le texte déjà cité de juillet 1955, est d'amener 110 millions de familles paysannes du mode d'exploitation individuelle au mode d'exploitation collective, et de procéder ensuite à la transformation technique de l'agriculture. »

Notez bien ceci : par un simple décret l'Etat "transformera" 110 millions d'exploitations familiales ; "ensuite" seulement viendra la "transformation technique de l'agriculture". Ici l'Etat devient démiurge ; il ne se contente plus d' "aider", il prétend "bâtir" de ses propres mains et selon son gré les fondements sur lesquels il repose. Contre le mensonge de la collectivisation russe, Trotsky écrivait déjà dans la "Plate-forme de l'Opposition de Gauche" :

« Seul le processus d'augmentation progressive de l'industrialisation de l'agriculture peut créer une base toujours plus large pour la coopération socialiste de production, pour le collectivisme. Sans la révolution technique, même dans le domaine des moyens de production, sans machines agricoles, sans changement dans tout le système de culture, sans engrais chimiques, etc., tout travail profond ayant des chances de succès pour la collectivisation de l'agriculture est impossible. »

Voilà ce qu'écrivait Trotsky en 1927, lorsque Staline misait encore sur le koulak, lorsqu'il n'avait pas encore conçu le projet insensé de la "collectivisation" forcée pour résoudre le problème des rapports entre l'agriculture et l'industrie, lorsqu'il ne rêvait pas encore de "construire le socialisme" dans la seule Russie par simple pendaison des paysans riches. Loin de vaincre et de dépasser la petite exploitation paysanne, la collectivisation stalinienne l'a consolidée pour longtemps dans le cadre du kolkhoze ; elle a fait du kolkhozien la principale figure de l'accumulation capitaliste russe et de la contre-révolution.

En Chine, nous ne parlerons pas de "contre-révolution" : dès le début, le mouvement maoïste s'est présenté sous son véritable drapeau bourgeois. Mais nous aurons à montrer que la collectivisation n'est pas une voie de "passage au socialisme", car le socialisme n'a rien à voir avec la construction d'une économie nationale aussi poussée soit-elle ; enfin nous verrons que la collectivisation ne résout nullement les antagonismes entre l'agriculture et l'industrie, entre les forcés productives et les rapports de production bourgeois.

DES COOPERATIVES AUX COMMUNES POPULAIRES

Dans un prochain article nous envisagerons les rapports de la collectivisation chinoise avec les plans quinquennaux et la question du marché mondial. Pour l'instant nous ferons un bilan des réformes agraires de Mao du point de vue des formes d'organisation de l'agriculture chinoise et de leur glorification officielle comme formes typiquement "socialistes".

Dans le texte déjà cité de 1955, Mao Tsé-toung définit les étapes de la collectivisation chinoise depuis la guerre. Il n'énonce pas un programme, il ne fait que résumer un processus déjà accompli et accoler des étiquettes rouges à chacune des phases parcourues.

« Le premier pas, dit Mao, est d'appeler les paysans, sur la base du libre consentement et du bénéfice mutuel, à organiser des équipes d'aide mutuelle qui ne portent en elles que quelques germes de socialisme (!) et dont chacune englobe de quelques familles à plus d'une dizaine de familles. »

Cette première étape, qui s'est vérifiée entre 1947 et 1953, comporte l'échange saisonnier, puis permanent, de force de travail entre paysans qui restent propriétaires de leurs parcelles et de l'ensemble du produit. On s'aide entre familles au moment de la moisson, on se prête mutuellement le peu d'outils nécessaires. "Le pauvre aide le pauvre". C'est ainsi que l'on traduisait dans la Chine ancienne l'essence de ce type de coopération, forme précapitaliste (et non "socialiste") de la caution solidaire.

« Le second pas, poursuit Mao, est d'appeler les paysans, en s'appuyant sur ces équipes d'entraide et toujours en respectant le principe du libre consentement et du bénéfice mutuel, à organiser de petites coopératives agricoles de production de type semi-socialiste (!), ayant pour traits distinctifs l'apport des terres comme participation et une gestion unique. »

A cette seconde étape (1954-1955), le paysan eut le droit de conserver sa parcelle, mais aussi de vendre ou de louer à la coopérative la part de terres et de moyens de production dont il consentait à se débarrasser. On se rendit bientôt compte que ces coopératives de "type inférieur", qui devaient mettre fin à la spéculation des paysans riches, tombaient peu à peu entre leurs mains. Ceux-ci s'opposaient à l'accroissement des fonds indivis, refusaient même aux paysans pauvres le droit d'entrer dans les coopératives, élevaient les taux de répartition du produit selon l'apport foncier. En un mot, la spéculation sur la terre se poursuivait dans des proportions toujours plus grandes. A la fin de 1955, il fallut passer à une troisième étape.

« Ce n'est qu'après l'achèvement de ces deux étapes que nous pourrions faire le troisième pas qui consiste à appeler les paysans, en s'appuyant sur les petites coopératives de type semi-socialiste et toujours conformément au principe du libre consentement et du bénéfice mutuel, à s'unir

encore davantage pour organiser de grandes coopératives agricoles de production de caractère entièrement socialiste (!!!). »

Nous sommes encore fort loin du "socialisme" ! La loi garantit la propriété parcellaire. Il fut d'abord permis à chaque paysan de posséder un lopin représentant 5 % de la superficie moyenne qui revenait à chaque membre de la coopérative. Par la suite ce taux fut élevé à 10 % pour remédier à une grave crise de la production de viande de porc qui est à la base de l'alimentation du Chinois. Or, l'élevage du porc, pratiqué essentiellement à l'échelle de la petite exploitation familiale, accusa une baisse liée à la collectivisation : le nombre des porcins qui était de 101,7 millions en 1954 passa à 87,9 en 1955, 84,4 en 1956, pour remonter à 145,9 en 1957. Jusque-là, la Chine avait pu éviter la catastrophe qui frappa le cheptel russe au moment de la collectivisation stalinienne. Mais ce ne fut que par un surcroît de concessions à l'économie petite bourgeoise. En particulier, la coopérative chinoise se distingue du kolkhoze russe par le fait que les paysans riches ont pu lui vendre leurs terres au lieu de prendre le chemin de la Sibérie... La vraie catastrophe économique ne commencera qu'avec les communes.

Le lancement des communes populaires est intervenu à un moment où, en Russie, le groupe "antiparti" de Molotov posa à Khrouchtchev la question de savoir s'il ne conviendrait pas de proclamer bientôt la "transformation de la propriété coopérative en propriété de tout le peuple". Molotov tirait ainsi les conclusions ultimes de l'ère stalinienne. Il avouait que le système kolkhozien constituait la tare essentielle de l'U.R.S.S. dans sa compétition économique avec l'Ouest. Mais justement le caractère de cette compétition interdisait à l'U.R.S.S. la moindre remise en cause de l'ordre social établi. Molotov fut battu. Khrouchtchev dut se contenter d'importer du blé américain pour remédier à la faible production kolkhozienne. L'on ne parle plus aujourd'hui de "rattraper" les U.S.A., et Kossyguine lance un plan quinquennal pour 1970 qui prévoit des rythmes de développement plus lents de l'économie russe.

Au moment des querelles de la "déstalinisation" (qui fut pour Molotov, comme pour Khrouchtchev, un constat de faillite du stalinisme), les Chinois ne prirent pas ouvertement parti pour Molotov. Leur "internationalisme" excluait l'ingérence dans les affaires "intérieures" d'un pays "frère". La "construction du socialisme" étant pour eux une simple affaire "intérieure", ils se sont contentés d'opposer les communes aux kolkhozes embourgeoisés et prétendirent avoir trouvé là une recette de passage indolore de la propriété coopérative à celle de "tout le peuple". Khrouchtchev eut ainsi la surprise de voir que la compétition "pacifique" de l'U.R.S.S. et des U.S.A. se transformait en une compétition non pacifique de rodomontades "socialistes" entre Moscou et Pékin... Si ces messieurs veulent croire que le "socialisme" est une pure affaire "intérieure" et nationale, le capitalisme, lui, est bel et bien mondial. Et ce sont ses lois inéluctables qui devaient gâcher les rapports sino-soviétiques.

La première résolution du P.C.C. sur les communes populaires date

du 29 août 1958. Voici comment elle prétend avoir résolu le problème du "passage au socialisme" :

« Quoique la propriété dans les communes soit encore de caractère collectif, quoique la répartition (jours de travail ou salaires) soit faite sur le principe "à chacun selon son travail" et non "à chacun selon ses besoins", les communes réalisent la meilleure forme d'organisation pour achever l'édification socialiste et passer graduellement au communisme. Elles seront donc l'unité sociale de base de la société communiste. »

Puisqu'il en était ainsi, les communes devaient s'étendre également aux villes et aux grands centres industriels. Il semble que le prolétariat chinois ait manifesté une certaine hostilité à ce type d'organisation. Le 10 décembre 1958, une nouvelle résolution du P.C.C. marquait l'abandon du projet de communes urbaines et réfreinait l'enthousiasme des théoriciens du "socialisme" communal. En août déjà l'on déclarait :

« La création d'une commune n'est pas un motif pour transformer immédiatement la propriété collective en propriété du peuple tout entier »... « La transformation complète de la propriété collective en propriété du peuple tout entier demandera en certains endroits peu de temps (trois ou quatre ans) et un peu plus ailleurs. »

Les communes n'étaient donc plus définies que comme le cadre d'une transformation progressive des coopératives en entreprises agricoles d'Etat.

La même résolution précisait encore la différence entre communes et fermes d'Etat :

« Il n'y a pas lieu d'en faire des fermes d'Etat ; car ce n'est pas le rôle des fermes d'Etat de s'occuper en même temps d'industrie, d'agriculture, de culture et d'éducation, de commerce et d'affaires militaires. »

Or, de deux choses l'une : ou les communes sont une forme de production et d'organisation supérieure qui doit nous mener au communisme, et alors elles doivent absorber les fermes d'Etat, ou bien elles représentent une forme inférieure, hybride, et elles ne peuvent prétendre constituer "l'unité sociale de base de la société communiste". A côté des fonctions multiples et vagues de la commune, celles de la ferme d'Etat, par contre, sont claires et nettes : faire produire de la viande, du blé, du riz par des travailleurs salariés. La commune ne va pas si loin :

« Là où c'est possible, on établira un système de salaires. Mais là où les conditions ne sont pas mûres, on maintiendra temporairement le système antérieur de rétribution par journées de travail. »

Donc l'idéal vers lequel s'achemine la commune n'est pas de donner "à chacun selon ses besoins", mais de faire "mûrir" les conditions du salariat. Cela suffit à démasquer les bavardages sur la distribution gratuite des produits qui a sa place non pas au-delà du salariat, mais en deçà. Dernière caractéristique qui assimile la commune chinoise au kolkhoze russe, on y reconnaît la propriété parcellaire du paysan :

« Quand une commune populaire est créée, il n'est pas nécessaire d'aborder le problème des enclos individuels, des arbres fruitiers isolés, etc. Il ne faut pas agir avec précipitation et il n'est pas utile d'établir des règlements à ce sujet. »

Que furent donc les communes ? Pour l'essentiel, des coopératives qui ont fusionné par région. "Tous les grands regroupements de coopératives seront appelés communes populaires", annonçait Mao Tsé-toung. En fait, elles ne furent rien d'autre. On permit que la réforme s'accomplisse en deux étapes distinctes : d'abord la fusion des anciennes coopératives, puis leur transformation en commune. C'est pourquoi les textes officiels définissent la propriété communale comme une "propriété à trois échelons". On retrouve à la base l'équipe de production (ancienne équipe d'aide mutuelle) qui groupe 20 à 30 foyers ; puis la brigade coopérative à laquelle sont attribués pour l'année en cours terre et moyens de production ; enfin, coiffant le tout, l'organisation communale ou départementale qui est bien moins une unité de production qu'une entité administrative.

La commune présente une synthèse des réformes agraires successives et un effort pour les rationaliser. Nous étudierons ultérieurement son rôle dans le développement industriel. Parmi ses buts immédiats, il y a certainement celui d'entreprendre les grands travaux d'irrigation si nécessaires en Chine et délaissés par la coopérative à la fois trop faible et trop bornée aux intérêts de la petite propriété. Les communes ont mobilisé entre 1959 et 1961 des dizaines de millions d'hommes pour la réalisation de travaux hydrauliques et artisanaux ; mais elles les ont, de ce fait, détournés de leurs tâches agricoles, modestes peut-être, indispensables malgré tout. Cet énorme déplacement de main-d'œuvre et le caractère rudimentaire des travaux d'irrigation qui n'ont pas résisté aux calamités naturelles sont à l'origine du désastre économique du début des années 60. La Chine ne s'en est pas encore relevée.

L'échec du "bond en avant" a mis en évidence ce que la commune et tout le mouvement de collectivisation chinoise n'avaient pu surmonter : la petite production agricole et la lenteur de son développement. Dès 1961, un article du "Drapeau Rouge" (n° 17) sur les activités auxiliaires dans les communes définissait en ces termes l'attitude des autorités :

« On doit garantir aux membres des communes l'augmentation d'année en année des revenus qu'ils tirent des activités auxiliaires et des parcelles individuelles. »

Encourageant les paysans à exploiter leurs lopins, l'auteur précise :

« Ils le feront en profitant de leurs heures de loisir, de leurs jours de congé et en utilisant les travailleurs auxiliaires afin d'accroître le produit social, d'augmenter leurs revenus, d'animer les marchés ruraux... tous les produits agricoles et secondaires peuvent être vendus aux marchés après que la tâche fixée par l'Etat ait été accomplie ; ils ne doivent entrer en ligne de compte ni dans la production collective, ni dans la ration, ni pour le paiement des impôts. »

Les formes d'organisation de l'agriculture chinoise

<i>Formes d'organisation</i>	<i>Types de Propriété</i>	<i>Mode d'Exploitation</i>	<i>Revenus</i>	<i>Caractéristiques</i>
ÉQUIPES D'AIDE MUTUELLE (1947-1953)	Propriété privée :	Petits travaux agricoles, saisonniers ou permanents. 6 à 15 exploitations.	Chaque membre reçoit le produit de sa parcelle.	Survivance de l'entraide communautaire de type précapitaliste.
COOPERATIVES DE TYPE « INFÉRIEUR » (1954-1955)	1) Parcelle individuelle 2) Location ou vente de la terre et de moyens de production.	Travaux agricoles. Occupations auxiliaires 30 exploitations.	1) Revenus de la parcelle individuelle. 2) Rétribution au prorata de l'apport foncier et du travail. 3) Fonds indivis.	Maintien de la petite propriété paysanne dans le cadre coopératif.
COOPERATIVES DE TYPE « SUPÉRIEUR » (1956-1958)	Privée et coopérative 1) Achat de la terre et des moyens de production par la coopérative. 2) Parcelle individuelle garantie par la loi.	Travaux agricoles Occupations auxiliaires Grands chantiers agricoles. 150 exploitations.	1) Revenus de la vente des terres. 2) Rétribution au prorata du travail fourni. 3) Revenus de la parcelle individuelle.	Le processus de concentration capitaliste passe par l'achat et la vente (collectivisation russe).
COMMUNES POPULAIRES	Privée et coopérative Propriété à 3 échelons: 1) Commune : fonds versés et activité industrielle. 2) Brigade : usufruit du terrain attribué. 3) Équipes : parcelles individuelles.	Travaux agricoles et artisanaux. Occupations auxiliaires Concentration au niveau communal (hsiang) et départemental (hsien).	1) 20 à 30 % salaire en nature. 2) Salaire de la brigade. 3) Revenus de la parcelle individuelle.	Pas de « nationalisation » ; l'ancienne brigade de la coopérative reste l'unité de base de la commune.
FERMES D'ÉTAT	Propriété étatique.	Culture mécanisée Défrichement des terres vierges.	Salaire. La plus-value va à l'État.	A l'origine culture par soldats démobilisés. Propriété d'État mais non « sociale » Rente différentielle.

En septembre 1962, le X^e plénum du C.C. du P.C.C. publiait un communiqué où il confirmait cette orientation et insistait sur l'encouragement à donner aux foires locales, à la production individuelle, sur l'intensification des échanges avec la ville à travers le marché libre et la suppression des réfectoires communaux. Les communes avaient vécu. On a parlé dans la presse occidentale de "décollectivisation", mais c'est beaucoup dire. Il n'y eut jamais de véritable collectivisation. Le tableau des réformes agraires que nous joignons à cette étude peut attester, sous des formes multiples, de la survivance de la petite production. Chaque "étape" vantée comme un pas en avant n'a fait que reproduire dans la forme "supérieure" les mêmes caractéristiques petites bourgeoises de l'économie parcellaire.

Comme l'on a parlé de "décollectivisation", l'on s'est empressé de proclamer la "faillite du marxisme" incapable de vaincre l'arriération des campagnes russes et chinoises. Dans cette débâcle des forces productives de l'Asie qui a suivi la défaite beaucoup plus grave des forces révolutionnaires du prolétariat mondial, nous voyons au contraire une confirmation du marxisme : la société communiste n'a rien à voir avec l'œuvre de construction d'un Etat, ni d'une économie "nationale" !



Un chapitre inédit du "Capital"

Nous publions ci-dessous une étude d'un chapitre encore inédit en français du « Capital », de Marx, dont la version allemande a été publiée par l'Institut Marx-Engels-Lénine. L'ensemble des travaux inédits de Marx se trouve divisé en « cahiers de résumés et citations des auteurs lus » et en « manuscrits au sens propre du mot » qui ont été rédigés au cours du travail de préparation tant de la « Contribution à la critique de l'économie politique » que du « Capital ».

Le « VI^e Chapitre » dont il s'agit ici appartient aux « manuscrits » et l'on a de bonnes raisons de penser qu'il faisait partie intégrante du « texte primitif du brouillon pour le premier livre du « Capital », écrit par Marx de 1863 à 1865 pour servir de base à la transcription au propre et à la mise au point définitive de l'année 1866 ». Au cours de ce travail, Marx a décidé finalement de ne pas l'inclure dans le premier livre qui se termine ainsi, comme on sait, sur les chapitres con-

cernant « La tendance historique de l'accumulation capitaliste » et « La théorie moderne de la colonisation ».

Dans le plan primitif de Marx, le premier livre devait au contraire s'achever sur un chapitre de transition au deuxième livre. Et de fait, ce « VI^e Chapitre » traite des arguments contenus dans les deux premiers livres, ainsi, du reste, que dans le troisième livre et même l'« Histoire des théories de la plus-value » : production capitaliste en tant que production de plus-value ; transformation du capital potentiel en capital effectif ; soumission formelle et soumission réelle du travail au capital ; production pour la production et inévitabilité des crises ; travail productif et travail improductif ; accumulation du capital et sa mystification, etc...

C'est en cela précisément que réside de l'intérêt exceptionnel de ce manuscrit, comme l'étude suivante le montrera.

Résultat du procès de production immédiat

« Dans ce chapitre, nous avons trois points à considérer :

- 1) Les marchandises en tant que produits du capital, de la production capitaliste.
- 2) La production capitaliste est la production de plus-value.
- 3) Elle est, enfin, production et reproduction de tout le rapport (entre prolétariat et bourgeoisie) : c'est ce qui confère à ce procès de production immédiat son caractère spécifiquement capitaliste.

Dans la rédaction définitive, le premier point sera placé

*à la fin, parce qu'il constitue la transition au second livre :
le Procès de Circulation du Capital. C'est par le troisième
point que nous commencerons pour plus de commodité ».*

Ces paroles de Marx lui-même méritent un bref commentaire, car elles ont la valeur de définitions fondamentales dans la doctrine marxiste. Nous nous référerons à la petite formule scolaire : « *Definitio fit per genus maximum et differentiam specificam* », c'est-à-dire toute définition indique le genre le plus voisin comprenant l'objet spécial à définir et la différence qui le caractérise parmi les autres objets du même genre.

Par le premier point, Marx définit les marchandises qui sont produites dans la forme historique capitaliste. Sa première rubrique signifie que sont aussi marchandises les produits d'autres formes historiques de production comme l'esclavagisme et la féodalité. Le capitalisme est un type spécifique de production marchande. Par le second point, Marx veut dire qu'il serait faux de définir le capitalisme seulement comme une production marchande. Le capitalisme est aussi une production marchande, mais ce qui définit la production capitaliste n'est pas qu'elle soit production de marchandises, mais production de plus-value, c'est-à-dire production de capital. Le troisième point établit que le capitalisme est en outre la forme qui produit et reproduit tout le rapport social entre hommes et entre classes qui caractérise l'époque capitaliste.

Une conclusion importante est que de nombreux processus historiques répondent à la définition générale de procès immédiats de production dans lesquels le produit sort sans autre médiation des mains du travailleur.

Le capitalisme est un des nombreux procès immédiats de production, et **spécifiquement** celui qui produit de la plus-value, c'est-à-dire du nouveau capital, et donc (jusqu'à la mort violente que nous appelons révolution) du nouveau capitalisme.

Le Premier Livre traitera de la production, non des marchandises, mais du capital. Le Second, de la circulation, non des marchandises, mais du capital. Le Troisième, tout le procès de production, dans toute la société et dans toute l'histoire.

Tel est le plan du "Capital", œuvre surhumaine, mais produit de l'espèce elle-même, comme Marx fut le premier à le comprendre, et non d'un individu spécifique.

I. - La production capitaliste comme production de plus-value

A. — DEFINITION DE LA PRODUCTION MARCHANDE SIMPLE ET DE LA PRODUCTION SPECIFIQUEMENT CAPITALISTE

Les marchandises et l'argent existent historiquement avant qu'on puisse parler de capital et de société capitaliste.

Cependant, le capital moderne se présente dans ses formes élémentaires comme marchandises et comme argent ; le capitaliste moderne revêt le caractère d'un possesseur de marchandises et d'un possesseur d'argent, bien que ces deux types sociaux aient précédé les capitalistes. Il s'agit de voir quelles conditions sociales transforment la marchandise et l'argent en capital et donc leurs possesseurs en capitalistes.

A l'origine, le capital se présente comme argent destiné à se transformer en capital : il n'est capital que de façon potentielle.

La condition pour que la somme d'argent puisse devenir capital est qu'il existe un rapport social lui permettant de s'accroître, d'augmenter, de sorte que la somme d'argent se présente comme un **fluens** et son augmentation comme une **fluxio**. La nature spécifique du capitalisme se manifeste, par rapport à d'autres formes simples de production de marchandises (par exemple l'artisanat individuel ou familial qui procède d'abord au troc, puis à l'échange monétaire pour se procurer ses objets de consommation) par le fait que si le capital initial est une somme égale à x , cet x tend à devenir et devient capital du fait qu'il se transforme en $x + \Delta x$. L'arithmétique est le calcul avec des nombres finis. L'algèbre est le calcul dans lequel une lettre représente un nombre fini. Dans le calcul des variations ou des différences finies, on considère des augmentations petites, mais finies qu'on représente par la lettre grecque Δ . Si j'ai x années, à notre prochaine rencontre je n'aurai plus l'âge a , mais l'âge $a + \Delta a$. Marx n'emploie pas le calcul infinitésimal qu'il connaissait cependant, et dans l'édition définitive de ses textes, il s'est décidé à ne présenter que des calculs arithmétiques et monétaires, qui inquiètent ou font reculer le lecteur parce qu'ils sont beaucoup plus longs, tout cela à cause des imbéciles qui l'accusaient d'être difficile et théorique, oubliant que son œuvre n'est que le cri de bataille par lequel la classe des ignorants exterminera celle des savants en usant de ses muscles puissants, seul moyen de libérer ses cerveaux.

Ce manuscrit, qui n'était pas destiné au public, est non seulement d'un grand intérêt, mais d'une puissance exceptionnelle.

Le phénomène de x qui devient $x + \Delta x$ n'existe pas seulement dans la forme historique capitaliste, mais aussi dans d'autres formes historiques précédentes telles que l'esclavage et le servage. Cependant, l'augmentation ne pourrait se produire dans une société dont les membres se rencontreraient seulement en tant que personnes et en tant que possesseurs de marchandises simples, c'est-à-dire d'objets physiques susceptibles d'être utiles à l'homme et donc d'avoir une valeur d'usage, mais aussi susceptibles d'avoir, tout en restant des objets matériels, une valeur d'échange.

Au début du processus, une somme d'argent qui, par elle-même, (comme lorsqu'elle est enfermée dans le tiroir de l'usurier) est constante, ne peut évidemment pas s'accroître. Cette notion toute pratique est compréhensible à tous et s'exprime mathématiquement en disant que l'accroissement d'une constante est nul. Mais si la valeur x cesse d'être

constante parce qu'elle engendre une valeur Δx , qui n'est plus zéro, elle devient évidemment une grandeur variable ; dans le langage mathématique, elle s'exprime comme fonction d'une grandeur variable, dans le sens que même la valeur de la fonction est une valeur variable dépendant de la variation de la variable indépendante. Marx se met à la recherche de cette fonction. Il découvre qu'une partie de la valeur de x , une partie seulement, non la totalité, doit se métamorphoser en une valeur d'usage déterminée en abandonnant la forme monétaire, puisque nous savons, comme tout le monde, que tant que cette forme n'est pas abandonnée, elle n'engendre aucune augmentation.

Si le capital initial était une somme de valeur égale à x , son accroissement Δx peut prendre le nom de plus-value qui signifie précisément accroissement de valeur. Le processus particulier qui permet cela est celui dans lequel la production de plus-value, qui implique la conservation de la valeur x existant primitivement, apparaît comme le but déterminant du procès de production.

Marx désigne par la lettre c cette partie du capital qui n'engendre aucun accroissement et par la lettre v celle qui en engendre un : capital constant et capital variable. Donc, le capital initial s'exprime ainsi :

$$x = c + v$$

Donc, l'augmentation de x , par logique intuitive comme dans un théorème d'analyse différentielle, est la somme des variations des deux facteurs en lesquels nous venons de décomposer x . Elle sera donc :

$$\Delta x = \Delta c + \Delta v$$

$$\text{et donc } x + \Delta x = c + v + \Delta c + \Delta v$$

Mais nous avons dit que c était constant et que son accroissement est nul. Nous en tirons la formule très simple :

$$\Delta x = \Delta (c + v) = \Delta c + \Delta v = \Delta v \quad (\Delta c = 0)$$

$$\text{En d'autres termes : } \Delta x = \Delta v$$

Le rapport de cette augmentation de la valeur primitive x que nous avons appelée plus-value au capital variable est

$$\frac{\Delta v}{v}$$

c'est-à-dire la plus-value divisée par le capital variable : c'est la formule du taux de la plus-value.

Par contre, la proportion dans laquelle le capital avancé et initial $x = c + v$ est augmenté, soit

$$\frac{\Delta v}{c + v}$$

est le taux de profit.

Quand, à la fin du cycle matériel, toute la valeur a pris de nouveau la forme de marchandises qui iront sur le marché, pour y être à nouveau transformée en argent, la formule représentant l'ensemble du cycle est celle que nous avons donnée dans notre "Formulaire économique" (1) ; en désignant par k le capital initial et par k' le capital final, tout entier constitué par des marchandises vendables, les formules sont les suivantes :

$$k = c + v$$

p désigne la plus-value, c'est-à-dire ce que nous avons jusqu'à maintenant désigné par $\Delta x = \Delta v$.

$$k' = k + \Delta k = k + p = c + v + p$$

Dans ce cas, le taux de plus-value est :

$$\frac{p}{v}$$

et le taux de profit d'un capital en cycle continu peut être exprimé ainsi :

$$\frac{p}{c + v + p}$$

ce qui dans le bilan d'une entreprise capitaliste s'exprime en indiquant le profit net comme pourcentage du chiffre d'affaires, c'est-à-dire du produit brut total de l'entreprise elle-même.

B. — VALEUR D'USAGE ET VALEUR D'ÉCHANGE DANS LE PROCÈS CAPITALISTE DE PRODUCTION

Les formes revêtues par le capital dans tout le procès de production et de circulation et aux différents stades du processus peuvent être doubles selon les moments, c'est-à-dire forme de valeurs d'usage ou formes de valeur d'échange.

Si nous considérons le procès de production dans la phase qui précède le produit qui est le résultat final, nous devons dire que tout l'argent avancé a été dépensé dans des achats sur le marché des valeurs qui intéressent la production.

Mais on peut faire une première distinction entre les moyens de production qui sont objets du travail (matières premières) et les moyens de production qui sont moyens de travail (instruments, matières auxiliaires, etc...). Il existe une autre distinction entre les conditions objectives de la production qui peuvent être les matières premières et les instruments de travail, et les conditions subjectives, c'est-à-dire la force de travail qui

1) Voir *Programme Communiste*, n° 10 (Janvier-Mars 1960), p. 18.

se manifeste utilement. A la fin du processus, tout apparaîtra comme valeur d'usage des produits finaux, mais au cours de son développement, seulement quelques éléments peuvent être valeurs d'usage.

Un autre élément est la faculté de travail actif (Marx parlait au début de capacité ou faculté de travail ; plus tard, il parlera de "force de travail"). C'est elle qui change les moyens de production en éléments matériels de sa propre activité, les faisant passer de leur forme primitive de valeurs d'usage (matières premières transformables, instruments utilisés) à leur forme nouvelle de produits du travail, ayant leur propre valeur d'usage et d'échange. Nous avons une véritable transformation physico-chimique des matériaux introduits dans le procès de production. Il reste à en donner l'interprétation économique et sociale.

1° Procès du travail capitaliste comme valeur d'usage

Nos adversaires en matière économique tendent à faire une grave confusion théorique pour conclure que le procès du travail humain en général, abstraction faite de toutes ses formes historiques, a besoin de capitaux dans la mesure où tous les facteurs matériels indispensables ont été acquis comme valeurs d'échange. Ils concluent donc que le capital a quelque chose d'éternel, inscrit dans la nature même du travail humain.

Il faut au contraire distinguer toutes les différences spécifiques qui séparent les éléments identiques du procès de production.

En ce qui concerne le capital constant on peut dire qu'il est propriété absolue du capitaliste qui l'a acheté à sa valeur de marché. Cependant sa valeur monétaire n'aurait jamais pu agir comme capital si n'étaient intervenus d'autres facteurs du processus. De plus, l'autre fraction de l'argent avancé a servi à payer les ouvriers, c'est-à-dire à acheter de la force de travail, comme on le voit dans d'autres parties de l'œuvre de Marx. Mais c'est là qu'intervient la différence spécifique. La manière d'employer cette seconde partie des facteurs que le capitaliste s'est procurés avec son argent consiste justement dans le procès de travail qui est une fonction subjective de l'ouvrier et non du capitaliste. Donc, les parties du capital dans lesquelles l'argent du capitaliste a été investi ont été employées de façons bien différentes. La fusion de ces deux valeurs d'usage est inséparable de tout le processus, et c'est à cause d'elle et d'elle seule que le résultat final est plus grand que le capital avancé. Donc, s'il est vrai qu'il y a équilibre de valeurs d'échange dans toutes les valeurs d'usage que l'on achète sur le marché, et dans la valeur que l'on obtient à la fin, les choses vont autrement pour la partie que nous appelons variable. Et c'est là que naît toute la disparité considérée dans sa forme réelle ; l'argent donné par le capitaliste aux ouvriers ne représente rien d'autre que la valeur sur le marché des moyens d'existence qui entrent dans la consommation individuelle de l'ouvrier.

C'est donc par un sophisme vulgaire que les économistes bourgeois

affirment que dans tout le processus, il n'y a que des transformations de valeurs d'échange identiques.

2° Procès du travail capitaliste comme valeur d'échange

La valeur d'échange ne reste pas la même du début à la fin, mais s'accroît de la quantité appelée plus-value. Nous parlerons donc de processus de valorisation.

En ce qui concerne la partie constante, nous ne rencontrons aucune difficulté, bien qu'il faille considérer que l'activité utile du personnel de l'entreprise est la seule qui évite au capital constant des variations négatives, c'est-à-dire une perte de valeur d'échange.

Le travail qui est le facteur vivant du processus de valorisation est aussi celui qui introduit dans le produit une quantité de valeur additionnelle, c'est-à-dire une quantité de travail supérieure à celle qui a été payée par le salaire.

C'est un rapport social obligatoire qui contraint l'ouvrier à accepter une valeur d'échange inférieure à celle qu'il a produite pour assurer son existence. De là les déductions bien connues de Marx sur la division de la journée de travail en temps socialement nécessaire et temps utilisé par le capitalisme, ou temps de surtravail.

3° Facteurs objectifs du procès capitaliste de travail et de valorisation

On trouve chez Marx la distinction fondamentale entre **travail vivant**, fourni par les travailleurs dans le procès de production, et **travail objectif** (ou **travail mort**) qui est contenu dans les produits acquis par le capitaliste sur le marché et payés à leur pleine valeur d'échange.

Les moyens de production qui apparaissent comme le capital par excellence ont une seule fonction : absorber la plus grande quantité possible de travail vivant. La force de travail qui elle seule valorise le capital, c'est-à-dire en conserve la valeur et lui ajoute une plus-value, devient **force du capital** ; ce qui exprime la domination de classe des capitalistes sur les travailleurs.

C'est en cela que consiste le processus d'aliénation de son travail et de sa propre vie de la part du travailleur. Tout le processus réel du travail social se développe dans le seul but d'obtenir la plus grande production possible de plus-value, le processus d'objectivation du travail non payé le plus large possible.

4° Union du procès de travail et du procès de valorisation capitaliste

Le texte considère comme inséparables le procès de travail et le procès de valorisation. La théorie de la valeur qui se contente de déduire la valeur d'échange de chaque marchandise de la quantité de travail qu'elle contient et que l'on trouve chez les économistes qui ne considèrent pas

le travail sous la double forme de travail complet, tel qu'il se présente dans la marchandise, et de travail socialement nécessaire tel qu'il est calculé dans la valeur d'échange — cette théorie est ambiguë et incomplète.

5° Union du travail mort et du travail vivant dans le procès de travail

Les économistes bourgeois n'ont jamais pu résoudre le problème parce qu'ils n'ont jamais poussé l'analyse de la marchandise jusqu'à considérer le travail sous sa double forme ; en conséquence, ils sont amenés à définir le capital par la masse des produits du procès de production capitaliste. Ils demanderont par exemple : « Qu'est-ce que le capital ? », et ils répondront : « C'est du coton » parce qu'ils ne sont pas intéressés à faire la distinction entre la partie qui est constituée par du travail mort transformé en puissance de la société capitaliste, et la partie qui est du travail vivant supportant le poids de l'oppression de classe.

6° Les produits du procès capitaliste de production

Le résultat de tout le procès capitaliste de production n'est ni un simple produit (valeur d'usage) ni une simple marchandise, c'est-à-dire un produit ayant une valeur d'échange : son produit spécifique est la plus-value, c'est-à-dire des marchandises possédant plus de valeur d'échange qu'il n'en a été avancé pour les produire. Dans le procès capitaliste de production, le procès de travail n'est qu'un moyen de travail : le véritable but est le procès de valorisation ou de production de la plus-value.

Parfois l'économiste bourgeois s'en souvient et définit le capital comme une richesse utilisée dans la production afin de "faire du profit".

C. — PROCES DE CIRCULATION ET DE PRODUCTION DU CAPITAL

1° Vente et achat de la force de travail sur le marché

Marx distingue toujours deux sphères indépendantes et absolument différentes dans le processus total.

La première est celle de la circulation des marchandises qui s'effectue sur le marché. Dans cette sphère d'échange pur entrent non seulement l'achat de tout ce qui constitue le capital constant mais aussi la vente finale du produit. Mais une autre chose y entre également qui regarde le capital variable : c'est la vente et l'achat de la force de travail échangée contre un salaire en argent. Jusque-là, le travail est traité comme une marchandise quelconque et est payé au cours en vigueur sur le marché du travail.

La seconde sphère, absolument indépendante, concerne la consommation de la force de travail achetée. Marx la distingue comme procès de production. Dans ce paragraphe de la vieille rédaction inédite, Marx retourne un moment sur la phase purement mercantile de vente-achat de

la force de travail, avant tout emploi de cette marchandise "magique". Alors capitaliste et ouvrier s'affrontent comme tout autre couple d'opérateurs sur le marché.

L'opération respecte le code bourgeois et la doctrine économique bourgeoise de l'échange d'équivalents. Une seule chose distingue l'ouvrier des autres vendeurs du marché : c'est la nature spécifique de la marchandise vendue qui apparaît seulement dans sa valeur d'usage spécifique.

Jusque-là, l'ouvrier a agi comme tout autre propriétaire de marchandises. Mais il est amené à offrir sur le marché cette marchandise originale du fait qu'il n'est propriétaire d'aucune autre marchandise ou bien. Donc, toutes les conditions de son travail s'opposent à lui comme une propriété étrangère.

Marx fait là une distinction intéressante qui nous sert pour notre thèse traditionnelle, à la fois sociale et politique, que le véritable prolétariat révolutionnaire est celui qui ne possède rien, parce que sa force de travail ne vaut rien ni ne sert à rien si les conditions de son travail n'existent pas dans les mains d'une série de capitalistes auprès desquels il doit aller les chercher, et que Marx appelle tout simplement capitalistes n° 1, n° 2 et n° 3.

Le capitaliste n° 1 est celui qui, possédant de l'argent, achète des moyens de production (matières premières et machines) au capitaliste n° 2 qui les possède, tandis que l'ouvrier achète ses moyens de subsistance au capitaliste n° 3 avec l'argent du salaire qu'il a reçu du capitaliste n° 1.

Le phénomène peut se compliquer autant qu'on voudra, mais en substance, les capitalistes n° 1, 2 et 3 dans leur ensemble sont les possesseurs exclusifs (monopolistes) de l'argent, des moyens de production et de subsistance. Cela fait que même dans le premier procès de circulation, avant même que l'argent du capitaliste n° 1 ou ses marchandises se soient transformés en capital — cet argent ou ces marchandises revêtaient déjà le caractère de capital, dans la mesure où argent, marchandises, moyens de production et de subsistance étaient déjà des puissances autonomes dressées contre la capacité de travail isolée, nue, sans propriété et dépouillée de toute richesse matérielle.

Ces puissances sont étrangères à l'ouvrier et ce sont elles, comme aspect du capital, qui se présentent comme des "fétiches" doués d'une volonté et d'une âme propres. Bref, dans la phrase géniale de Marx ce sont ces marchandises, animées par un démon, qui jouent le rôle d'acheteuses des personnes humaines et font du salarié un authentique esclave qui se vend lui-même.

Il est vrai que l'ouvrier choisit, achète et consomme librement ses moyens de subsistance, mais s'il ne le faisait pas, sa capacité de travail tomberait rapidement à zéro, et il perdrait son ultime possibilité qui est de se vendre lui-même.

Si l'ouvrier ne vendait pas sa force de travail pour vivre, la richesse matérielle ne pourrait se transformer en capital. C'est seulement par rapport au **travail salarié** que deviennent **capital** tous les **objets** qui représentent les conditions objectives du travail (moyens de production et de subsistance). Sans **salariat**, il n'y a pas production de plus-value. Si les individus s'affrontaient comme personnes libres, il n'y aurait ni production de plus-value, ni production capitaliste.

A propos de la Russie contemporaine, nous en avons déduit que quand il y a salariat et monnaie, il y a plus-value et capitalisme.

2° La force de travail face aux autres éléments dans le procès de production immédiat

Marx entend par procès de production immédiat celui qui enchaîne les rapports physiques et les opérations matérielles pour passer des moyens de production aux produits, avant de considérer les intermédiaires constitués par les institutions sociales et les rapports de classe.

Nous pourrions avoir un enchaînement de rapports sociaux calqués sur le procès matériel de travail si chaque ouvrier, proportionnellement à sa capacité ou force de travail, avait mis à la disposition de la société la quantité requise de matières premières et d'instruments de travail, sans devoir en partager la disposition avec personne.

Un processus immédiat pourrait exister aussi dans une société de travailleurs autonomes (artisans) dont chacun posséderait un lieu de travail et pourrait se procurer les quantités requises de matières premières, d'articles semi-finis et d'outils auprès d'autres libres artisans. Mais cette union, naturelle dans les sociétés primitives, est abolie et brisée dans la société capitaliste. Paraphrasant un passage qui paraîtra dans le Livre Premier du Capital, Marx dit :

« La peau que l'ouvrier tanne dans la boutique primitive, il ne la traite pas comme capital, mais comme simple objet physique de son activité productive. Ce n'est donc pas (hélas ! veut dire Marx) au capitaliste qu'il tanne la peau ! »

C'est quand il entrera dans la prison de l'usine capitaliste que Marx s'exclamera : il ne peut s'attendre qu'à être tanné !

Si le procès de production n'était qu'un procès de travail, l'ouvrier y consommerait les moyens de production comme de simples aliments du travail. Mais tout change quand le procès de production devient également procès de valorisation ; alors, dit Marx, le capitaliste consomme la force de travail de l'ouvrier en s'appropriant le travail vivant comme le sang vital du capital. Les matières premières ne servent qu'à pomper le travail d'autrui ; l'instrument de travail n'est que le moyen de ce prélèvement, et nous trouvons ici chez Marx l'autre grande phrase qui présente le capital comme un monstre animé agissant « comme s'il avait l'amour au corps ».

3° Création d'une plus grande valeur (procès de production) contre une valeur plus petite (dans le procès de circulation)

A cet endroit du texte, Marx se met à considérer le procès de production véritable, tel qu'il s'insère entre la période de circulation qui le précède et celle qui le suit, où tout se déroule sur le marché, y compris, répétons-le, le rapport entre capitaliste et ouvrier en tant que vente et achat de la force de travail. Ces tractations terminées, on entre dans le véritable procès de production, considéré non plus comme immédiat, c'est-à-dire comme simple enchaînement d'opérations de transformation matérielle, mais comme procès de production spécifiquement capitaliste et appartenant à la période historique bourgeoise. Ici, Marx relève que :

a) Le travail est devenu travail objectivé, c'est-à-dire capital, dans la mesure où le travail des protagonistes antérieurs au procès de production existe désormais comme tel ;

b) Par effet de l'appropriation de l'activité humaine du travail, la valeur avancée (salaire-capital variable) devient valeur **en devenir**, c'est-à-dire valeur créant une plus-value distincte d'elle. C'est seulement parce que le travail se transforme en capital pendant le procès de production que la somme des valeurs avancée (comme argent ou comme marchandises, et pour le capital constant lui-même) se réalise comme capital réel, alors qu'il n'était d'abord qu'un capital potentiel.

La production de marchandises (qui était le but du procès de travail immédiat) n'est plus le but de la production capitaliste et n'apparaît que comme un moyen de valoriser le capital, de créer de la plus-value, son seul but véritable.

Une fois effectué l'échange entre capital variable et force de travail — eux aussi équivalents — l'unique prémisses indispensable à la valorisation du capital est fournie. Il n'existe donc pas d'auto-valorisation du capital total (argent ou marchandise), mais la valorisation est l'effet du seul travail, c'est-à-dire du véritable procès de consommation de la force de travail que le capital a achetée.

Nous avons donc eu deux stades : a) l'échange de la force de travail contre le capital variable ; b) le procès de production effectif dans lequel le travail vivant est incorporé au capital en tant qu'agent.

Les moyens de production (matières premières, outils, etc...) revêtent ici la forme non seulement de moyens de réalisation du travail (ce qui reste toujours vrai), mais tout autant de moyens d'exploitation du travail d'autrui.

D. — HISTOIRE : LES DEUX PHASES DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DE LA PRODUCTION CAPITALISTE

1° Soumission formelle du travail au capital

Le procès physique de travail étant devenu, comme nous l'avons montré, le moyen de valoriser le capital ou de fabriquer de la plus-value,

ce procès de travail est soumis au capital et le capitaliste entre aussi dans ce procès comme dirigeant et comme chef. Marx déclare que c'est ce qu'il appelle **soumission formelle du travail au capital** ; c'est la forme **générale** de tout procès capitaliste de production, mais historiquement, le capitalisme se développe en mode de production spécifiquement capitaliste.

Quand le paysan, autrefois indépendant et produisant pour lui-même devient un journalier travaillant pour un fermier, ou bien quand la hiérarchie en vigueur dans les corporations disparaît et cède la place au simple antagonisme d'un capitaliste et de l'artisan dont il fait un salarié, ces divers modes sociaux de production sont transformés dans le mode de production du capital.

Le capitaliste prend la place des vieux chefs hiérarchiques du travail et il se préoccupe de la qualité, de l'intensité et de la continuité de celui-ci.

La **mystification** inhérente au rapport **capitaliste** de production est apparue. La force de travail qui seule peut conserver les valeurs apparaît comme force d'auto-conservation du capital : en somme, il semble que ce soit le travail objectivé qui utilise le travail vivant en raison d'une faculté propre.

Dans une première période historique, le capital se soumet les procédés de travail existant sans les modifier : le procès de travail ne change pas encore, mais le capital y a déjà introduit sa domination et, de ce fait, le but cesse d'être la production de nombreuses marchandises pour devenir la production d'un grand profit. Pour Marx, le mode de production spécifiquement **capitaliste** (travail à grande échelle, concentration des entreprises) se développe quand la production capitaliste a progressé et révolutionne non seulement les rapports sociaux entre les différents agents de la production, mais la forme même du travail et le type réel et physique de tout son processus. L'expression **soumission formelle** désigne la phase dans laquelle le capitalisme n'a fait que se subordonner les procédés de travail qu'il a trouvés tout prêts sans encore les transformer radicalement.

Dans cette phase qui est celle des débuts du capitalisme il n'y a qu'un seul moyen d'augmenter la production de plus-value, et c'est de prolonger la durée du travail. Il s'agit de la plus-value absolue et cette distinction de Marx nous a servi à établir que c'est dans les capitalismes les plus jeunes et les plus avides de surtravail, que la production s'accroît le plus rapidement.

2° Soumission réelle du travail au capital ou mode de production spécifiquement capitaliste

Marx se réfère ici à la section IV du Livre I du Capital dans laquelle il avait traité de la production de plus-value relative, qui seule définit le mode de production spécifiquement capitaliste, même du simple point de vue technologique. Marx se réfère également à l'introduction de la machine à vapeur dans l'industrie, et spécialement l'industrie textile anglaise.

Aujourd'hui, nous pourrions ajouter que la technologie de l'électricité, de l'énergie nucléaire et de l'automatisation ne nous a pas fait sortir du mode spécifiquement capitaliste de production ni de la phase historique qu'il caractérise.

La transition historique signalée par Marx est de la plus haute signification puisque ce sont les forces productives du travail du capitalisme développé qui, grâce à la coopération (c'est-à-dire travail des grandes masses d'ouvriers dans la même entreprise), à la division interne du travail dans l'atelier, à l'emploi de machines, à l'application consciente des sciences naturelles, de la mécanique et de la chimie au procès de production, nous permettent de dire qu'il a rendu **sociales** les grandes forces de production, après s'être emparé des différentes sortes de travaux pratiqués par des individus ou de petits groupes, et qu'il les a rendues **sociales** en raison d'un déterminisme inéluctable.

Ce résultat, qui recèle déjà en lui la victoire du communisme, est acquis depuis déjà un siècle. La grande mystification est de présenter comme force productive du capital ce qui est en réalité la force productive du travail. Rien n'a changé à cet égard depuis qu'existent des républiques fondées sur le travail, bien que Marx dise qu'il serait inexact de parler de la force productive des travailleurs isolés ou même du travail, puisque, tant que le régime bourgeois reste en vigueur, celle-ci est identique au capital.

La conception de Marx sur le progrès bourgeois peut être déduite de la thèse suivante :

« Cette mystification qui existe en général dans le rapport capitaliste se développera aujourd'hui beaucoup plus qu'elle ne pouvait le faire avec la simple subordination formelle du travail. »

3° Notes complémentaires à la soumission formelle du travail au capital

Avant de continuer l'analyse de la soumission réelle du travail au capital, qui est sa forme la plus complète et la plus moderne, Marx consacre ce chapitre à quelques observations sur la soumission formelle dans lesquelles il réaffirme les points traités dans les pages précédentes. Il s'agit de comparaisons que nous avons déjà signalées avec l'artisan, le paysan, le serf et l'esclave, formes qui peuvent dès l'abord être définies, même quand on considère la première phase dans laquelle le capital s'est soumis les vieilles formes de travail qu'il révolutionnera par la suite.

4° Soumission réelle du travail au capital

Marx cite le **Manifeste** de 1848 dans lequel il était déjà dit qu'avec la soumission complète et réelle du travail au capital il s'était produit une révolution dans le mode de production, dans la productivité du travail et dans les rapports entre capitaliste et ouvrier. Ce tournant historique confirme que plus le capitalisme évolue, plus nous le combattons. Le

maître de forges de la littérature était un bon maître et même un ami et un père pour le petit nombre de ses ouvriers avec lesquels il avait partagé les premiers avantages d'un système plus moderne de travail. Dans la phase ultérieure, l'immense corporation et jusqu'à l'Etat capitaliste personnifie le monstre qui a déshumanisé le travailleur et la société tout entière.

Lorsque la soumission du travail cesse d'être formelle pour devenir réelle, la production capitaliste s'asservit toutes les branches de production qu'elle ne pouvait contrôler avec la soumission formelle (industrie agricole, mines, confection textile, etc...). Certes, déjà du temps de la soumission formelle le mot d'ordre de la "production pour la production" triomphait déjà à la place du mot d'ordre de la "production pour la consommation vitale". Mais avec la soumission réelle, la plus-value relative et le mode de production spécifiquement capitaliste, le phénomène devient complet. Arrivé à ce point, Marx indique les caractères contradictoires de la production capitaliste, son anarchie, et le caractère négatif qui fait que la **production** s'oppose aux **producteurs** et qu'elle ne prend aucun soin d'eux.

E. — TRAVAIL PRODUCTIF ET IMPRODUCTIF

Il serait très intéressant de développer ce chapitre efficace de Marx et, sur la même base, de le faire aller jusqu'à l'époque la plus récente, dans laquelle la critique que Marx fait des critères bourgeois sur le travail productif et improductif resterait largement confirmée.

La première chose à relever est que dans un procès immédiat de travail, est productif tout travail qui se réalise dans un produit (et même dans une marchandise, si nous pensons aux formes mercantiles, mais pré-capitalistes). Dans un sens encore plus large, quiconque aura fabriqué un objet, même non destiné à l'échange, aurait fait un travail productif.

Dans le mode capitaliste de production, nous devons considérer comme improductif tout travail qui ne sert pas à augmenter la masse de plus-value, puisque ce mode se définit précisément comme production de plus-value et, en substance, de capital. Nous considérerons donc l'ouvrier comme productif ou improductif en fonction du travail qu'il effectue : sera vraiment productif tout travail créant de la plus-value, c'est-à-dire valorisant le capital.

Mais l'esprit bourgeois borné ne reconnaît pas ce principe, dont les économistes classiques étaient pourtant tout proches ; considérant comme naturelle et éternelle la forme capitaliste et le travail salarié, ils considèrent aussi comme productif tout travail payé. A son époque, Marx considérait que toutes les activités tendaient à devenir des activités salariées ou rétribuées et que tout ce que l'on appelait auparavant des services se transformait en activité salariée. Dans ce sens, on ne pourra plus dire que le travail des domestiques, etc... est improductif.

A son dernier stade, même la société contemporaine confirme ce que le vieil Aristote savait déjà, c'est-à-dire que quiconque se dérange et se démène a comme unique but de "faire de l'argent".

Dans l'Amérique contemporaine, on ne demande pas si un individu collabore à la production de certaines marchandises socialement utiles, mais s'il a trouvé un "job". Pourvu qu'on réussisse à faire entrer de l'argent dans son bilan personnel, personne ne se demande si son activité ou le temps pendant lequel il est occupé contribuent à la production de quelque chose. Marx rappelle ironiquement que, selon la mentalité bourgeoise, tout salarié fait un travail productif, de la prostituée au roi.

Il traite des fameux exemples du "Paradis perdu" de Milton et de la prima donna qui est un oiseau mélodieux, mais fait gagner de l'argent à son impresario et produit donc directement du capital, etc...

Selon Malthus, était ouvrier productif quiconque augmentait directement la richesse de son patron. Marx traite avec une ironie léroce les théoriciens de la bourgeoisie qui considèrent classe productive par excellence les capitalistes qui mangent la plus-value créée par d'autres. En conclusion, nous définissons comme travail productif le travail qui produit de la plus-value tant que nous sommes en société capitaliste.

F. — PRODUIT BRUT ET PRODUIT NET

Puisque le but de la production capitaliste (et donc du travail productif) n'est pas l'existence des producteurs, mais la production de plus-value, tout travail nécessaire qui ne produit pas de surtravail est superflu et sans valeur pour la production capitaliste.

La même chose vaut pour une nation de capitalistes. Tout produit brut qui ne sert qu'à l'entretien de l'ouvrier, c'est-à-dire ne contient pas de surtravail est aussi superflu que l'ouvrier lui-même. En d'autres termes, n'est nécessaire que le nombre d'hommes qui, dans la nation, est profitable au capital.

Marx démontre ce paradoxe apparent à l'aide de citations de Ricardo et de Hume et il relève que la philanthropie elle-même ne trouve rien à objecter aux thèses de Ricardo selon lesquelles il vaut mieux que cinq millions d'hommes suffisent à la production des moyens de production plutôt que sept millions. Le but de la production capitaliste est donc le produit net, dont la forme concrète est le surproduit qui devient plus-value. Le capitalisme renie donc la politique économique des formes plus anciennes qui se préoccupaient de défendre le pain des travailleurs, ainsi que la politique protectionniste du capital national qui lutte contre la concurrence étrangère. La conclusion de ces comparaisons historiques est la suivante :

« La loi de la production capitaliste est d'augmenter le capital constant en opposition au capital variable, et d'augmen-

ter la plus-value, le produit net ; en second lieu, elle est d'accroître le produit net par rapport à la fraction du produit qui reconstitue le capital salaire. Ces deux choses sont souvent confondues. Si on appelle produit brut la totalité du produit, alors il augmente par rapport au produit net, dans la production capitaliste. Si on appelle produit net, la fraction du produit total qui se résoud en salaire et produit net, cette quantité augmente par rapport au produit brut. C'est seulement dans l'agriculture (par la transformation de terres labourées en pâturages) que le produit net augmente souvent au détriment du produit brut (c'est-à-dire de la masse totale des produits) à cause de certaines caractéristiques propres à la rente qui n'entrent pas dans le sujet que nous traitons ici.

» D'autre part, la théorie du produit net comme but et fin ultime de la production, n'est que l'expression brutale, mais juste, du fait que la valorisation du capital, c'est-à-dire la création de plus-value, sans aucun égard pour le travailleur, est l'âme de toute la production capitaliste. Parallèlement à l'augmentation relative du produit net, l'idéal suprême de la production capitaliste est de diminuer autant que possible le nombre de ceux qui vivent de salaire et d'augmenter autant que possible le nombre de ceux qui vivent de revenu net ».

Pour élucider ce passage fondamental, il faut bien définir les grandeurs adoptées, relevant le fait que Marx avait eu, il y a déjà un siècle, l'intuition des falsifications introduites par les économistes officiels les plus modernes, qui exploitent même ce qu'ils ont réussi à comprendre de notre terminologie marxiste. Marx indique en effet que l'équivoque naît lors de la définition du produit. Il n'y a pas de doute que par produit brut on entend le résultat d'ensemble de la production d'une entreprise ou d'une nation entière. Dans leur définition du produit brut, les bourgeois ne distinguent que deux parties : la première est le capital total avancé dans la production, la seconde, le profit réalisé dans celle-ci, que chaque entreprise a coutume d'appeler son revenu net. L'expression **produit net**, qui signifie partie nette du produit, serait identique à l'expression **revenu net**.

Depuis qu'il existe des marxistes, ils ont divisé en trois ce que les bourgeois divisaient seulement en deux. dans la mesure où, au sein du capital avancé, ils ont distingué le capital constant et le capital variable. Nous considérons donc que le produit brut est représenté par le capital constant, le capital variable et le profit net (dans notre langage : la plus-value).

Le double jeu consiste en ceci. Si le produit net est, comme dans l'explication traditionnelle, le revenu net, alors son rapport au produit brut va en diminuant au cours de la production capitaliste (loi marxiste de la baisse tendancielle du taux de profit). Quand Staline refusa de croire à cette loi, nous lui répondîmes qu'historiquement le produit brut capitaliste augmentait grandement en masse, ainsi que le profit net, bien qu'à un rythme moins rapide, et que le prétendu pontife du marxisme n'avait

nul besoin de renier la loi de Marx sur la baisse du taux de ce profit, qui est une loi sacro-sainte de notre doctrine.

Mais aujourd'hui, pour le succès de la démocratie, de la démagogie et de l'hypocrisie qui sont aussi grandes à l'Ouest qu'à l'Est, on feint d'admettre la division marxiste du produit total en trois parties et on dit : le produit net n'est pas le revenu net, mais la totalité du produit quand on en a retranché non pas tout le capital avancé, mais le seul capital constant, étant donné que celui-ci reste toujours le même par rapport au capital national.

Dans cette forme captieuse, que Marx a prophétiquement réfutée, on appelle revenu national la somme du revenu net plus le capital variable. Ce qui, entreprise par entreprise, se définit comme **valeur ajoutée** par le travail au cours de la production, est considéré le patrimoine commun de la classe des entrepreneurs et de la classe travailleuse et on en déduit le revenu par tête d'habitant, sans se demander quelle partie de la population appartient à la classe dominante et quelle autre à la classe exploitée.

Dans une seconde interprétation, ce faux produit net, qu'on peut résoudre, comme dit le texte de Marx, en salaires et en profits nets, augmente beaucoup plus que le profit pur et peut aussi augmenter en plus grande proportion que le produit brut.

La clé de voûte de la courbe de développement du capitalisme est la composition organique du capital, c'est-à-dire le rapport entre sa partie constante et sa partie variable. Avec les progrès techniques tant vantés, la productivité du travail augmente et du même coup ce rapport. La mystification capitaliste, à laquelle le chapitre suivant est consacré, tend à faire oublier que la fameuse masse de travail objectivée dans le capital constant constitue la base de la puissance de la classe capitaliste contre le travail vivant des salariés qui est déjà amputé de la plus-value, dont le taux ne décroît pas historiquement comme celui du profit et que seule l'ignorance béate du monde contemporain peut présenter comme patrimoine commun de toute la société nationale et mondiale.

G. — MYSTIFICATION DU CAPITAL, etc...

Il est évident même aux yeux du simple bon sens, que toutes les forces productives appartiennent au travail, et donc à la classe qui travaille. mais l'organisation de la société présente et le poids des idées traditionnelles dont elle est infestée conduit à croire faussement que les forces productives sont une propriété inhérente au capital. Par conséquent, le caractère social moderne de la grande production avec son rendement fabuleux qui a éclipsé celui de toutes les formes passées se voit attribué non à la puissance collective du travail humain, mais à celle du capital. Le capitalisme tente de se faire un mérite de la diminution historique du prix des objets manufacturés produits par le travail associé afin de se déclarer maître de ce qui a été épargné et d'agiter son grand mythe de la diminution des

coûts de production. Par ce mensonge et par bien d'autres, il veut faire oublier que par rapport aux régimes antiques, il a provoqué le renchérissement des moyens de subsistance vitaux et transformé la majeure partie de l'humanité en une masse d'affamés. Pendant ce temps, la petite minorité des peuples privilégiés et de leurs classes supérieures elles-mêmes vit sous la menace effrayante de guerres, de crises catastrophiques, d'inflation et de pénurie générale.

Marx termine ce chapitre par la gigantesque mystification des apologistes du capital, avec quelques citations bourgeoises classiques qui, tout en reconnaissant que le travail est la source de toute richesse, attribuent le mérite du progrès aux capitalistes industriels vivant du profit parce qu'eux seuls donnent une direction utile au travail en cours, faisant par ailleurs le meilleur usage du travail accumulé, et ouvrent ainsi le paradis à ceux qui ne participent en aucune façon au travail des vivants, pas plus qu'ils n'ont jamais contribué à celui des morts.

Illustration intercalaire

Avant d'en venir à la seconde partie du texte de Marx qui traite de la production capitaliste comme production et reproduction des rapports spécifiquement capitalistes de production, il nous faut illustrer les notions fondamentales de produit brut et de produit net, comme cela a été fait à la réunion générale du parti.

Pour cela, nous emprunterons à la revue américaine **Fortune** des données concernant l'entreprise la plus importante, la colossale **General Motors**, union des plus grandes usines américaines d'automobile qui a des filiales dans le monde entier.

Le total des ventes ou du chiffre d'affaires de celle-ci a été en 1964 de 17 milliards de dollars, unité monétaire que nous utiliserons désormais. Cette grandeur mesure le capital au sens marxiste et nous la désignerons par la lettre *k*. Dans les données que nous utilisons, le capital de l'entreprise a deux autres formes, les "assets", c'est-à-dire le patrimoine, ou la valeur assignée dans le bilan aux propriétés et aux installations collectives de l'entreprise qui a atteint seulement 11,2 milliards ; ensuite, on a « l'invested capital », c'est-à-dire le capital par actions qui est encore plus petit, il se monte seulement à 7,6 milliards. Ce dernier est considéré par les bourgeois comme l'ensemble des dettes de la société envers ses actionnaires et exprime ce que possèdent tous les « patrons » de la **General Motors**. Nous apprenons d'autre part que les bénéfices nets, déduction faite des impôts, ont été en 1964 de 1,78 milliards. La somme distribuée sous forme de dividendes aux actionnaires n'est pas indiquée, mais elle a dû être d'environ 1,3 milliards comme on peut le déduire de chiffres d'autres sources pour l'année 1965. La différence représente le capital nouvellement investi et tiré des bénéfices de l'exercice précédent qui est beaucoup plus grand quand de nouvelles actions sont émises et des dettes contractées auprès des banques.

Le tableau ne nous fournit pas le montant des impôts, ni donc celui du bénéfice brut, mais les données plus haut citées pour 1965 permettent de présumer qu'ils se sont élevés à 1,78 milliards, ce qui donne un bénéfice brut de 3,515 milliards. Si nous nous demandons maintenant quel est le taux du profit par rapport au chiffre d'affaires, nous trouvons le pourcentage de 10,2 % pour le profit net et de 20,7 % pour le produit brut. Le montant exceptionnellement élevé de ce dernier répond à un moment particulièrement propice pour le capital américain et pour son entreprise la plus florissante. Si nous appelons p le profit et t les impôts, le produit brut sera $p + t$. La partie du capital que notre terminologie marxiste appelle la plus-value est-elle p ou bien $p + t$? Nous élèverons cette difficile question en rappelant que dans sa « Critique au programme de Gotha », Marx a bien établi que même en récupérant tout le travail non payé, une économie collective devrait cependant en mettre en réserve une certaine partie pour les dépenses publiques générales. Ces dernières sont aujourd'hui couvertes grâce aux impôts et tout économiste conformiste vous dira aussitôt qu'elles se font aussi à l'avantage des prolétaires. Mais pour nous, l'Etat est l'Etat d'une classe et non de toutes les classes et ce qui tombe dans ses griffes sert à l'infâme politique du capital, du genre de la guerre du Vietnam. Pour nous, donc, la plus-value et le profit de la classe capitaliste sont représentés par le chiffre de 3,515 milliards.

Si nous cherchons maintenant le capital variable, c'est-à-dire les salaires, nous notons tout d'abord que le personnel de l'entreprise s'élevait à 661.000 personnes. La statistique américaine ne fait jamais la distinction entre salariés et autres personnes rétribuées, c'est-à-dire entre les victimes et les complices dorés du capitalisme. Les données de 1965 permettent de déduire que chacun gagne en moyenne 6.500 dollars par an, mais nous renoncerons pour le moment à distinguer entre "wages" (salaires) et "salaries" (rétributions non ouvrières). Cela donne une dépense globale de 4,3 milliards pour le personnel, c'est-à-dire le capital variable v.

De tout le capital nous avons déduit la plus-value (profit brut) de 3,515 ; si nous en déduisons le capital variable de 4,3, il nous restera le chiffre du capital constant qui est de 9,185. Soit : $c + v + p = 9,185 + 4,3 + 3,515 = 17 =$ capital total (en milliards de dollars bien entendu).

Si nous considérons le bénéfice brut et non pas net, le taux de la plus-value est de 82,6 %. Si nous avons déduit les impôts, en admettant qu'ils constituent... un cadeau au prolétariat comme le fait tout bon réformiste, ce taux serait tombé à 40 % seulement.

La composition organique du capital, c'est-à-dire le rapport entre capital constant et capital variable, est très modeste, de 2,2. Elle serait certainement beaucoup plus élevée si nous pouvions déduire du capital variable la valeur des hautes rétributions.

Pour en arriver au point qui nous intéresse, le produit brut de la **General Motors** a été, en 1964, de 17 milliards de dollars. Quel a été le produit net ? Du point de vue de classe, c'est ce qui est resté aux capita-

listes après qu'ils aient récupéré tout le capital anticipé, c'est-à-dire 1,78 milliards et en y ajoutant comme de juste les impôts, 3, 515 milliards (1).

Le mensonge bourgeois consiste à appeler produit net de l'entreprise non pas le profit capitaliste, mais tout ce que l'activité sociale productive a réalisé, passant d'un capital constant (matières premières, usures des machines, etc...) de 9,185 milliards à une valeur brute de 17 milliards, soit donc la somme $p + v$ de 7,815 milliards qui est naturellement beaucoup plus considérable que le profit seul. L'hypocrisie des « programmeurs » modernes appelle cette somme « valeur ajoutée dans la production » et la considère comme un bien commun des ouvriers affamés comme des grands profiteurs. C'est sur cette grandeur que repose le mythe du « revenu national » et, pis encore, du revenu par tête d'habitant.

II - La production capitaliste est production et reproduction du rapport de production spécifiquement capitaliste

A. — RESULTATS DU PROCES DE PRODUCTION IMMEDIAT

Du point de vue immédiat, on constate que dans les entreprises capitalistes les articles sont produits pour le marché, et sont donc des marchandises dont la valeur d'échange réalisée sur le marché est propriété exclusive de l'entreprise ou de son propriétaire. Dans sa recherche sur les caractères spécifiques de la forme capitaliste, Marx a établi que le but de celle-ci n'est pas la valeur d'échange des produits vendus et encore moins leur valeur d'usage, mais cette marge bénéficiaire que nous avons appelée plus-value. C'est pourquoi le capital est beaucoup plus qu'une masse de marchandises et d'argent, mais **une valeur qui se valorise**, une valeur qui engendre de la valeur.

(1) Pour 1965, nous avons trouvé les chiffres suivants : chiffre d'affaires : 20,7 milliards de dollars ; impôts : 1,974 ; bénéfice net : 2,126 ; bénéfice brut : 4,1 (plus-value) ; capital variable : 5,4 (c'est-à-dire 7,350 dollars pour chacune des 735.000 personnes employées dans le monde entier, y compris celles qui voyagent dans leur avion personnel !) ; capital constant : 11,2. Le bénéfice net a donc été de 10,25 % (mais les actionnaires n'ont touché que 1,5 milliard de dividendes, c'est-à-dire 7,2 %). Le bénéfice brut a été de 19,8 % ; le taux de la plus-value de 76 % (alors que si l'on ne considérait que le bénéfice net, on trouverait le chiffre faux de 40 %). La composition organique du capital a été de 2,09, toutes réserves faites sur le chiffre du capital variable qui ne comprend pas uniquement des salaires. Enfin, le mensonger produit net, l'hypocrite « valeur ajoutée » a été de 9,5 milliards, soit 46 % du produit brut.

La somme d'argent et de valeur qui se transforme en facteurs du procès de production (capital constant et capacité de travail contre laquelle s'échange le capital variable) n'est capital qu'au sens potentiel. C'est seulement dans le premier procès de travail, lorsque le travail vivant est réellement incorporé dans les formes objectives du capital, que l'ensemble des valeurs avancées se transforme en capital réel et actif.

Pourtant, nous avons parlé du procès de production de la plus-value et non de celui des marchandises. Parler du procès de production du capital n'est qu'une autre façon de dire la même chose.

Mais Marx va plus loin. Nous pourrions nous en tenir là si les capitalistes, comme personnes physiques, consommaient toute la plus-value en valeurs d'usage ; on aurait alors ce que Marx appelle la reproduction simple du capital. Mais le phénomène social le plus significatif est que la classe capitaliste ne consomme qu'une petite partie de la plus-value, destinant le reste à l'investissement de capital additionnel. Le processus de l'accumulation est immanent au processus capitaliste de production. Il implique la **création de nouveaux salariés** (femmes, enfants, couches de la population occupées dans l'agriculture familiale, etc...). Marx en conclut que le capital produit à une échelle toujours plus large les travailleurs salariés productifs.

La production capitaliste n'est donc pas seulement reproduction de tout le rapport social, mais reproduction incessamment élargie, le monde de la richesse étrangère qui le domine grandissant toujours face à l'ouvrier.

Le texte de Marx rappelle une nouvelle fois que l'acte de vente-achat impliqué dans le rapport propre au salariat n'a plus rien de commun avec l'échange qu'effectuent deux possesseurs de marchandises libres et autonomes, égaux en droit dans les rapports qu'ils nouent de façon toute spontanée. Le rapport du salariat qui se reproduit continuellement dans la production capitaliste ne correspond pas à un libre contrat, mais à la dépendance absolue dans laquelle se trouve le travailleur à l'égard du capital qui le domine.

B. — TRANSITION DES PARTIES I ET II A LA PARTIE III DU CHAPITRE (1)

Le capitalisme peut surgir aux stades historiques de la production où se sont accumulées certaines quantités de moyens de production et de circulation et où se sont formés de nouveaux besoins tendant à déborder les vieux rapports de production. On a tout d'abord une soumission formelle du travail au capital, mais très vite, le nouveau type spécifiquement capitaliste de production prend son essor et va se développant en largeur. Même si nous considérons le capitalisme pleinement développé,

(1) Rappelons que nous l'avons présentée plus haut, au point 1.

la plus-value produite n'est qu'une fraction de la valeur totale des produits finis ou marchandises. Le capital se caractérise comme production de plus-value, et ne se reproduit donc lui-même qu'en tant que producteur de marchandises. Si nous avons entre les mains une marchandise sortie d'une entreprise capitaliste, nous pouvons dire qu'elle est un **produit immédiat du capital** ; cependant, analysons-la telle que le capital l'a produite, tout en sachant que, pour compléter son cycle, d'autres processus l'attendent sur le marché, dans lesquels elle prendra la forme monétaire, puis celle de valeur d'usage ou de moyen de travail pour les cycles productifs ultérieurs.

Notre étude part donc de la marchandise puisque celle-ci est la base et la présupposition de la production capitaliste. Avant le capitalisme, une grande partie des produits n'étaient pas fabriqués comme marchandises ni destinés à le devenir. La transformation des produits en marchandises était une exception limitée au secteur manufacturier. Nombreux étaient les produits du travail qui entraient directement dans la consommation sans entrer ni sortir du procès de production en tant qu'articles de commerce (en France en 1752, le blé était le seul produit agricole considéré comme article commercial).

Cependant, dans certaines limites, c'est la circulation des marchandises et de l'argent — et donc un certain développement du commerce — qui constitue le point de départ du capital et du mode capitaliste de production. C'est pourquoi nous partons de l'étude de la marchandise comme de l'élément le plus simple de cette production. Mais la marchandise est également le résultat et le point d'arrivée de cette dernière. C'est pourquoi nous commençons l'étude de la marchandise en la considérant comme le résultat d'une production capitaliste arrivée à son plein développement.

III - Les marchandises comme produit du capital

A. — CARACTERISTIQUES GENERALES

Si la marchandise a pu être produite dans des formes de production pré-bourgeoises, elle n'était pas encore la forme générale du produit. Même l'argent, qui n'est qu'une forme déterminée de la marchandise, ne se transforme en capital qu'au terme d'une longue période historique, et essentiellement au moment où la capacité de travail de l'ouvrier s'est elle-même transformée en marchandise.

Comme dans l'agriculture une grande partie du produit est moyen de subsistance et qu'une grande partie de la population ouvrière n'est pas encore salariée, le capital ne jouit pas encore d'une domination complète, même lorsqu'il a conquis la sphère de la manufacture. A ce stade,

ni la division sociale, ni la division technique telle qu'elle apparaît dans l'atelier industriel ne se sont encore développées dans l'agriculture.

Le texte de Marx peut être résumé en trois points :

1° Seule la production capitaliste fait de la marchandise la forme générale de tous les produits ;

2° La production des marchandises conduit nécessairement au capitalisme dès le moment où le travailleur a cessé de faire partie des conditions de la production (comme dans l'esclavage et le servage) ou que la base de la société a cessé d'être la communauté naturelle (comme aux Indes), c'est-à-dire dès le moment où la force de travail elle-même devient généralement une marchandise ;

3° La production capitaliste abolit la base de la production marchande qu'est la production autonome et parcellaire avec échange d'équivalents. L'échange entre capital et force de travail devient la règle.

L'agriculture peut devenir une branche d'industrie gérée à la façon capitaliste quand tous ses produits sont portés au marché pour y être vendus au lieu d'entrer dans la consommation immédiate ; on calcule les dépenses que représentent les articles à acheter comme marchandises, le tout, bien entendu, en monnaie. Tout cela se vérifie même si une partie du produit de l'exploitation (les semences, par exemple) est restituée en nature à la production : on en calcule la valeur tout comme s'il avait fallu l'acheter.

Quand la marchandise est produite à grande échelle et sous forme de modèles fixes, le produit devient uniforme et on a une production **de masse**. Dans ces cas, elle est étroitement liée aux rapports sociaux du plein capitalisme et le lien immédiat entre sa valeur d'usage et la satisfaction du besoin de profit du capitaliste est tout à fait contingent, indifférent, inessentiel. La marchandise produite dans le plein capitalisme est déterminée tout autrement que la marchandise simple qui fut l'élément et le point de départ du capitalisme initial. Désormais, elle a deux autres déterminations :

1° Abstraction faite de sa valeur d'usage, elle contient une quantité déterminée de travail socialement nécessaire. Mais tandis que pour une marchandise quelconque il est sans intérêt de savoir de qui provient le travail objectivé en elle, la marchandise produite par le capital contient une partie de travail payé et une partie de travail non payé.

2° Toute marchandise apparaît non seulement matériellement, mais en tant que partie aliquote de valeur, comme une fraction du produit total. Elle n'est donc plus une marchandise spécifique, un produit individuel. Le résultat du processus est au contraire une **masse de marchandises** dont chaque élément apporte au produit total une fraction de la valeur du capital avancé ainsi que de la plus-value.

En tant que support de la valeur totale du capital, la marchandise se manifeste dans le volume et les dimensions qui permettent la vente et la réalisation de la valeur préexistante du capital avancé, plus celle de la plus-value créée. Or, cela ne suppose nullement que la marchandise (ou une fraction de celle-ci) soit vendue à un **prix de marché** égal à sa valeur. Sans s'arrêter à la question des prix, c'est-à-dire des valeurs monétaires, le texte de Marx donne l'exemple de certaines marchandises incluses dans un système unitaire produit par l'industrie capitaliste, comme un chemin de fer ou autres produits semblables. En effet, toutes les marchandises ne peuvent être définies au prix d'unités telles que le kilogramme, le mètre, etc...

Lorsque nous avons, d'une façon ou d'une autre, isolé une masse déterminée de marchandises, le problème est d'indiquer la quantité de valeur qui lui a été transférée comme élément du capital constant (matières premières, usure des machines, etc...) et de déterminer ensuite la différence de valeur du produit fini ; cette différence correspond au capital variable (frais d'achat de la force de travail) et au profit (ou plus-value) créé dans le procès de production.

B. — RAPPORT ENTRE LES ELEMENTS CONSTITUTIFS DE LA MARCHANDISE PRODUITE PAR LE CAPITAL

Le tableau numérique que nous publions ci-dessous (1) a pour but de faciliter l'exposé du contenu des deux derniers chapitres de Marx dans lesquels il a fait largement usage, tout comme dans *Le Capital*, des unités de mesure anglaises difficiles à lire. Nous avons donc converti ces unités en nombres décimaux plus ou moins exacts, mais ne modifiant en rien les rapports numériques adoptés par Marx, si bien que l'on puisse suivre parfaitement sa démonstration.

Au chapitre B de la partie III, Marx donne un exemple numérique que nous avons reporté à la première ligne de notre tableau. Il a supposé qu'avec 80 livres sterling de capital constant, 20 de capital variable et 20 de plus-value (ce qui suppose que l'ouvrier travaille la moitié du temps pour lui et l'autre moitié pour le patron, soit un taux de plus-value de 100 %), on produise 1.200 mètres de lin, dont le coût total sera de 120 livres sterling. Marx cherche le prix unitaire de la marchandise, c'est-à-dire sa valeur ou son prix de production. Il est clair qu'il sera d'un dixième de livre sterling, et comme celle-ci se divise en 20 shillings, de 2 shillings le mètre. Marx suppose alors que la productivité dans cette industrie augmente nettement, c'est-à-dire qu'elle quadruple, si bien que dans le même temps, avec le même nombre d'ouvriers et la même dépense de 360 livres sterling (320 + 20 + 20), on produise non plus 1.200 mètres, mais 4.800. Le prix unitaire tombera à un quinzième de livre sterling, c'est-à-dire un shilling et demi le mètre. Il aura donc diminué d'un demi-shilling. Marx a voulu démontrer ainsi que si la productivité technique augmente, le

(1) Voir page 70.

Éléments constitutifs du capital dans les exemples traités par Marx

	référence au texte	capital constant	capital variable	plus- value	valeur ajoutée	capital total	taux de plus-value	composition organique [productivité]	quantité du produit	prix unitaire	capital constant unitaire	travail payé unitaire	travail non payé unitaire	valeur ajoutée unitaire
		C	V	P	$W = p + v$	$K' = c + w$	$s = \frac{p}{v}$	$o = \frac{c}{v}$	q	$\pi = \frac{K'}{q}$	$\frac{c}{\pi}$	$\frac{v}{\pi}$	$\frac{p}{\pi}$	$\frac{w}{\pi}$
B-I+CI		1000	250	250	500	1500	1	4	30	50	20	5	5	10
B-II		4300	250	250	500	4800	1	17,2	120	40	107,5	6,25	6,25	12,5
C-II		1200	250	350	600	1800	1,4	4,8	36	50	24	5	7	12
C-III		1000	200	300	500	1500	1,5	5	30	50	20	4	6	10
C-III _a		1250	250	375	625	1875	1,5	5	37,5	50	25	5	7,5	12,5

salaires restant égal, le prix de la marchandise diminue notablement. Dans cet exemple, il n'y a rien d'autre à relever, et les unités anglaises y sont facilement compréhensibles.

Immédiatement après, Marx donne un autre exemple, celui de l'agriculture, où pour que le prix diminue, il n'est pas nécessaire que la productivité technique augmente, mais seulement que la récolte soit plus abondante ou le terrain plus fertile. L'auteur suppose qu'un champ de blé donné a absorbé 3 livres sterling de capital constant, 2 de salaires et 2 de surtravail (même taux de plus-value que précédemment) soit une dépense totale de 7 livres sterling. Si ce champ produit 2 "quarters" de blé (c'est-à-dire 2,9 hectolitres), chaque quarters pourra être vendu 3 livres sterling et demie, c'est-à-dire 70 shillings. Mais s'il en produit davantage, par exemple 2 quarters et demi, le prix tombera à 56 shillings. En continuant le calcul et en se souvenant que 7 livres de dépense totale valent 140 shillings, on trouvera, pour une récolte de 3 quarters, le prix de 46 shillings et 8 pence (chaque shilling se divisant en 12 pence) ; si la récolte est de 3,5 quarters, le prix tombera à 40 shillings ; si elle est de 4 quarters, à 35 shillings ; de 4,5 quarters, à 31 shillings et, enfin, de 15 quarters à 5,28 shillings.

Marx veut démontrer ainsi que pour une même avance de capital et une même plus-value, la valeur de production ou prix de marché (il suppose toujours que prix et valeur s'équivalent, renvoyant à d'autres parties de son œuvre l'étude des causes de l'oscillation du prix autour de la valeur sociale moyenne) peut varier grandement dans l'industrie et surtout dans l'agriculture sans qu'on doive nécessairement supposer une modification du taux de la plus-value.

Comme dans les exemples suivants, les fractions en shilling, pence et tiers de pence se compliquent beaucoup, nous avons tout ramené à des nombres décimaux. Les deux exemples de la manufacture de tissus de lin figurent dans les colonnes horizontales I et II. Dans la colonne I, les avances de capital sont de 1.000 pour le capital constant, et de 250 pour le capital variable ainsi que pour la plus-value. Marx a introduit ici la fameuse "valeur ajoutée" que nous avons désignée par la lettre *w* et qui, dans ce cas, s'élève à 500. Le capital total est de 1.500. Le taux de la plus-value est 1, la composition organique ou taux de productivité est 4. Pour l'avance ci-dessus indiquée, nous supposons que le tissu de lin produit soit de 30 mètres : le prix du mètre sera de 50. Marx veut subdiviser cette quantité de 30 mètres en fonction des différentes parties du capital total. Le capital constant représente 20 mètres, le capital variable 5 mètres et la plus-value 5 mètres également ; la valeur ajoutée, somme des deux dernières est donc de 10 mètres. La somme totale est de 30 mètres.

A la ligne II, nous avons illustré l'hypothèse d'une augmentation notable de la productivité. Si elle avait exactement quadruplé, son taux aurait été de 16, mais il était plus commode de supposer qu'elle avait augmenté de 4,3, ce qui donne un taux de 17,2. Nous avons alors 4.300 de capital constant, 250, comme précédemment, de capital variable et de

plus-value, 4.800 de capital total ; quant au lin produit, en supposant qu'il soit 4-fois plus grand que dans le cas précédent, il est de 120 mètres et son prix de 40 le mètre, soit 10 de moins que le cas précédent. La répartition du produit est la suivante : capital constant : 107,5 mètres ; capital variable et plus-value : 6,25 mètres chacun ; valeur ajoutée au cours du travail : 12,5 mètres.

C. — PRIX ET VALEUR DES ELEMENTS CONSTITUTIFS DU CAPITAL

Le premier exemple numérique que Marx donne dans cette partie est le même que celui du chapitre B que nous avons reporté à la première ligne de notre tableau. Le deuxième exemple de ce chapitre que nous désignons par la lettre C-II figure à la troisième ligne de notre tableau. Marx a voulu donner un exemple dans lequel le prix reste le même que le prix de départ du premier cas, mais où, sans variation du capital variable, c'est-à-dire du salaire payé, la plus-value obtenue a augmenté. Il a supposé que dans ce cas le même nombre d'ouvriers travaillent pour un même salaire, mais pendant 12 heures au lieu de 10. Le raisonnement s'adapte parfaitement aux chiffres que nous avons choisis. Avec un même capital variable de 250, si la durée du travail a augmenté de 20 %, le capital constant auquel ce travail a été appliqué est passé de 1.000 à 1.200. Evidemment, au lieu de 30 mètres de lin, on en aura produit 36, ce qui, au prix inchangé de 50 le mètre, donne un capital total de 1.800. La valeur ajoutée est de 600, et comme les ouvriers n'en ont toujours reçu que 250, la plus-value est montée à 350, et son taux de 1 à 1,4. La productivité est passée de 4 à 4,8 et les parties du capital correspondant au capital constant, au capital variable et à la plus-value sont respectivement de 24 mètres, 5 mètres et 12 mètres.

Marx traite donc dans le chapitre C un troisième exemple ; se référant à l'exemple initial qui se trouve à la première ligne de notre tableau, il imagine que la productivité ait augmenté dans ce sens que les patrons aient réussi à faire descendre les salaires des ouvriers de 250 à 200. Evidemment, la plus-value monte alors de 250 à 300, la valeur ajoutée restant toujours 500. Le produit total est de 1.500 pour 30 mètres, et donc de 50 le mètre. Le taux de plus-value passe à 1,5, celui de la productivité de 4 à 5 ; quant aux fractions du produit correspondant aux rubriques connues, elles sont, dans l'ordre, de : 20, 4, 6 et 10 mètres.

Le dernier exemple tiré du texte de Marx occupe la dernière ligne de notre tableau et concerne le cas III a. Nous référant au cas dont nous étions partis, nous avons laissé le salaire inchangé, mais supposé que la productivité du travail s'était élevée d'un quart, passant donc, tout comme dans le cas précédent, de 4 à 5. Dans ce cas le produit passe de 30 à 37,5 mètres, ce qui, au prix de 50 le mètre, donne un capital total de 1.875. La plus-value passe à 375 avec un taux de 1,5 comme dans le cas précédent. La valeur ajoutée est 625 et la répartition du produit de 37,5 entre les

différentes fractions du capital respectivement : 25 ; 5 ; 7,5 ; soit 12,5 de valeur ajoutée.

Ces chiffres qui ne changent rien aux rapports de grandeurs à l'intérieur de chaque exemple, et d'un exemple à l'autre, illustrent clairement la démonstration de Marx et prouvent l'exactitude de ses deux conclusions :

1° Si le prix des marchandises change, le taux et la masse de la plus-value peuvent être restés constants

L'exactitude de ce théorème peut être démontrée par une comparaison entre les deux exemples du chapitre I qui occupent les deux premières lignes de notre tableau. Le progrès de la technique capitaliste a fait tomber le prix du tissu de lin de 50 à 40, mais malgré cela, les ouvriers reçoivent le même salaire et les capitalistes touchent le même profit. L'avantage social est indiscutable.

2° Quand le prix des marchandises reste constant, le taux et la masse de la plus-value peuvent avoir changé

L'exactitude de ce second théorème ressort des quatre cas exposés au chapitre C et qui occupent les lignes I, III, IV et V de notre tableau. Dans ces quatre cas, le prix unitaire est toujours 50, mais dans le second des quatre (ligne III) la masse de la plus-value est montée de 250 à 350 et son taux de 1 à 1,4, tandis que la productivité passait de 4 à 4,8. Il y a là un avantage pour le capitaliste sans aucun bénéfice social ; il a été obtenu par une prolongation de 20 % de la durée du travail, comme cela s'est produit dans la phase initiale du capitalisme par soumission formelle du travail au capital, que ce soit en Angleterre au XIX^e siècle ou en Russie au XX^e. Dans le troisième cas du chapitre C (ligne IV de notre tableau), au lieu d'augmenter la journée de travail, on a diminué le salaire ouvrier, en sorte que la plus-value est passée de 250 à 300, son taux de 1 à 1,5 et la productivité de 4 à 5. Là encore, aucun avantage ni pour la société, ni pour la classe ouvrière, et de nouveau soumission formelle du travail au capital.

Dans le dernier exemple, le prix de marché restant constant, on imagine que la productivité est passée, pour des raisons techniques, de 4 à 5, le salaire des ouvriers restant le même. La masse de la plus-value atteint alors sa valeur maxima avec 375, ainsi que la valeur ajoutée avec 625. Le taux de la plus-value s'élève à 1,5, et, à salaire égal, la plus-value et l'accumulation capitaliste ont fortement augmenté. Nous pouvons considérer ici que nous n'avons plus affaire à une soumission formelle mais réelle du travail au capital, avec développement du machinisme et de la grande industrie. La productivité du travail, dans ce cas, pourrait augmenter encore davantage qu'à la seconde ligne, celle du seul exemple parmi ceux qui ont été traités où le prix des marchandises avait sensiblement diminué, comme effet immanent du capitalisme pleinement développé et techniquement avancé.

Les commentaires que Marx ajoute à ces exemples significatifs répondent aux objections des économistes vulgaires et des socialistes immédiatistes du genre de Proudhon qui ne comprenaient pas qu'il était impossible aux travailleurs de reconquérir la totalité du fruit de leur travail par de simples augmentations de salaires. Marx ne développe pas ici le troisième cas cité par lui au chapitre XV du premier Livre du **Capital** sur l'augmentation de la productivité générale qui fait diminuer le coût de la vie au point que la constance du salaire constitue un grand avantage pour le prolétariat, quoi qu'elle puisse fort bien s'accompagner d'une importante augmentation tant de la masse que du taux de la plus-value. Laisant de côté la partie critique des dernières pages de Marx, nous citerons ce passage décisif :

« Etant donné qu'avec le développement de la production capitaliste et le bon marché croissant des marchandises, la masse de ces marchandises augmente, il faut que le nombre des marchandises vendues augmente, lui aussi, c'est-à-dire que le marché s'élargisse sans cesse. C'est une nécessité pour le mode de production capitaliste bien que ce soit plutôt dans le prochain Livre que nous devons traiter ce point ».

Tel est le plan selon lequel l'œuvre conçue par Marx devait se développer, abordant dans les derniers chapitres le marché mondial et la politique de classe de l'Etat capitaliste, c'est-à-dire l'impérialisme moderne qui prépare la catastrophe révolutionnaire finale.

L'importance de ce chapitre inédit de l'œuvre de Marx réside, comme nous avons essayé de le mettre en évidence, dans le fait qu'il y a déjà un siècle il avait développé la théorie du travail ajouté dans la production de façon cohérente avec le programme révolutionnaire, et diamétralement opposée à l'opportunisme moderne de la **politique des revenus**.

Même à un siècle de distance, Marx est toujours plus **actuel**.

Le XXIII^e CONGRÈS du P. C. RUSSE

L'ensemble de la presse bourgeoise s'est trouvé d'accord pour reconnaître aux travaux du XXIII^e Congrès du P. C. de l'U.R.S.S. un caractère sérieux, et même ennuyeux. Elle les a comparé, avec juste raison, au Conseil d'administration d'une grande entreprise et parlé de Kossyguine comme du « fondé de pouvoirs de la maison U.R.S.S. ». A ce propos, elle aurait pu le comparer aussi à Pompidou dans le discours de présentation du V^e Plan devant la « souveraineté populaire » ne différant pas tellement du rapport relatif au nouveau « plan » russe. Khrouchtchev qui, lui, avait de l'humour — un humour macabre il est vrai, aux yeux du prolétariat — avait dit plus brièvement de son futur successeur (lors de leur voyage commun en France) : « C'est notre patronat ».

La même presse, toujours avide de sensationnel, est allée jusqu'à regretter l'absence d'éléments spectaculaires dans ce Congrès, comme s'il y avait jamais eu, dans les congrès staliniens et khrouchtcheviens préfabriqués, de véritables événements, des décisions importantes prises à la suite de débats théoriques vrais, comme si les événements véritables n'étaient pas toujours intervenus entre les congrès, les décisions prises dans l'intervalle transformant les assemblées de congrès en séances solennelles d'enregistrement, à l'unanimité des béni-oui-oui satisfaits.

Il en fut de même cette fois : les mesures vraiment importantes pour l'avenir de la société russe ont été prises, après une longue préparation des esprits, en septembre 1964. Elles avaient été proposées depuis longtemps par l'économiste Liberman, et Khrouchtchev en avait été le plus chaud partisan. Il s'agit des « liens directs entre producteurs et consommateurs », c'est-à-dire en fait de la soumission totale des entreprises industrielles aux mécanismes régulateurs de l'économie de marché. Comme nous l'avons déjà montré (voir **Le Prolétaire**, n° 15, novembre 1964), si Khrouchtchev sauta, ce ne fut pas tant à cause de ses échecs dans les différents secteurs de la politique extérieure que de l'émoi provoqué par son libéralisme libermanien chez les cadres de politiciens professionnels du parti, attachés au centralisme stalinien le plus traditionnel et menacés par l'autonomie croissante des directeurs d'entreprises.

On se rappelle qu'une des accusations les plus graves portées contre Khrouchtchev était sa tendance à passer par dessus la tête du C. C. du P.C.U.S. dans des assemblées communes avec les directeurs, au cours desquelles il faisait plébisciter sa politique. Nous disions alors que Kossy-

guine et Brejnev étaient précisément, par ironie de l'histoire, ceux qui mettraient ce nouveau cours en pratique et poursuivraient donc la politique de Khrouchtchev. Ils prirent effectivement les décisions essentielles, moins d'un an après, en septembre dernier. Ils semblent d'ailleurs pressés puisque dans son rapport, Kossyguine affirme qu'au premier janvier 1967 un tiers des travailleurs de l'industrie sera occupé dans des usines régies par les nouveaux « liens directs ».

Nos prévisions de 1964 ne tenaient en rien de la prophétie. C'est Staline lui-même qui, fin 1952, nous avait donné les moyens de comprendre l'évolution que l'économie russe allait connaître à brève échéance. Dans son ouvrage « Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. », Staline, qui prétendait avoir « construit » le socialisme en Russie, tout en conservant la circulation des marchandises et donc en coexistence avec la loi de la valeur, se défendait en réalité comme un beau diable contre l'action envahissante de cette loi. Notre courant, qui a toujours nié l'existence d'une parcelle quelconque de socialisme en U.R.S.S., soutenait au contraire qu'en ambiance mercantile et lorsque la production croît, il est impossible de faire sa part à la loi de la valeur, et qu'après les M. T. S. l'industrialisme d'Etat lui-même serait emporté dans sa totalité dans le tourbillon sans fin de l'échange entre équivalents. C'est chose faite aujourd'hui.

Il est vrai que ces changements n'ont rien de spectaculaire, que l'action des lois économiques est lente, souterraine, silencieuse. Mais c'est parce qu'elle est quotidienne et générale qu'elle est puissante et irrésistible et que les congrès les plus académiques doivent s'incliner devant elle et prendre toutes leurs « décisions » en conséquence. Or la première de ces décisions que la loi de la valeur impose à tous ceux qui veulent participer, comme l'U.R.S.S., ou plutôt qui doivent participer, de gré ou de force, à la « grande compétition économique mondiale », c'est l'augmentation de la productivité du travail. Ainsi celle de l'ouvrier russe devra augmenter de 33 à 35 %, tandis que son salaire ne pourra augmenter que de 20 %. La différence passera dans l'élargissement de la production (nous disons, nous, dans l'accumulation du capital) et dans l'augmentation des crédits militaires, deux autres « décisions » que la loi de la valeur oblige « à prendre ». En effet, pas de chance de succès dans la compétition si l'on n'augmente pas constamment la capacité de production du groupe A (+ 49 à + 52 % d'ici 1970), mais pas de succès non plus si l'on ne peut protéger ses marchandises sur le marché mondial ou même simplement leur frayer le chemin par la force militaire.

Rien n'est plus comique à cet égard que les considérations de notre fondé de pouvoirs sur le comportement commercial des Etats-Unis qui, accordons-le lui, manquent véritablement de « fair-play » : « Les Etats-Unis tentent d'entraver le commerce extérieur de l'U. R. S. S. En agissant ainsi, ils ne peuvent que confirmer la réputation peu enviable d'un pays qui, au XX^e siècle, s'évertue à élever des obstacles sur les vastes chemins

du commerce international ». Nikita, qui avait le sens de la formule aurait dit que cette politique n'était pas conforme à « l'esprit de notre temps » ! Malheureusement, ce temps n'a pas d'esprit, comme il a pu s'en apercevoir à ses dépens.

Un qui n'a pas beaucoup d'esprit non plus, c'est Gromyko. Parlant dans sa « spécialité », la non-violence diplomatique, du même problème, au fond, que Kossyguine, il déclarait solennellement à la tribune du Congrès : « Les Etats-Unis n'ont jamais eu et n'ont pas le droit (sic !) de s'immiscer dans les affaires intérieures d'autres Etats (l' « immixtion » en question est la guerre que l'on sait, faite au Vietnam, NdR). Il serait bien plus préférable, **dans l'intérêt des relations soviéto-américaines** (souligné par nous, P. C.), que les Etats-Unis mènent une politique de paix, de respect des droits des peuples, de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats ». Et les auteurs de telles élucubrations juridiques basées sur le pacifisme bourgeois le plus plat, qui n'hésitent pas à remonter à l'impérialisme combien il serait préférable qu'il cesse gentiment d'être... l'impérialisme, ce sont eux qui prétendent régulièrement à chaque Congrès qu'ils retournent à... Lénine !

Du temps de Lénine, les Bolcheviks avaient fondé une Internationale centralisée, imposant sa ligne à chacun des détachements nationaux du prolétariat mondial. Aujourd'hui, les bouffons qui se réclament de son nom ne peuvent même plus prévoir une réunion générale de leur mouvement. Non seulement la plus grande partie de l'Asie reste à l'écart, mais leurs sympathisants les plus proches, les réformistes italiens et français, s'affirment « polycentristes », partisans des contacts bi ou multilatéraux. Un incident a montré à quel point ce Congrès fut un congrès national russe : une délégation du F. L. N. invitée en même temps qu'une délégation du P. C. Algérien (que le F. L. N. interdit en Algérie et dont les militants sont poursuivis, arrêtés et torturés) a quitté l'U. R. S. S. dès l'ouverture des travaux en déclarant que les relations entre les deux pays étaient fondées sur la reconnaissance par les dirigeants soviétiques du fait que le régime de l'Algérie était basé sur l'existence d'un parti unique, le F. L. N. ! Et les manifestations d'enthousiasme patriotique qui ont salué le nouvel exploit cosmique, la présence des représentants de l'armée dans la salle du Congrès, ou les tirades chauvines de Cholokov sur « notre bonne mère la Russie » en ont fait prendre conscience à ceux mêmes qui conservent encore des illusions sur le caractère prolétarien et internationaliste du pouvoir russe.

Dépourvu de sensationnel, ce Congrès n'aura pourtant pas été sans signification. Avec le départ des derniers vestiges de la génération qui écrasa le prolétariat révolutionnaire russe, les Chvernik, les Mikoyan, avec l'installation des hommes « sérieux », « soucieux de rendement et d'efficacité », la société russe entre dans une nouvelle phase, celle de l'épanouissement de toutes les formes et de toutes les forces du capital. Avec son absence de « triomphalisme », l'abandon des défis lancés au capita-

lisme mondial, le désir d'une co-existence de plus en plus sordide, avec sa « modération », son « réalisme » à tous les sens du mot, l'U. R. S. S. n'entre pas seulement dans une période où la jeunesse s'ennuie et se dépolitise. Certes, le « nihilisme », la « négation des valeurs patriotiques » reprochés à une partie de la jeunesse ne sont pas en eux-mêmes des indices suffisants pour qu'on puisse parler d'un réveil de l'opposition dans cette ignoble société conformiste qu'est la société russe. Mais sa ressemblance de plus en plus grande avec nos sociétés occidentales et l'identité des objectifs proclamés, la disparition du souvenir de l'hostilité qui les mit trop longtemps aux prises, leur collusion de plus en plus évidente en face du monde sous-développé et exploité par l'impérialisme — voilà autant de faits qui faciliteront la prise de conscience du prolétariat russe.

Lorsqu'avec la crise mondiale, résultat inéluctable de tous ces efforts de productivité et de compétitivité, les prolétaires des grands pays industrialisés se retrouveront au coude à coude dans un nouveau parti mondial, nul doute que le prolétariat russe, dans l'assaut à son propre Etat bourgeois et dans la dictature qu'il exercera sur ses patrons « efficients » et « compétents » d'aujourd'hui, saura se montrer aussi peu « sérieux » et aussi peu « modeste » qu'il le fut en 1917.

NOS PUBLICATIONS

EN LANGUE FRANÇAISE :

- Dialogue avec Staline (numéro spécial de Programme communiste, 56 pages) 2,— F
- Dialogue avec les morts (critique du XX^e Congrès du P.C.U.S., 159 pages) 4,— F
- L'économie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours, ainsi que Le Marxisme et la Russie (148 pages) Epuisé
- Sur le Texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme (le gauchisme) » 2,— F
- Programme Communiste : un numéro 2,50 F
- Abonnement annuel 9,— F
- Abonnement de soutien 20,— F
- Le Proletaire : mensuel ;
- Un numéro 0,40 F
- Abonnement annuel 4,— F
- Abonnement combiné avec Programme Communiste 12,— F

EN LANGUE ITALIENNE :

- Storia della sinistra comunista (1^{er} vol., 415 pages) 25,— F
- La sinistra comunista in Italia sulla linea marxista di Lenin (110 pages) 7,— F
- 1917 Insegnamenti dell'ottobre. Leon Trotsky 4,— F
- Il Programma Comunista : journal bimensuel ;
- Abonnement annuel 10,— F
- Un numéro 0,40 F
- Spartaco (supplément syndical, servi gratuitement aux abonnés de Programma Comunista) ;
- Un numéro 0,20 F
- Documents ronéotypés :
- 1) Partito e classe — Il principio democratico — Partito e azione di classe — Il rovesciamento della prassi — Partito rivoluzionario et azione economica 3,50 F
- 2) Tracciato d'impostazione - Tesi caratteristiche del Partito 3,50 F
- 3) Forza, violenza, dittatura nella lotta di classe 3,50 F
- 4) I fondamenti del comunismo rivoluzionario 3,50 F
- 5) La successione delle forme di produzione nella teoria marxista en réimpression
- 6) L'abaco dell'economia marxista en réimpression
- 7) Lezioni della controrivoluzioni - Appello per la riorganizzazione internazionale del movimento rivoluzionario marxista 3,50 F

EN LANGUE ALLEMANDE :

- Der Faden der Zeit : Der II. Kongress der III. Internationale und die italienische Linke. 2,— F
- Der Faden der Zeit : Der. I. Weltkrieg und die marxistische Linke. 2,— F

EN LANGUE HOLLANDAISE :

- Documentatie Materiaal 0,25 F

CETTE REVUE EST ENTIEREMENT REDIGEE, COMPOSEE, ADMINISTREE PAR DES TRAVAILLEURS SALARIES, A L'EXCLUSION DE TOUTE COLLABORATION DE PROFESSIONNELS OU DE PERMANENTS RETRIBUES. C'EST LEUR CONTRIBUTION A L'ŒUVRE NECESSAIRE DE CLARIFICATION.

TOI, LECTEUR, SYMPATHISANT, QUELLE EST LA TIENNE ?

PROGRAMME COMMUNISTE NE PEUT VIVRE QUE DES SUBSIDES PROLETARIENS.

PROGRAMME COMMUNISTE NE PEUT FAIRE ENTENDRE SA VOIX QUE PAR L'EFFORT CONJUGUE DE TOUS LES REVOLUTIONNAIRES SINCERES.

PROGRAMME COMMUNISTE NE PEUT AMELIORER SA PERIODICITE ET AUGMENTER SA MATIERE QUE PAR L'AIDE DE TOUS CEUX QUI APPROUVENT SON EFFORT.

LECTEUR, SYMPATHISANT, DIFFUSE

PROGRAMME COMMUNISTE

ECRIS-NOUS — ABONNE-TOI — SOUSCRIS

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE
DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES !

RÉUNION PUBLIQUE

A MARSEILLE

Le Vendredi 3 Juin 1966, à 21 heures

Arrière Salle du Café « Les Danaïdes », Cours Joseph-Thierry



**MARXISME REVOLUTIONNAIRE
ET ANTI-IMPERIALISME PACIFISTE**

le prolétaire

notre organe mensuel

paraît désormais sur quatre pages imprimées

LECTEUR, SYMPATHISANT

ABONNE-TOI, SOUSCRIS,

AIDE NOTRE DIFFUSION

Le numéro du **Prolétaire** est en vente au prix de 0,40 F (4 francs belges) ;
abonnement annuel 4 F (40 FB) ; abonnement combiné **Le Prolétaire** et
Programme Communiste 12 F

La souscription permanente paraît maintenant dans **Le Prolétaire**.
Adresser tous versements à « Programme Communiste » C.C.P. 2202-22
Marseille.

DIRECTEUR - GERANT

F. GAMBINI

adresser toute correspondance à :

« PROGRAMME COMMUNISTE », Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert

ou Boîte Postale n° 24 PARIS 19°

C.C.P. Programme communiste 2202-22 Marseille

Imp. "LINO-IMP" 1, 3 et 5 Bd Desplaces Marseille (X°) Tél : 77.92.48

Dépôt légal n° 28-688, novembre 1963.